



# La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



## Causeries mai 2019

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 5 mai 2019

### CAUSERIE ET INFOS

Le mot du jour : Macron, Philippe, Castaner et Cie. : Osez un geste humanitaire collectif, suicidez-vous, un acte de salut public !

J'ai retiré la rubrique *Tribune libre* qui ne servait à rien.

La causerie d'avril est disponible au format pdf, 60 pages seulement, c'est bien assez ! Et j'ai hésité à actualiser le portail aujourd'hui, je me suis demandé si je ne devrais pas l'actualiser une fois par mois uniquement pour ceux que cela intéresse vraiment.

Personnellement en Inde je suis déconnecté de cette course effrénée ou hystérique à l'immédiateté, qui selon mes observations a tendance à déstabiliser ou perturber gravement la faculté d'analyse de ceux qui s'y adonnent et davantage encore, puisqu'elle influe sur leur comportement en général, on en a la preuve ici si besoin est.

Je crois qu'on va s'en tenir à ce rythme, deux ou trois actualisations par mois. Le reste du temps je suis occupé 24h/24, je n'arrête jamais. Je consacre un peu plus de temps au sommeil, j'ai des dizaines d'années de retard en la matière, juste pour avoir les idées plus claires. C'est indispensable ici plus qu'ailleurs, car si chez vous en France la situation se dégrade gravement, ici elle a atteint un degré de pourriture que vous ne soupçonnez même pas encore, j'ai une longueur d'avance sur vous, et je dois dire que c'est assez éprouvant, il en faut des ressources pour tenir le coup ou garder le moral, vaut mieux être blindé contre l'adversité.

Ce mois-ci cela fera 17 ans que je n'ai pas mis les pieds en France et cela ne me manque pas. J'ai eu un échange avec ma fille institutrice par le biais de Skype. Elle m'a écrit qu'elle avait trouvé "*spontanée*" ma compagne Selvi, et que c'était "*sympa*", cela change de tous ces gens susceptibles ou bourrés de complexes, d'a priori et je ne sais quoi encore, qui ont la tête farci, la grosse tête, qui se prennent très au sérieux et vous méprisent discrètement ou ouvertement. Qu'on fasse un usage aussi médiocre des connaissances qu'on a acquises ou des expériences qu'on a vécues, révèle un niveau de conscient en perdition, au ras des pâquerettes. Selvi n'a aucune mauvaise pensée, c'est une femme formidable.

Avec ma fille je m'exprime librement et elle fait de même, et quand on ne se comprend pas, on s'explique, on laisse tranquillement chacun s'exprimer, sans animosité, nos relations sont dénuées d'arrière-pensées, au-delà de la tendresse, si on peut partager quelque chose ensemble, on s'en contente ou on est comblé. Les relations les plus simples sont généralement les plus saines. En vivant avec des femmes indiennes peu évoluées ou carrément très arriérées issues de familles très pauvres depuis plus de 30 ans, vous comprendrez pourquoi en règle générale l'idée ou l'intention de changer quoi que ce soit à leur comportement ne m'ait pas effleuré l'esprit sous peine de les tyranniser et de faire notre malheur, je ne suis pas aussi stupide que le pense la plupart de mes lecteurs.

Pour savoir à qui on a affaire, il suffit d'observer si la personne qui est en face de vous vous laisse parler et vous écoute ou non, ensuite, si elle s'en tient à vos propos ou si elle s'emploie à les déformer systématiquement. Et si elle vous demande des précisions, c'est bon signe, car l'art de la communication c'est d'être imparfaite, donc forcément il y a toujours quelque chose que l'on n'a pas compris dans le discours de l'autre ou on ne perçoit pas où il voulait en venir.

Si vous vous retrouvez en présence d'une personne qui vous laisse parler, et qui aussitôt enchaîne en débitant son propre discours, vous pouvez vous dire qu'elle ne vous a pas écouté ou qu'elle n'en avait rien à foutre de vous. C'est généralement l'attitude des Indiens qui sont hyper individualistes, mais c'est leur condition épouvantable qui veut cela.

En France on ne peut pas se prévaloir de cet argument. On a cultivé trop de valeurs ou de principes qu'on n'ignore pas, cette attitude témoigne qu'on les a abandonnés ou qu'on ne les a jamais réellement adoptés pour finalement sombrer inconsciemment sous la pression de l'idéologie dominante.

C'est utile et agréable d'avoir des relations saines, on peut juste regretter qu'elles soient si rares.

Je pensais que les gens recherchaient la compagnie de personnes équilibrées, mais apparemment ce n'est pas le cas ou cela ne les intéresse pas, ce qui les ravalent au niveau de nos Indiens.

● Au format pdf (45 pages)

---

## PREMIERE PARTIE

Rien de nouveau, on a envie de dire, rien à ajouter.

Dans cette causerie réalisée au cours des 8 derniers jours, je fournis des éléments d'analyse sur la situation que viennent corroborer les infos que je publie.

Si vous voulez savoir ce qui vous attend, observez comment a évolué la société aux Etats-Unis, et vous en aurez un aperçu assez précis. Globalement effrayant, n'est-ce pas ? Encore un argument qui justifie la nécessité impérieuse de rompre avec le capitalisme.

La question que doivent se poser certains militants et à laquelle on ne leur a proposé aucune réponse sérieuse.

Ce samedi matin au réveil, je me suis dit que le truc qui clochait ou éveillait le scepticisme pour ne pas dire le rejet quand on évoquait la rupture avec le capitalisme ou un changement de régime, résidait dans le fait que plus on avance dans la mondialisation plus on s'oriente vers un régime totalitaire mondial sur le plan politique mais aussi économique, qui dans ces conditions ne laisserait aucune chance à un Etat qui tenterait de s'engager sur la voie du socialisme. Il verrait aussitôt se dresser contre lui l'ensemble des Etats et des institutions internationales de la planète pour l'étouffer. Il se retrouverait immédiatement placé au ban de l'économie mondiale ou déclaré hors la loi de sorte que le commerce mondial lui serait interdit. Dès lors des pans entiers de son économie ne seraient plus alimentés et s'effondreraient du jour au lendemain, ce qui se répercuterait sur le niveau de vie des masses qui se dégraderait rapidement, et contribuerait à la désorganisation de l'ensemble de la société, ce qui se traduirait par la détérioration du moral des masses, qui à terme pourraient se retourner contre la nouvelle République sociale...

Aussi, pour palier au plus pressé ou pour écarter cette menace, dans un premier temps l'Etat décrèterait prioritaire la satisfaction des besoins élémentaires des quelque 20 millions de travailleurs qui font face à des difficultés quotidiennes, en prenant des mesures d'urgence telles que l'annulation de leurs dettes, porter le revenu (ou retraite, AAH, etc.) minimum à 2.000 euros nets mensuel, loger décentement les 3,5 à 4 millions de personnes mal logées ou à la rue, diviser les prix des loyers par 2 ou 3, rendre gratuit les transports en commun, l'école, l'université et l'accès à la santé, l'ensemble des terres et des entreprises laissés à l'abandon seraient confisqués par l'Etat qui les administrerait en recrutant la totalité des chômeurs ou des travailleurs à temps partiel imposé, qui pallieraient ainsi à la baisse de production imposée par l'embargo mondial. Et quant aux moyens de production existant encore dans le pays, outre que toutes les grandes entreprises seraient socialisées, le fonctionnement de l'ensemble des entreprises du pays serait rationalisé au maximum de manière à économiser le plus de matières premières et d'énergie, dans la mesure du possible tout ce qui pourrait être recyclé le serait, les technologies les plus avancées seraient mises à contribution pour produire des biens durables ou quasi inusables en employant les matériaux adéquates...

Cela étant, ne pouvant plus s'approvisionner sur le marché mondial en matière première, d'énormes difficultés surgiraient très rapidement, un grand nombre de marchandises ne pourraient plus être produites telles quelles, il faudrait donc envisager de se passer de toutes celles qui ne correspondraient pas à un besoin absolu, et modifier la composition de celles dont l'usage

serait indispensable...

Si toutes ces mesures et biens d'autres contribueraient à stabiliser provisoirement la situation politique, pour autant la rationalisation de l'ensemble de l'économie prendrait du temps et ne suffirait pas à empêcher les masses de devoir consentir des sacrifices ou de modifier leur mode de vie, ce que les couches et classes privilégiées dans le passé refuseraient. Privé de pétrole, de gaz et d'uranium ainsi que bien d'autres matières premières, des restrictions de tout ordre seraient inévitables en attendant que les masses d'autres pays se soulèvent et s'emparent du pouvoir... L'accès aux monnaies internationales étant impossible, une monnaie nationale serait créée par l'Etat, peu importe quelle en serait la valeur puisqu'elle n'aurait pas d'autre fonction que de continuer à assurer les échanges à l'intérieur du pays et d'éviter la paralysie de l'économie, la spéculation ou la fuite des capitaux seraient réduites à néant de ce fait.

Les conditions de travail et le mode de vie seraient profondément modifiés pour que chaque citoyen participe à la vie de la collectivité et profite de la vie, au lieu d'être conduit à consommer toujours davantage inutilement et en tirer une satisfaction éphémère ou dérisoire, fort coûteuse et qui hypothèque leur futur. Le capitalisme a créé une multitude de besoins inutiles que la population a adoptés et dont elle pense ne plus pouvoir se passer. En vivant en Inde et en n'étant pas bien riche, je suis parvenu à me passer de la plupart d'entre eux depuis plus de 20 ans sans qu'ils me manquent, j'arrive à vivre confortablement avec environ 250 euros par mois.

La mondialisation coïncide avec le stade du développement des forces productives permettant d'entrevoir la satisfaction des besoins de l'humanité entière une fois débarrassée du capitalisme qui en constitue le seul obstacle, sans pratiquement avoir besoin d'augmenter la production ou même en la diminuant compte tenu du gigantesque gaspillage auquel se livre le capitalisme à l'échelle mondiale, en réduisant la consommation de matière première pour peu que la démographie mondiale cesse de croître ou diminue pour renouer avec le niveau des années 40, soit environ 3 milliards d'habitants.

Le but du socialisme, c'est de réaliser à l'échelle de la planète ce qui est à la portée du capitalisme mondialisé, mais qui est incompatible avec sa nature, sa raison d'être, les rapports sociaux sur lesquels il repose. Au-delà, il ouvre la voie à la fin du règne de la nécessité, qui inconsciemment a façonné la société et le comportement des hommes, l'ensemble des rapports que nous connaissons aujourd'hui qui disparaîtront avec lui.

En attendant, les hommes n'en sont pas seulement dépendants, ils l'entretiennent et s'y accrochent, ils lui vouent même un culte, parce qu'ils ignorent qu'il correspond uniquement à un stade de développement, et le danger qui les menace, c'est qu'ils ne parviennent pas à percevoir qu'ayant atteint les limites de son développement il se transforme qualitativement pour produire le meilleur ou le pire ; Le meilleur si les hommes en prennent conscience et décident d'y mettre un terme, le pire s'ils laissent les capitalistes produire plus pour consommer toujours plus en saccageant au passage la planète et épuisant ses ressources.

Comme on ne peut pas envisager de mettre fin d'un coup au capitalisme à l'échelle mondiale, il faut bien commencer quelque part, quitte à en supporter les désagréments, on n'a pas le choix, encore faut-il en avoir conscience pour l'expliquer aux travailleurs afin qu'ils s'engagent dans cette voie au lieu de s'en servir comme prétexte pour s'accommoder du capitalisme.

La question est de savoir s'ils estiment ou non légitimes leurs aspirations à vivre dans une société meilleure ou plus juste, qui ne verra jamais le jour tant qu'ils n'auront pas renversé le régime en place.

De nos jours les capitalistes et leurs représentants ont renoué avec la haine que vouaient ouvertement à la classe ouvrière leurs prédécesseurs au XIXe siècle. Pourquoi ? Parce qu'ils estiment à juste titre que le mouvement ouvrier a régressé de plus d'un siècle ou qu'il est impuissant pour les affronter. Mais alors direz-vous, cela justifie la stratégie de nos dirigeants.

Pas vraiment, car la condition ouvrière est sans commune mesure avec celle de la fin du XIXe siècle ou du premier quart du XXe siècle. Or, c'est celle-ci qui détermine le comportement des travailleurs, ainsi que la société et l'ensemble des classes, le capitalisme qui ont subi de profondes transformations depuis cette époque, ce dont nos dirigeants s'acharnent à ne pas tenir compte. Bref, ils ont pris le problème à l'envers et ils ne risquaient pas de le résoudre. C'est ce que j'avais voulu dire dans une autre causerie en affirmant qu'on ne s'adressait pas de la même manière à des ventres vides (ou des poches vides) et des ventres pleins, cela vaut pour les cerveaux puisqu'on est passé d'une classe en grande partie illettrée à une classe ayant été scolarisée ou plus évoluée.

En Algérie la majorité a les poches vides, au Soudan la majorité à les ventres vides, en France la majorité à les deux qui sont pleins, ici des millions dans la rue menacent les régimes en place, là quelques dizaines ou centaines de milliers qui ne menacent rien du tout.

L'amélioration partielle de leur condition ou les avantages sociaux qu'ils ont obtenus ou qui leur ont été concédés au lieu de servir de tremplin à leur émancipation du capital, sont devenus des obstacles à leur combat politique. Quand on refuse obstinément de l'admettre, on bute forcément sur les mêmes obstacles et on n'avance pas vers notre objectif, et à force on finit par ne plus y croire et par l'abandonner, ce qu'évidemment on refuse d'avouer ou maquille maladroitement.

## L'idéologie de la classe dominante a gagné tous les esprits, reste à savoir comment l'en chasser.

"Comme toujours, à force de répétition la propagande devient évidente pour tous au point que l'on se demande si les États-Unis sont encore capables de distinguer ce qu'ils prétendent de la réalité." (Réseau Voltaire)

Cela vaut pour la plupart de ceux qui prétendent parler en notre nom.

Leur humanisme est la politesse des salauds, face à laquelle toute impolitesse est honorable, sauf quand on est sous influence, point de suspension.

Dans son dernier éditorial (Tribune des travailleurs), Daniel Gluckstein (POID) a été jusqu'à s'autocensurer : "*Les réactions des travailleurs et des jeunes au discours de Macron sont unanimes : il se f... de nous !*", comme si écrire il se fout de nous constituait un gros mot, une épouvantable vulgarité passible d'une sévère condamnation de la part des chiens de garde du régime, ce qui signifie qu'il porte davantage d'importance à leur jugement plutôt qu'à ce que pensent les travailleurs. Le diable se cache dans le détail.

Dans le même registre, commentaire d'un internaute sur Noam Chomsky dans le blog Les Crises.fr.

- "*pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste*" : Même Noam Chomsky peut révéler une part de conditionnement ... et la relayer. Par antithèse, citons Balzac "Derrière toute grande fortune se cache un grand crime.

- "*Une très bonne partie du capital accumulé par les riches ces 40 dernières années est indû*" : Ce n'est pas une très bonne partie et il ne s'agit pas de 40 ans; c'est la quasi-totalité et depuis toujours.

LVOG - La citation de Chomsky : "*Le problème de la démocratie (...) avait été reconnu longtemps auparavant par Aristote dans un texte fondateur de la politologie, Politique. Après avoir passé en revue divers régimes politiques, le philosophe y concluait que la démocratie est le meilleur d'entre eux (ou en tout cas le moins mauvais). Il y décelait cependant une faille : la grande masse des pauvres pourrait utiliser son droit de vote pour dérober aux riches leur propriété, ce qui serait injuste.*" Les Crises.fr

Si "*dérober aux riches leur propriété*" est une faille de la démocratie, c'est que cette propriété est incompatible avec la démocratie. Entre "*la grande masse des pauvres*" et "*la démocratie*" d'un côté et la "*propriété*" des riches, Chomsky se place au côté de ces derniers.

Entre nous, cela montre que Chomsky est un imposteur ou un opposant d'opérette dès lors qu'il s'agit de s'attaquer à la sacro-sainte propriété privée des moyens de production ou au régime capitaliste. Les Crises.fr se réclame de Chomsky, tout est dans l'ordre des choses.

## Tous des camés !

- ...en Angleterre, vous pouvez vous faire prescrire un antidouleur appelé diamorphine, l'autre nom sophistiqué de l'héroïne. De même, (...) un médicament anti-obésité, le Desoxy, n'est rien d'autre que de la méthamphétamine en pilule. Et que l'Adderall, un traitement populaire du TDAH, est chimiquement et physiologiquement très similaire à la méthamphétamine. Si vous avez subi une opération de la gorge, des dents ou du nez, l'anesthésiste s'est peut-être servi de cocaïne pour engourdir vos sens, car la substance restreint l'afflux sanguin mieux que tout autre anesthésique local... LePoint.fr 27 avril 2019

Et Le Point d'appeler à "*légaliser les drogues psychédéliques*", cela ne s'invente pas.

La France est par ailleurs championne du monde par habitant en matière de consommation de psychotropes et autres antidépresseurs. On est donc en droit d'en déduire qu'il ne suffit pas d'avoir un revenu ou un mode de vie relativement confortable pour s'épanouir. C'est l'argument sur lequel repose en partie la stratégie que j'ai proposée d'adopter, en vain évidemment.

## L'anthropophagie sauvera-t-elle le capitalisme ?

- Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'État de Washington - Le HuffPost 24 avril 2019

Le compost humain pourrait bientôt être légalisé dans l'Etat de Washington. Une loi autorisant ce procédé a été votée par l'organe législatif et il ne manque plus que la signature du gouverneur démocrate Jay Inslee pour que le texte entre en vigueur.

Le "compost humain", aussi appelé humusation, est un procédé qui consiste à couvrir un corps de paille ou de copeaux de bois pour en accélérer la décomposition. Selon Katrina Spade, la fondatrice d'une entreprise de compostage humain aux États-Unis, il

ne faut que 3 à 7 semaines pour que le corps se décompose en compost.

Un corps pourrait donc permettre de produire en moyenne un mètre cube de compost et, si le texte entre en vigueur, les membres de la famille du défunt pourrait le conserver pour, par exemple, planter un arbre sur une propriété privée.

Selon les défenseurs de cette méthode, elle présente plusieurs avantages. D'abord, elle émet moins de CO2 dans l'atmosphère que la crémation. Par ailleurs, elle nécessite moins de surface de terre que l'enterrement et ne pollue pas les nappes phréatiques.  
Le HuffPost 24 avril 2019

### Marchands d'espoir.

- La chute de l'aigle est proche par Bruno Guigue - Mondialisation.ca 23 avril 2019

Première phrase du premier paragraphe : Aurions-nous atteint ce moment crucial où l'hyperpuissance en déclin se met à douter d'elle-même ?

Nous n'en serons pas plus ou nous ne serons pas plus avancé au dernier paragraphe :

- Certes, les USA bénéficient d'une rente de situation exceptionnelle. Le dollar est encore la monnaie de référence pour les échanges internationaux et pour les réserves des banques centrales. Mais ce privilège n'est pas éternel.

L'espoir fait vivre mais pas éternellement, la vie est courte !

La théorie du capital de placement financier et les points du système financier mondial où se prépare la crise à venir par François Chesnais - Alencontre le 26 avril 2019

Même constat.

En début d'article.

- On voit que le ratio a atteint aujourd'hui le deuxième niveau le plus élevé de son histoire, plus haut qu'en 1929 ! (Ratio dit de Shiller, un ratio cours / bénéfice calculé en divisant le prix actuel d'une action par son bénéfice moyen (dividendes) ajusté en fonction de l'inflation au cours des dix années précédentes.)

LVOG - L'effondrement du capitalisme serait-il à l'ordre du jour ? Difficile de le dire en fin d'article, pas de bol décidément :

- Les frontières du système financier parallèle (celui du shadow banking) sont encore plus difficiles à tracer qu'en 2008...

- Dans le même temps les banques centrales ont continué leur politique d'injection de liquidité (quantitative easing)...

LVOG - Et voilà comment l'espoir s'envole ! Peu importe, on fera comme si on ne le savait pas en guise de conclusion :

- La question politique qui peut se poser dans un ou plusieurs pays européens selon les circonstances est un nouveau sauvetage des banques par l'Etat et la « socialisation des pertes » aux dépens des salarié-e-s qui l'accompagne en pareil cas. Autant se préparer à en faire un axe de combat.

LVOG - Je sens que cela va motiver des millions de travailleurs, pas vous, non, vous avez raison.

Plus sérieusement, selon Thierry Meyssan (Réseau Voltaire) :

- L'expression « guerre économique » a été galvaudée durant des décennies pour désigner une compétition exacerbée. Il ne s'agit pas du tout de cela aujourd'hui, mais d'une vraie guerre pour tuer.

- ...les débats sur les avantages respectifs du libre-échange et du protectionnisme n'ont plus de raison d'être, puisque nous ne sommes plus en paix et qu'il n'y a plus de choix.

LVOG - Moins sérieusement en guise de conclusion : - ...ses membres (de l'UE - Ndlr) doivent s'affranchir des Traités européens et du commandement intégré de l'Otan.

LVOG - Là encore l'espoir fait vivre... mais pas indéfiniment ! En effet, il n'y a "*plus de choix*" pour ceux qui s'accrochent désespérément au capitalisme...

### [LREM repère de maoïstes repentis.](#)

- Européennes : Daniel Cohn-Bendit appelle à voter LREM - L'Express.fr 28.04

Dans une tribune publiée dans le JDD, il assure que la liste conduite par Nathalie Loiseau est la seule qui permet de "s'opposer à la vague nationale-populiste". L'Express.fr 28.04

### [C'est celui de l'Otan !](#)

Européennes : pourquoi LREM n'a toujours pas présenté de programme - L'Express.fr 2 mai 2019

La liste Renaissance doit dévoiler son programme pour les élections européennes le 9 mai, un choix surprenant à moins d'un mois du scrutin. L'Express.fr 2 mai 2019

### [Amalgame ordurier de l'extrême droite sioniste.](#)

Élections européennes : "Il faut que les gens se mobilisent" contre les extrêmes, sinon "on va à la catastrophe", alertent les Klarsfeld

Serge, Beate et Arno Klarsfeld ont appelé, jeudi dans "Le Figaro", les électeurs à se mobiliser contre les extrêmes lors des élections européennes.

### [Le totalitarisme En Marche. Liberté sous surveillance.](#)

- Insécurité à Paris : Mounir Mahjoubi propose 240 drones et 20 000 «boutons bleus» - Le Parisien 28.04

Des drones, des boutons bleus et des caméras de vidéo sécurité. Le Parisien 28.04

### [La démocratie divisée par 33 = 0 !](#)

- Européennes 2019 : il y aura 33 listes le 26 mai - Le Parisien 4 mai 2019

Les candidats avaient jusqu'à vendredi soir pour déposer leur liste pour les élections européennes.

Dites 33 ! Les tables de présentation de bulletins seront chargées le 26 mai prochain pour le scrutin des européennes puisqu'il y aura au total 33 listes.

L'arrêté fixant ces listes de candidats est paru ce samedi matin au journal officiel. Il s'agit de celles qui ont été « régulièrement enregistrées ». Les candidats avaient jusqu'à vendredi 18 heures pour les déposer. Chaque liste comprend 79 candidats, soit le nombre de sièges attribués à la France dans le nouveau Parlement européen, et respecter la parité entre hommes et femmes. Aucune candidature ne peut être retirée une fois la liste déposée.

L'ordre des listes, pour l'attribution des panneaux d'affichage, a été tiré au sort. Numéro un, la France insoumise et en dernière position, l'Union démocratique pour la liberté, égalité, fraternité (UDLEF). Le Parisien 4 mai 2019

### [Elle bouge encore.](#)

Soudan: une foule immense déferle à Khartoum pour réclamer un pouvoir civil - AFP

Algérie: dixième vendredi consécutif de manifestations contre le régime - AFP 27 avril 2019

Au Chili, les étudiants en colère descendent dans les rues de Santiago - euronews 26 avril 2019

Tunisie: Manifestation à Sidi Bouzid après la mort de douze ouvrières agricoles - Reuters 29 avril 2019

La lutte des classes, qui n'avait jamais cessé, est de retour dans toutes les discussions, voilà qui devrait redonner un peu d'espoir à ceux qui en manquaient.

J'avais émis l'idée qu'elle reviendrait en force une fois Sarkozy élu, je m'étais trompé parce que j'avais encore sous-estimé le degré de corruption du mouvement ouvrier et du rejet dont il faisait l'objet de la part des masses, ceci expliquant en partie cela. Evidemment cela ne risquait pas de se produire sous Hollande, le président de gauche du mouvement ouvrier, sans rire ! Ce seront finalement les couches les plus défavorisées des campagnes (mais pas seulement) qui la porteront soudainement sur le devant de la scène politique.

Sans direction ni orientation politique, la mobilisation initiée le 17 novembre 2018 était vouée à l'enlisement et à la dislocation, à l'échec, parce que combattre un ennemi organisé disposant de tous les pouvoirs, cela ne s'improvise pas. A ce jour, toutes les tentatives de structurer ce mouvement populaire ont avorté ou ne sont pas parvenues à constituer des pôles de regroupement pour les masses demeurées en retrait. De la même manière la multitude de grèves ou de mouvement sociaux ne sont pas parvenus à se structurer pour frapper ensemble le régime. Le degré de mobilisation est demeuré trop faible pour submerger les appareils pourris des syndicats qui la contrôlent et protègent ainsi le régime. L'ensemble des appareils et des instances des syndicats jusqu'aux délégués syndicaux pour la plupart d'entre eux sont corrompus par le capitalisme, les travailleurs n'ont donc rien à en attendre, ce qu'il était inutile de préciser puisqu'ils se chargent eux-mêmes de leur faire savoir. Ceux parmi nous qui refusent de l'admettre cautionnent les appareils et se coupent ainsi des masses.

Chacun en est resté à ses revendications démocratiques bourgeoises, catégorielles ou alimentaires, sur une orientation purement trade-unioniste ou réformiste, alors que l'ensemble de la situation ou des rapports entre les classes posait directement la question du pouvoir et de l'Etat, dans quelle société nous voulions vivre. Qu'aucune perspective de progrès social ne soit envisageable depuis 40 ans dans le cadre du régime en place devait conduire à la conclusion qu'il fallait s'en débarrasser ou se soumettre à son carcan. Force est d'observer que les travailleurs et le mouvement ouvrier ont adopté l'idéologie capitaliste, ils ont abandonné la perspective de changer la société, et ils se complairont dans leur condition aussi longtemps qu'ils pourront satisfaire leurs besoins élémentaires ou ils tireront certaines satisfactions ou compensations en échange des sacrifices qu'exige leur mode de vie d'esclave obéissant et servile.

Allons plus loin, et quand bien même ils seraient réduits à la précarité absolue, rien ne permet d'affirmer qu'ils envisageraient d'y mettre un terme ou qu'ils entreverraient l'espoir de vivre dans une société meilleure. Leur imagination étant plus féconde pour s'adapter à de rudes et injustes conditions plutôt que pour s'en délivrer, par la force des choses il faut bien se débrouiller pour survivre, tant qu'aucune perspective politique se fixant pour objectif de changer radicalement la société ne leur paraîtra crédible ou sérieuse.

Cette situation peut durer indéfiniment, aussi longtemps que les couches moyennes et supérieures de la classe ouvrière et les couches inférieures et moyennes des classes moyennes, qui sont mieux loties mais sont vouées à vivre dans la même société nauséabonde, ne prennent pas conscience de la nécessité de rompre avec le capitalisme, ne saisissent pas les occasions qui se présentent à elles de renverser l'ordre établi en entraînant derrière elles l'immense masse des travailleurs les plus défavorisés. Or, il s'avère que ce sont ces couches privilégiées qui sont le moins enclines à remettre en cause le régime en place, dès lors la situation semble inextricable ou sans issue. Quant au mouvement ouvrier acquis au capitalisme, il n'organise plus qu'une infime minorité de la classe ouvrière parmi les couches les plus favorisées qui ne se mobilisent que pour défendre leurs statuts sur une base corporatiste, après avoir définitivement abandonné le socialisme ou la perspective d'en finir avec le capitalisme, cela vaut pour ce qu'on appelle l'avant-garde du mouvement ouvrier, dont la conception de la lutte de classe n'a pas évolué depuis un siècle, et pas davantage leur analyse du capitalisme qui ramène au XIXe siècle.

### Une pure mystification pour gagner du temps, un non évènement.

Macron a annoncé qu'il allait garder le cap et ne rien concéder en réponse à ceux qui se sont mobilisés dans tout le pays depuis le 17 novembre 2018, qui ne l'avait pas anticipé ? J'ignore si Macron à tort de douter de rien, j'observe qu'il applique sa politique ultra réactionnaire depuis qu'il a été élu, et qu'il n'existe aucune opposition organisée pour l'affronter, ceci explique cela sans qu'on entrevoie à l'horizon le moindre changement dans ce rapport.

Il s'est écoulé plus ou moins un siècle depuis que les partis ouvriers traditionnels et les syndicats ont adopté le capitalisme au détriment du socialisme, et tout ce qu'on trouve à opposer à Macron et à la classe des capitalistes, c'est l'unité de ces partis et des syndicats inféodés au capitalisme au côté de la classe ouvrière "*pour faire reculer Macron*". Cruelle illusion sans cesse renouvelée dans un contexte qui dure déjà depuis près d'une quarantaine d'années, au cours desquelles Mitterrand, Chirac, Sarkozy et Hollande ont scrupuleusement appliqué le programme antisocial qui leur avait été dicté par l'oligarchie, démontrant l'inanité ou la fausseté d'une telle orientation politique plus que son impuissance, parce qu'en dernière analyse elle s'est traduite par l'incapacité de construire un nouveau parti ouvrier, le seul objectif politique dont on aurait dû être comptable.

LVOG - Macron vous a entendu contrairement à ce que vous affirmez, mais vous ne voulez toujours pas en tenir compte.

L'extrême gauche embourbée dans ses contradictions inextricables.

NPA - Ce n'était pas une conférence de presse, mais un véritable appel pour descendre à nouveau dans la rue ces prochains

jours : à commencer par ce samedi 27 avril, lors d'une manifestation de convergences entre militantEs syndicaux de la CGT, Gilets jaunes, associations et partis politiques. Puis, après la journée de mobilisation du 1er mai, le 9 mai, journée de grève de toute la fonction publique, qui marquera une nouvelle étape dans la mobilisation, pour qu'enfin notre colère et nos revendications soient entendues et que Macron remballé toute sa politique. NPA 25 avril 2019

POI - « C'est unis, tous ensemble, par la grève massive, que nous parviendrons à bloquer, à les faire reculer, à défaire ce gouvernement et sa politique », concluait l'appel adopté le 30 mars dernier par les délégués des comités de résistance et de reconquête. Cette recherche, c'est bien la question du moment.

POID - Aujourd'hui les grèves se multiplient. Dans les entreprises, du public comme du privé, et dans les syndicats à tous les niveaux, le mot revient de plus en plus souvent : grève, grève unie qui imposera le rapport de force pour faire reculer Macron et sauver nos régimes de retraite.

LO - Nathalie Arthaud : "Nos idées font du chemin" - franceinfo 29.04

"Les sondages me donnent 1% ou 1,5% des voix. C'est toujours bien plus que mes temps de passage à la télévision, y compris sur le service public", note-t-elle, en assurant : "Nos idées d'élection en élection cheminent, l'idée que les travailleurs doivent se battre par eux-mêmes, comme l'illustre le mouvement des "gilets jaunes".

"Il n'y aura pas d'Europe sociale s'il n'y a pas de mobilisation puissante. L'argent existe. Un milliard d'euros ont été mobilisés pour Notre-Dame de Paris. Cet argent doit servir aux Ehpad, aux urgences hospitalières, à augmenter les salaires...", lance-t-elle.

42% des Français expriment un intérêt pour les élections européennes. "J'ai envie de dire aux ouvriers, retraités et chômeurs sans illusion que ce scrutin est le moyen de mettre en avant l'augmentation du smic, des retraites et une meilleure répartition du travail", conclut Nathalie Arthaud, porte-parole de LO. franceinfo 29.04

[La nouvelle \(vieille\) gauche institutionnelle déjà en état de survie artificielle.](#)

Le recyclage permanent des opportunistes.

- Après les européennes, Mélenchon proposera une "fédération populaire" - Le HuffPost 24.04

Le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon veut "assumer sa responsabilité" pour unir la gauche dans une "fédération populaire" si les élections européennes lui "en donnent la force", dit-il dans un entretien à Libération à paraître ce mercredi 24 avril.

Cette "fédération populaire" doit unir "les classes populaires et les classes moyennes plus favorisées qui n'appartiennent pas à l'oligarchie" et ne consiste pas en une "guirlande des sigles de partis", prévient-il, arguant que, contrairement aux années 70 où François Mitterrand avait réussi l'union de la gauche, "le champ politique s'est effondré".

"A l'Assemblée nationale, les députés à la gauche de l'hémicycle votent ensemble les neuf dixièmes du temps. Pourquoi est-ce possible à l'Assemblée et impossible dès qu'on arrive devant un journaliste?", interroge-t-il. Le HuffPost 24.04

La chute annoncée.

- "Ne nous laissez pas tomber" aux européennes, demande Mélenchon à Bordeaux - AFP 29.04

"Ne nous laissez pas tomber": le chef de file de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon a exhorté lundi en meeting à Bordeaux ses électeurs de 2017 à ne pas s'abstenir aux européennes, ce qui reviendrait selon lui à dire "Continuez" à Emmanuel Macron.

"Ne le laissez pas croire que vous êtes d'accord" avec les annonces de M. Macron jeudi, a-t-il ajouté. AFP 29.04

- Cher Jean-Luc Mélenchon, oui, mon appel à l'union de la gauche est sincère, et le tien? par Luc Carvounas - huffingtonpost.fr 03.05

Luc Carvounas, député du Val-de-Marne, fondateur de la Gauche Arc-en-Ciel. huffingtonpost.fr 03.05

Achevons-les !

- Ce sondage pour les européennes 2019 va faire cauchemarder le PS - Le HuffPost 30 avril 2019

C'est le scénario catastrophe que voulaient éviter les dirigeants socialistes en ouvrant leur liste à la société civile. Confier la place de numéro un à l'essayiste Raphaël Glucksmann, fondateur du mouvement Place publique, devait éloigner le PS du danger d'un score inférieur à 5% lors des européennes.

Car sous cette barre le 26 mai prochain, il n'y aurait aucun élu socialiste français dans le prochain hémicycle, ce qui n'est jamais arrivé depuis que le Parlement européen existe.

Une enquête Elabe pour BFMTV place la liste PS-Place Publique en sixième position (ce qui est presque toujours le cas) mais avec seulement 4% des intentions de vote. Que l'étude soit réalisée avec ou sans liste de gilets jaunes, le score famélique est le même et il se fait notamment au profit de la France insoumise qui reste cependant derrière EELV.

Le parti pourrait même se retrouver derrière Benoît Hamon et sa liste Générations qui est crédité lui aussi de 4%. Le danger ultime est de tomber sous les 3%, plancher qui permet le remboursement des frais de campagne. Le HuffPost 30 avril 2019

- La France insoumise: Charlotte Girard va se retirer de la coordination du programme - AFP 29 avril 2019

LVOG - On va faire l'idiot pour ceux qui détiennent la vérité : C'est quand même étonnant le décalage qui existe entre le rejet de Macron et sa politique par l'immense masse des travailleurs et le peu de soutien dont bénéficient la nouvelle gauche institutionnelle et l'extrême gauche, quel mystère, c'est à ne rien y comprendre ! Vraiment ?

Mélenchon a même été jusqu'à prêter à Macron une vertu dont il est permis de douter : *"Il ne s'est pas rendu compte qu'en jouant le pourrissement pendant des semaines, il a contribué à élever le niveau de conscience populaire"*. En fait, il lui a juste fourni l'occasion de s'exprimer sans qu'on discerne la moindre progression, dans le cas contraire on ne voit pas où ou comment elle se serait traduite. Que les travailleurs aient été amenés à se poser davantage de questions depuis le 17 novembre 2018 ne signifie nullement qu'ils auraient trouvé les réponses correspondant aux tâches politiques qu'ils ont à accomplir...

Macron a joué dans le même registre que Sarkozy et Hollande, l'inflexibilité, l'imposture ou le déni, renforçant l'idée que le régime serait inébranlable ou tout puissant, ce qui est plutôt démoralisant ou démobilisateur en l'absence de toute issue politique au-delà du capitalisme et des institutions de la Ve République.

[Qui Macron représente-t-il ? Sur quoi repose sa légitimité ? 1,2% de la population.](#)

- Présidentielle 2017 : 800 personnes auraient financé 50% des fonds levés par Macron - Lexpress.fr 03.05

L'étiquette de "candidats des riches" colle à la peau d'Emmanuel Macron, et les chiffres du financement de sa campagne 2017 risquent de ne pas l'aider à s'en défaire. France inter, qui a eu accès aux données de la commission des comptes de campagne (CNCCFP), dévoile ce vendredi que près de la moitié des dons reçus pour la campagne (15 994 076 euros au total) proviennent de 1212 dons de 4500 euros et plus. Autrement dit, 1,2% des dons ont représenté 48% du montant total récolté.

Près de la moitié des dons a aussi été collectée auprès d'habitants de Paris intra-muros (qui ne représentent que 3% de la population française, comme le rappelle France inter), et particulièrement dans trois arrondissements (6e, 7e et 16e), qui ont donné à eux seuls plus que tous les donateurs étrangers (2,4 millions d'euros). Indispensable en début de campagne

Ces chiffres accréditent l'idée que les gros donateurs ont représenté une part essentielle du financement de la campagne d'Emmanuel Macron, surtout au début. En effet, comme l'explique France inter, la campagne n'aurait "jamais pu commencer" sans quelques généreux donateurs des débuts : en novembre 2016, 8 mois après le lancement d'En marche!, Emmanuel Macron a levé 3,6 millions d'euros, dont 2,2 millions qui viennent de "seulement" 300 personnes. A cette date, environ 10 000 personnes avaient pourtant déjà fait des dons, et le candidat se félicitait d'une "très grande majorité [...] de petits dons autour de 40, 50 euros".

France inter souligne également que la stratégie de levée de fonds de l'équipe d'En marche! a été tournée vers les grands donateurs dès les balbutiements de la campagne. Les règles de financement des partis politiques et des campagnes électorales autorisent un particulier à donner jusqu'à 7500 chaque année à un parti politique, et jusqu'à 4600 euros à un candidat à une élection.

L'équipe de campagne d'Emmanuel Macron aurait ainsi ciblé d'emblée environ un millier de dons à 7500 euros, comme en témoigne ce mail interne de Christian Dargnat, ancien banquier spécialiste de la gestion d'actifs et président de l'association de financement d'En marche! (Afema), daté de septembre 2016 :

"Quand on sait que les dépenses de campagne présidentielle sont limitées à 22 millions d'euros et que nous pourrions contracter un prêt bancaire (à hauteur de 9 millions) remboursé si le candidat dépasse le seuil des 5 % aux élections, il nous reste donc à 'trouver' 13 millions. Si l'on arrondit à 10 millions le budget à trouver, il faut donc obtenir des dons de 1333 personnes à 7 500

euros chacune."

Selon les données de la CNCCFP, certains donateurs auraient ainsi donné 7500 euros à En marche! en 2016 puis en 2017, ainsi que 4600 euros au candidat Macron lui-même en 2017, le tout parfois deux fois (en leur nom, puis au nom de leur conjoint). En prenant en compte ces doublons, France inter estime ainsi que les 1212 dons d'au moins 4500 euros ont été émis par 800 grands donateurs. Lexpress.fr 03.05

La fabrique du consentement est enrayée.

- 71% des sondés qui ont suivi cette allocution de près ou de loin expliquent ne pas avoir été "rassurés". - franceinfo 26.04

Selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo.

- 6 Français sur 10 n'ont pas été convaincus par Macron - L'Express.fr 25.04

Selon un sondage Harris Interactive/agence Epoka réalisé pour LCI, RTL et LeFigaro.

- ...ces mesures ne répondent pas à la crise et ne marquent pas le virage annoncé par Emmanuel Macron pour les Français : seuls 39% d'entre eux estiment que les mesures proposées constituent une modification importante de la politique menée depuis mai 2017. 65% soutiennent qu'elles ne répondent pas à leurs attentes. Et que le président ne se berce pas d'illusions, 80% des sondés estiment que le mouvement des Gilets jaunes va se poursuivre. RT 26.04

- Les annonces de Macron ne règlent pas la crise des gilets jaunes pour 74% des Français - Le HuffPost 30.04

Selon une enquête YouGov réalisée en exclusivité pour Le HuffPost et CNews...

LVOG - Dans l'immense majorité des pays dans le monde, depuis toujours les travailleurs subissent des conditions de travail et d'existence mille fois pires que celles qui existent en France, ils sont forcés de s'y adapter pour survivre, pire encore, ils considèrent que tel est leur destin, cela dans un contexte où ceux qui sont censés représenter leurs intérêts sont acquis au régime en place, du coup ils se retrouvent atomisés et sans défense, sans moyens pour se mobiliser pour faire valoir leurs droits. Et quand bien même une nouvelle mesure serait la goutte qui ferait déborder le vase, sans direction hormis les traîtres ou les corrompus qui s'expriment en leur nom, leur mobilisation est vouée systématiquement à une impasse ou un échec, au mieux une révolution de palais.

Evidemment la classe dominante sait tout cela et elle l'a intégré dans sa stratégie. Elle sait que les masses exploitées ne disposent d'aucune expression organisée pour la combattre, elle n'a donc aucune raison de ralentir son offensive ou de reculer à la moindre alerte, somme toute un pétard mouillé. L'absence d'un parti et d'une Internationale ouvrière révolutionnaire, d'une issue politique, lui laisse quasiment le champ libre.

Toutes les luttes qui témoignent de la résistance des travailleurs à la remise en cause de leurs droits ou conditions demeurent éparpillées ou disloquées, sans liens entre elles, parce que le mouvement ouvrier s'emploie à les diviser, à les empêcher de se fédérer ou de se rassembler contre le capitalisme et ses institutions, bref, c'est un puissant facteur contre-révolutionnaire au service du gouvernement et du régime. Dans ces conditions toute tentative de renforcer le mouvement ouvrier ne peut contribuer qu'à renforcer le pouvoir de nuisance de ses appareils dont l'unique raison d'être est de le conduire à l'impuissance. Si les partis ouvriers traditionnels furent déclarés non réformables après avoir servi la cause de nos ennemis, ce qui justifia la création de nouveaux partis ouvriers, il devrait en être de même des syndicats. Aux Etats-Unis, une fois la social-démocratie et le stalinisme quasiment disparus, les syndicats qu'ils contrôlaient continuèrent de pourrir au point de devenir marginaux ou sans aucune influence sur la politique de tous les gouvernements qui se succédèrent pendant des lustres, les travailleurs se retrouvèrent sans représentation politique et syndicale, laissant le soin à l'oligarchie financière d'orienter la société et de décider de leur destin. L'idéologie adoptée par les syndicats fut la même que partout ailleurs dans le monde, réformiste ou apolitique, donc compatible, soumise au régime en place...

[Quand une minorité détient tous les pouvoirs, le droit ne peut pas incarner la démocratie. Mais on va s'efforcer de vous faire croire le contraire.](#)

Le droit est essentiellement l'expression ou la retranscription en termes juridiques des rapports sociaux (ou économiques) existant entre les classes. Le droit est intégré à la Constitution qui en est l'expression achevée en définissant les institutions qui seront chargées de le faire respecter, dont l'appareil judiciaire et policier de l'Etat.

Le droit est établi par et pour la classe qui détient le pouvoir économique afin de préserver son hégémonie de classe.

Si son orientation subit l'influence de la lutte des classes, en aucun cas elle ne peut être inversée ou remettre en cause les fondements des rapports sociaux sur lesquels reposent le droit et l'existence du système économique capitaliste. L'exercice du droit demeure fondamentalement soumis à cette exigence.

Pour changer l'orientation du droit et de la société, il faut parvenir impérativement à inverser les rapports sociaux au profit des classes exploitées sur le plan politique, il faut une révolution ou que les exploités et les opprimés s'emparent du pouvoir politique, détruisent l'Etat de fond en comble, abolissent la Constitution de la Ve République pour instaurer une République sociale.

- Le droit est-il en train d'étouffer la démocratie ? Par Olivia Dufour - Les Crises.fr

Source : La gazette du palais, Olivia Dufour, Bertrand Mathieu, 12-09-2017

Entretien avec Bertrand Mathieu, professeur à l'école de droit de la Sorbonne (Paris 1), vice-président de l'association internationale de droit constitutionnel, ancien membre du Conseil supérieur de la magistrature

Certes inséparable de la démocratie, le droit n'est-il pas en train de se dresser contre elle au risque de la détruire ? C'est la question stimulante que pose le constitutionnaliste Bertrand Mathieu dans son essai *Le droit contre la démocratie ?* Ce livre poursuit la réflexion entamée par l'auteur en 2015 sur l'évolution de nos institutions dans *Justice et politique : la déchirure ?*

Gazette du Palais : Le titre de votre dernier livre, *Le droit contre la démocratie ?*, interpelle. En quoi le droit peut-il être opposé à la démocratie ?

Bertrand Mathieu : L'idée de ce livre est ancienne et part de la volonté de comprendre la désaffection qui frappe la démocratie. Les citoyens oscillent entre révolte et désintérêt parce qu'ils s'aperçoivent que le vote n'embraye plus sur la décision politique. Le droit est la condition de la démocratie et il détermine les modalités de son exercice mais il peut, en cas de dérive, l'encadrer et la contraindre de telle manière qu'elle soit étouffée.

Gaz. Pal. : Pourquoi et comment ce déséquilibre s'opère-t-il ?

B. Mathieu : L'une des causes est le développement du droit supranational. Il ne s'agit pas d'un jugement de valeur à l'égard de l'Union européenne – je suis au demeurant convaincu de l'intérêt de l'Europe –, mais d'un simple constat. On estime que près de 80 % de la législation nationale est directement ou indirectement contrainte par le droit européen. Or, contrairement à une idée reçue, ce droit n'est pas produit démocratiquement. Une démocratie suppose en effet l'existence d'un peuple, sur un territoire, doté d'un État au sein duquel l'exercice des pouvoirs est organisé sous une forme démocratique. Or, il n'y a pas d'État européen, pas plus que de peuple qui prendrait des décisions. Certes, le Parlement européen est élu mais cela ne suffit pas à faire de l'Union européenne une démocratie. Plus largement, les citoyens ont très bien compris que les décisions, voire les choix de société, sont prises par des oligarchies juridictionnelles (notamment la Cour européenne des droits de l'Homme), économiques ou financières dépourvues de légitimité démocratique. En d'autres termes, la règle de droit à laquelle nous nous soumettons est le produit de puissances non démocratiques. Et le même phénomène peut être observé au niveau national avec le développement des autorités administratives indépendantes qui, elles aussi, édictent des normes en dehors du cadre démocratique.

Gaz. Pal. : Dans votre livre, vous dénoncez surtout l'hypertrophie des droits de l'Homme. Pourtant, plus les droits individuels s'élargissent et gagnent en intensité plus cela incite à considérer qu'une démocratie est saine et évoluée...

B. Mathieu : Mais c'est en réalité le contraire ! Aucune société ne se bâtit durablement sur l'individualisme. Une erreur courante consiste à considérer que démocratie et droits de l'Homme forment un tout indissociable. En réalité, les droits fondamentaux sont simplement les valeurs sur lesquelles les démocraties libérales ont décidé de s'appuyer. Poussés à l'extrême, ils mènent nécessairement à l'éclatement de la notion d'intérêt général. À partir du moment où une société est fondée sur des individus pour lesquels tout désir devient un besoin et tout besoin devient un droit, on n'arrive plus à formuler un intérêt général. Or la formulation de l'intérêt général est l'objet même du jeu démocratique. Les droits fondamentaux tels qu'ils sont interprétés font prévaloir jusqu'à l'absurde la primauté de l'individu sur le collectif. Et ces droits entrent en conflit les uns avec les autres. Plus vous étendez la liberté de la presse, plus vous réduisez le droit au respect de la vie privée et inversement. La notion de progrès est donc largement illusoire puisque les avancées obtenues par les uns pèsent sur les autres. Les rapports sociaux ne s'insèrent plus dans une dimension collective, historique et institutionnelle, mais se réduisent à des relations interindividuelles et les institutions ne sont plus que des prestataires de services et de droits individuels. De fait, la démocratie ne parvient plus à assurer la stabilité et un certain bien-être collectif. Mais comme les individus ont toujours besoin de se retrouver ensemble, ils reforment des communautés à l'intérieur de la communauté nationale qui s'est désagrégée, c'est le communautarisme. Et le paradoxe final, on le voit bien avec l'Islam politique, c'est qu'une communauté peut mettre en cause la conception même des droits de l'Homme. Le système débouche sur une impasse. Il est incapable de gérer le rapport individu, communauté, intérêt collectif. Il perd toute cohérence.

Gaz. Pal. : Vous allez même plus loin en évoquant une véritable idéologie des droits de l'Homme dressée contre la démocratie...

B. Mathieu : Cette conception quasi religieuse des droits de l'Homme aboutit à limiter la liberté d'expression, pourtant indispensable à la démocratie. Les lois mémorielles, la pénalisation de certaines opinions, la pression du politiquement correct constituent une nouvelle forme de censure qui, sous couvert de protéger les droits fondamentaux, ne fait que conforter l'idéologie d'une élite intellectuelle et politique auto-proclamée. Les droits de l'Homme dont l'objectif à l'origine consiste à protéger les individus contre l'État sont devenus un outil d'un totalitarisme d'autant plus dangereux qu'il s'insinue progressivement sous la forme d'une police de la pensée.

Gaz. Pal. : Le juge en tant que gardien de ces droits hypertrophiés devient lui-même un facteur de déstabilisation de la démocratie, estimez-vous...

B. Mathieu : La fonction du juge est d'abord d'appliquer la loi, mais il devient aujourd'hui presque exclusivement le défenseur du citoyen contre l'État. Et ça aussi, c'est un élément d'affaiblissement de la démocratie dans la mesure où la justice est en principe un pouvoir de l'État et non un pouvoir dans l'État. On l'a vu lors des dernières élections présidentielles. L'affaire Fillon a soulevé deux questions essentielles liées au respect de la séparation des pouvoirs. D'abord la justice est intervenue au sein de l'Assemblée nationale sans obtenir l'autorisation de son bureau. Ensuite, s'il est vrai qu'aucune règle n'impose aux juges une retenue en période électorale, une suspension du temps judiciaire en période électorale relève de la logique même de la séparation des pouvoirs. Cette situation a conduit à une exacerbation du conflit entre les pouvoirs qui n'est pas satisfaisante. La justice est en passe de devenir un contre-pouvoir à l'État. Or, la conception d'un juge bras armé de la société, ou de l'individu, contre l'État est profondément anti-démocratique.

Gaz. Pal. : La démocratie participative pourrait-elle être la solution ?

B. Mathieu : En théorie, c'est une belle idée puisqu'il s'agit d'associer le peuple aux décisions. Mais en pratique, le plus souvent, ça ne marche pas car ce sont les militants, les lobbys, qui s'expriment et non pas le peuple dans son ensemble. On l'a vu à l'occasion d'une question sur la fin de vie. Qui s'est exprimé ? Les pro et les anti-euthanasie. Ce qui nous ramène à un système oligarchique dans lequel s'expriment uniquement ceux qui savent et d'où sont exclus ceux qui ne vont ni sur internet ni aux conférences citoyennes. En revanche, cette participation peut éventuellement fonctionner au niveau local.

Gaz. Pal. : Mais alors, comment remettre la démocratie sur les rails ?

B. Mathieu : Je suis globalement assez pessimiste, mais on peut quand même tenter d'imaginer des solutions. Je crois à la nécessité de l'Union européenne mais il faut clarifier ce qui relève de la compétence de l'Union et ce qui appartient aux États afin que les électeurs sachent clairement lorsqu'ils votent ce que la personne qu'ils élisent aura le pouvoir de faire concrètement. Une autre solution consiste à raviver le référendum, à condition bien sûr que la question soit dépourvue d'ambiguïté et que l'on tienne compte du résultat du vote, ce qu'on a refusé plusieurs fois de faire pour Notre-Dame-des-Landes, la Grèce, ou encore la construction européenne. À l'inverse, je ne crois pas que la pétition constitue réellement un remède en raison de son manque de transparence, ce qui nous ramène au problème de la démocratie participative et donc à l'oligarchie.

## Totalitarisme et délation.

- Les libertés fondamentales en danger, dit le président de la CNCDH - Reuters 29 avril 2019

Les libertés fondamentales sont mises en danger en France au nom de la sécurité, estime lundi le nouveau président de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH), dans un entretien au Monde.

"Nous n'avons pas besoin de nouvelles lois pour mettre en prison des terroristes. Et ça n'est pas plus le cas aujourd'hui", estime Jean-Marie Delarue, nommé ce mois-ci pour trois ans à la tête de la commission. Il cite les législations antiterroristes (la dernière en date l'an dernier), mais aussi la loi "anticasseurs" adoptée en mars sur fond de contestation des "Gilets jaunes".

Créée en 1947, la CNCDH est une autorité administrative indépendante, accréditée auprès des Nations unies, qui s'assure notamment du respect des engagements internationaux de la France en matière de droits de l'homme.

"Par ces lois nouvelles, on installe une distinction entre le Français ordinaire, qui a tous les droits, et le Français suspect, qui a droit à des procédures particulières, à des juges particuliers (...) Cette dernière catégorie ne cesse de s'élargir", poursuit le conseiller d'Etat.

"Désormais, il suffit de se trouver dans les environs d'une manifestation pour devenir un Français suspect faisant l'objet de mesures extraordinaires, comme des fouilles", dit-il visant plus particulièrement la loi "anticasseurs".

"Il est par ailleurs très inquiétant de voir des gouvernements donner toujours raison à leur police", ajoute-t-il, déplorant un manque d'intérêt dans l'opinion. "C'est grave! Comme si toutes ces lois successives avaient fini par tétaniser la protestation, comme si tout cela n'intéressait pas l'opinion". Reuters 29 avril 2019

- Une directrice d'école du Havre sanctionnée pour avoir critiqué la réforme Blanquer : des enseignants envahissent la mairie - franceinfo 30 avril 2019

Une centaine d'enseignants se sont invités lundi au conseil municipal du Havre, rapporte France Bleu Normandie mardi 30 avril. Une de leurs collègues, directrice d'école, a été sanctionnée pour avoir contesté la réforme Blanquer. Ils estiment que l'équipe municipale a une part de responsabilité dans cette sanction.

Cette enseignante a envoyé un mail, il y a plus d'un mois, à des parents d'élèves pour les tenir informés des problèmes liés, selon elle, au projet de loi "pour une école de la confiance", porté par Jean-Michel Blanquer, le ministre de l'Éducation. Mais l'enseignante a envoyé cet e-mail au sein de l'école et via son adresse professionnelle, celle donc de l'Éducation nationale. Un mail transféré à l'inspection, qui a décidé de sanctionner l'enseignante à double titre le vendredi 26 avril, à l'issue d'une commission : un blâme et l'obligation de demander une mutation avant le vendredi 3 mai.

Les manifestants estiment que la sanction est "disproportionnée" et que la mairie est coupable de "délation", ce que conteste l'adjointe à l'Éducation, Florence Thibaudeau-Rainot. Pour elle, les sanctions prises contre la directrice n'ont rien à voir avec la municipalité havraise. "C'est une assemblée municipale, on prend des décisions municipales", plaide-t-elle.

L'Éducation nationale réfute le terme de "mutation forcée". Joint par France Bleu Normandie, le directeur académique de Seine-Maritime Olivier Wambeck assure qu'il n'y a qu'une sanction administrative. Il évoque ainsi un blâme et assure que la directrice a accepté la mutation qui lui était proposée.

Si nous étions dans le cadre d'un déplacement d'office nous serions effectivement dans le cadre d'une sanction. Mais cela eût été soit un blâme soit un déplacement d'office. Il n'y a pas de double sanction. Olivier Wambeck, directeur académique de Seine-Maritime à France Bleu Normandie

Mais pour le syndicat SNUipp interrogé par franceinfo, qui considère que la sanction est "disproportionnée", l'Éducation nationale a "maintenu l'obligation pour cette enseignante de quitter son poste". Il y a donc bien eu une double sanction. Pour Thomas Audigier, du SNUipp, ces sanctions sont "disproportionnées" car l'enseignante "n'a mis aucun élève en danger". Elle se trouve dans une "situation personnelle dramatique" avance-t-il. Pour lui, "il s'agit de faire un exemple et de faire taire les enseignants" qui s'opposent à la réforme Blanquer. franceinfo 30 avril 2019

### Quand les défenseurs de la liberté d'expression sont des despotes.

- Washington déplore la condamnation des journalistes birmans - Reuters 24 avril 2019

Les États-Unis ont déploré mercredi la confirmation mardi de la condamnation de deux journalistes birmans travaillant pour l'agence Reuters et exprimé leurs doutes sur le respect de la liberté d'expression. Reuters 24 avril 2019

- Armes françaises au Yémen: Trois journalistes convoqués par la DGSI - Reuters 24 avril 2019

Trois journalistes sont convoqués le 14 mai par la Direction générale de la sécurité intérieure (DGSI) dans le cadre d'une enquête pour "atteintes au secret de la défense nationale", a-t-on appris mercredi auprès d'un de leurs avocats.

Une enquête préliminaire sur des soupçons de "compromission par personne dépositaire et compromission par un tiers" a été ouverte dès le 13 décembre dernier et confiée à la DGSI à la suite d'une plainte du ministère des Armées, précise-t-on par ailleurs de source judiciaire.

Deux de ces journalistes, Mathias Destal et Geoffrey Livolsi, sont des co-fondateurs du média d'investigation Disclose, qui a publié la semaine dernière un rapport émanant de la Direction du renseignement militaire sur l'utilisation d'armes de fabrication françaises dans la guerre du Yémen.

Le troisième est Benoît Collombat, de la cellule investigation de Radio France, qui a publié l'enquête de Disclose avec quatre autres partenaires en France et à l'étranger.

"Nous estimons que ces journalistes ont fait leur travail et qu'on essaye de porter atteinte à leurs sources", a déclaré à Reuters Me Virginie Marquet, avocate de Disclose. "Nous serons très fermes sur la protection des sources de nos journalistes." Reuters 24 avril 2019

### Quand le régime impérial américain se fait totalitaire.

- Le chef de la diplomatie vénézuélienne sanctionné par Washington, Moscou proteste - AFP 25.04

- L'embargo américain sur le pétrole vénézuélien entre en vigueur - AFP
- A l'ONU, Berlin, Londres et Paris rudoyés par leur vieil allié américain - AFP 2 mai 2019
- Carnival, première cible devant la justice américaine de Cubains spoliés en 1959 - AFP 2 mai 2019

### Leur vieux monde craque de partout.

- GB: Impliqué dans le dossier Huawei, le ministre de la Défense a été limogé - Reuters
- Le Premier ministre portugais menace de démissionner après une fronde - Reuters 04.05
- Démission du ministre chypriote de la Justice, fragilisé par une affaire de tueur en série - Reuters

Une architecture internationale de sanctions imposée au nom de la sécurité des Etats-Unis - RT 24 avril 2019

Plus d'une vingtaine de pays et des dizaines de milliers de personnes et entités sont frappées de sanctions américaines. Administrées par le Trésor, celles-ci sont justifiées par des menaces supposées contre la sécurité des Etats-Unis.

Les sanctions extraterritoriales décidées par les Etats-Unis concernent une vingtaine de pays répartis dans quatre continents, Amérique, Afrique, Europe et Asie. Dans le cas de certains pays ou régions, elles interdisent toute transaction commerciale sans licence spéciale, c'est-à-dire autorisation d'une entité gouvernementale des Etats-Unis.

C'est le cas de la Corée du Nord, de Cuba, de la Crimée, de l'Iran, du Soudan et de la Syrie. En général elles ciblent, à l'intérieur de ces pays, des personnes physiques ou morales avec lesquelles elles interdisent toute transaction et dont elles tentent aussi, dans certains cas, de geler les avoirs. Les noms des personnes et entités concernées sont consignés dans un annuaire de près de 1 300 pages, la liste SDN (Specially Designated Nationals and Blocked Persons List) tenue et mise à jour par le Bureau de contrôle des actifs étrangers (Office of Foreign Assets Control-OFAC), qui dépend du Trésor des Etats-Unis.

Dans la majorité des cas, les sanctions sont décidées au nom de la sécurité des Etats-Unis. Elles peuvent être portées par une loi fédérale ou un simple executive order, équivalent d'un décret présidentiel. Dans ce cas, est systématiquement invoquée, entre autres, la Loi sur les pouvoirs économiques d'urgence internationaux (International Emergency Economic Powers Act - IEEPA).

Adoptée en 1977, elle autorise le président à réglementer le commerce extérieur après avoir déclaré une situation d'urgence nationale. Selon les explications d'une étude récente du service de recherche du Congrès «l'IEEPA, à l'instar de la loi de 1917 sur le commerce avec l'ennemi (TWEA) dont elle dérive, se trouve au cœur du régime de sanctions américain moderne».

#### Cuba, doyen des pays sous sanctions

Les plus anciennes sanctions visent Cuba. Elles ont été décidées dès 1958 lors de la révolution contre le régime de Fulgencio Batista soutenu par les Etats-Unis et concernaient d'abord exclusivement les ventes d'armes. Elles se sont progressivement étendues jusqu'à constituer un embargo commercial total contre Cuba. Néanmoins le principe des autorisations spéciales fait que les Etats-Unis demeurent le sixième fournisseur de Cuba. Ces sanctions ont été condamnées par de nombreuses résolutions non contraignantes de l'Assemblée générale des Nations unies qui les ont, dans certains cas, qualifiées de violation de la Charte des Nations unies.

La vague ininterrompue de sanctions contre l'Iran remonte à 1979, date du plus ancien décret présidentiel signé contre la république islamique. Signé par Jimmy Carter, il ordonnait le blocage ou la saisie «de tous les biens et intérêts du gouvernement iranien, de ses institutions et entités contrôlées et de la Banque centrale d'Iran qui sont ou deviennent assujettis à la juridiction des Etats-Unis».

En 1996, le Congrès a adopté une loi qui concernait également la Libye : l'Iran and Libya Sanctions Act (ILSA). A la demande des plus grandes entreprises des Etats-Unis qui voulaient reprendre pied en Libye, en particulier dans les secteurs de l'exploration et de l'exploitation pétrolières, la Libye a été retirée de cette loi devenue en 2006 simplement Iran Sanctions Act (ISA).

L'ISA, qui a une durée limitée, est régulièrement renouvelée par le Congrès des Etats-Unis. Sa dernière mouture de 2016 a été prolongée pour dix ans. Les sanctions contre l'Iran sont multiples, elles ont fait l'objet de plus de vingt décrets présidentiels et sont complétées par des dispositions figurant dans la Loi pour contrer les adversaires de l'Amérique par des sanctions (Countering America's Adversaries Through Sanctions Act –CAATSA) adoptée en 2017 et visant également la Corée du Nord et

la Russie. Contre l'Iran, le Congrès a également adopté l'Iran Freedom and Support Act (loi pour soutenir la liberté en Iran) qui autorise les Etats-Unis à financer des «groupes d'opposition» dans le but de «soutenir une transition démocratique en Iran» selon l'intitulé exact du texte législatif.

## 72 actes législatifs de sanctions contre la Russie depuis 2012

Contre la Russie 72 textes ou amendements ont été signés depuis 2012 portant diverses formes de sanctions contre des entités ou personnes russes ou liées à la Russie et sous une large variété de prétextes. Les plus anciennes relèvent de la loi dite Magnitsky adoptée fin 2012 après la mort en prison à Moscou en 2009 de l'avocat fiscaliste russe Sergueï Magnitsky, qui travaillait pour l'homme d'affaires américain Bill Browder.

Les plus récentes constituent de simples ajouts, en mars, de personnes et entités sur la liste SDN (voir plus-haut) et sont liées à l'incident entre les flottes russes et ukrainienne en octobre 2018 au large de la péninsule de Crimée dans des eaux territoriales contestées. En 2018, les Etats-Unis avaient aussi ajouté sur leur liste de personnes et entités sanctionnées plusieurs entreprises russes et iraniennes pour leur soutien au gouvernement syrien.

Peu avant l'entreprise russe Volasys Silver Star, filiale d'une entreprise chinoise de génie logiciel, avait été sanctionnée pour violation des restrictions commerciales imposées à la Corée du Nord. La Russie, à travers des individus ou entreprises, a également fait l'objet à plusieurs reprises de sanctions au titre d'une «interférence» dans les élections des Etats-Unis et d'activités de cybercriminalité.

Les conclusions récentes du rapport Mueller reconnaissant l'absence de preuve d'une collusion entre la Russie et l'équipe de campagne de Donald Trump en 2016 n'ont pour le moment pas donné lieu à la levée de sanctions contre la Russie basées sur ces allégations.

## Des justifications d'un cynisme parfois extrême

A chaque fois, les sanctions font l'objet d'un communiqué de presse officiel publié le plus souvent par le Département du Trésor des Etats-Unis. Leur contenu atteint parfois des sommets de cynisme comme dans celui du 5 novembre 2018 intitulé «Le gouvernement des Etats-Unis réintroduit pleinement les sanctions contre le régime iranien dans le cadre d'une campagne de pression économique sans précédent aux Etats-Unis».

Justifiant un ensemble de sanctions économiques qui ne peuvent avoir d'autres résultats que d'affecter de façon très négative l'économie iranienne avec des effets graves sur la vie quotidienne de sa population, le Trésor ne craint pas d'écrire : «Alors que le peuple iranien souffre d'une mauvaise gestion budgétaire et d'un rial en chute libre, le régime iranien abuse du système bancaire du pays pour enrichir son élite et financer des institutions étatiques répressives.»

## L'Otan force de «paix et de stabilité»

En juin 2001, Georges W. Bush publie un décret présidentiel de «Blocage des biens des personnes qui menacent les efforts internationaux de stabilisation dans les Balkans occidentaux». Dans le texte du décret on apprend que du point de vue de Washington, l'OTAN fait partie des «organisations internationales tentant d'apporter paix et stabilité à la région». Donald Trump a renouvelé par décret en juin 2017 ces sanctions justifiées, selon le président des Etats-Unis, par «des actes de violence extrémiste et des activités d'obstruction, [qui] continuent de représenter une menace inhabituelle et extraordinaire pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». Parmi les personnes visées, on trouve Milorad Dodik alors président de la République serbe de Bosnie.

En 2006, des sanctions sont décidées contre un certain nombre de responsables politiques de Biélorussie, au motif que les élections qui ont eu lieu en mars dans ce pays n'ont pas été jugées démocratiques par les Etats-Unis.

Le Venezuela fait, lui, l'objet d'une multitude de sanctions depuis une quinzaine d'années que les Etats-Unis justifient par une large panoplie de motifs qui vont du «manque de coopération dans la lutte contre le terrorisme» à des actions «antidémocratiques» et «liées à la corruption». Ces sanctions visent plus d'une centaine de personnalités vénézuéliennes ainsi que l'ensemble de la société pétrolière publique PDVSA et de nombreuses autres entreprises publiques.

Les plus récentes accompagnent et suivent de près la tentative de coup d'Etat organisée par les Etats-Unis avec l'aide du président auto-proclamé Juan Guaido. Par exemple, l'arrestation de son chef de cabinet Roberto Marrero accusé de «terrorisme» par les services de sécurité vénézuéliens le 21 mars, a immédiatement déclenché une nouvelle salve de sanctions contre Bandes, la Banque de développement économique et social du Venezuela ainsi que plusieurs de ses filiales. L'action des Etats-Unis contre le Venezuela est d'ailleurs enrichie de sanctions contre divers pays comme la Russie ou Cuba auxquels il est reproché d'avoir apporté une aide économique sous une forme ou une autre au Venezuela ou, selon la terminologie étasunienne officielle, au «régime illégitime de Maduro».

## Des «contras» aux sanctions

En Amérique latine, Cuba et le Venezuela n'ont pas le privilège des sanctions américaines, celles-ci s'abattent aussi sur le Nicaragua, troisième membre de ce que les néo-conservateurs américains comme le conseiller à la sécurité nationale John Bolton, désignent sous le nom de «Troïka de la tyrannie» ou encore «Triangle de la terreur s'étirant de la Havane à Caracas et Managua».

Les Etats-Unis qui ont longtemps financé les tristement célèbres «contras», groupes terroristes d'extrême droite, pour y renverser le gouvernement sandiniste, accusent aujourd'hui le gouvernement de «soutien au terrorisme». Et, comme dans le cas de Cuba et du Venezuela, les Etats-Unis ne cachent pas que les sanctions décrétées contre ce pays, ses institutions et entreprises publiques ont pour but ultime de renverser le gouvernement, ce qui a été à plusieurs reprises dénoncé comme une violation de la charte des Nations unies.

En Asie, la Birmanie a rejoint récemment le club des pays frappés de sanctions américaines qui comprend déjà la Corée du Nord et l'Iran. Ces sanctions qui concernent des hauts responsables militaires et même deux régiments entiers ont été motivées par des «campagnes violentes contre les minorités ethniques à travers la Birmanie», en référence aux actions du gouvernement contre la rébellion des Rohingyas et d'autres ethnies parmi lesquelles les Kachins, minorité chrétienne.

En Afrique, une dizaine de pays sont également concernés par les sanctions américaines. Parmi eux, on trouve la République démocratique du Congo, la République Centrafricaine, le Yémen, les deux Soudans, la Somalie, le Zimbabwe et même le petit Burundi. Deux ministres, un général et une quatrième personne ont été frappés de sanctions ciblées à la suite de la répression, en avril 2015, de manifestations contre le troisième mandat du président Pierre Nkurunziza, lors desquelles deux personnes ont trouvé la mort.

Dans un décret signé le 22 novembre 2015 Barack Obama expliquait que «la situation au Burundi, marquée par des meurtres et violences contre les civils..., constitu[ait] une menace inhabituelle contre la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-Unis». RT 24 avril 2019

### Ils osent tout.

- Impôts : "Le travail doit continuer à payer", lance Bruno Le Maire - Franceinfo 30.04
  - France: L'Académie de médecine veut des mesures fortes contre l'alcool - Reuters 30.04
  - Serbie: pas de solution sans les Etats-Unis selon le président kosovar - AFP 30.04
  - Venezuela: Guaido revendique le soutien de soldats, le pouvoir dénonce une "tentative de coup d'Etat" - AFP
  - 130 pays au chevet de la nature si vitale pour l'humanité - AFP Scientifiques et diplomates de 130 pays se réunissent à partir de lundi à Paris pour adopter la première évaluation mondiale des écosystèmes depuis près de 15 ans, un sombre inventaire de la nature vitale pour l'humanité. AFP
  - Albright et le goût perdu de la liberté - L'Express.fr
- L'ex-secrétaire d'Etat américaine Madeleine Korbel Albright met en garde contre le populisme et l'illibéralisme. L'Express.fr
- Joe Biden lance sa campagne dans un vieux bastion ouvrier de Pennsylvanie - AFP
- L'ancien vice-président américain Joe Biden, l'un des favoris démocrates dans la course à la Maison Blanche, se rend lundi à la rencontre de travailleurs et de syndicalistes, premier acte de terrain de la longue campagne pour l'investiture de son parti. AFP
- En Floride, les professeurs pourront bientôt venir armés en classe - LeFigaro.fr
  - L'Opep veut dépolitiser le pétrole, dit son secrétaire général - Reuters
  - Chine: HRW dénonce la surveillance quotidienne au Xinjiang grâce à une application - AFP

Les autorités chinoises utilisent une application de téléphonie mobile pour surveiller les musulmans du Xinjiang et taxent de suspects des conduites quotidiennes "totalement légales", assure un rapport de l'ONG Human Rights Watch rendu public jeudi. AFP

- Ghana : le fléau de la prostitution des enfants et des adolescentes - Franceinfo

Des dizaines de milliers de mineures se prostituent au Ghana. Parmi elles, des enfants de moins de 10 ans. Sans que les autorités n'interviennent alors que la loi ghanéenne réprime ce genre de crime. Franceinfo

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Egypte

- Egypte: La réforme constitutionnelle adoptée à près de 90% des voix - Reuters 24 avril 2019

Les électeurs égyptiens ont approuvé à 88,8% des voix les amendements constitutionnels adoptés par le Parlement qui pourraient permettre au président Abdel Fattah al Sissi de se maintenir au pouvoir jusqu'en 2030, a annoncé mardi soir la commission électorale.

La participation électorale à ce référendum organisé sur trois jours, de samedi à lundi, ressort à 44,33% des quelque 61 millions d'électeurs inscrits.

La réforme constitutionnelle, approuvée la semaine dernière par 531 voix contre 22 au Parlement, fait passer la durée du mandat présidentiel de quatre à six ans et exclut de la règle de limitation des mandats ceux que Sissi a déjà accomplis, ce qui lui permettrait de rester au pouvoir jusqu'en 2030.

Un amendement confère par ailleurs au président de nouvelles prérogatives en matière de nomination des juges et des procureurs; d'autres prévoient que l'armée a le devoir de protéger "la Constitution, la démocratie, la cohésion fondamentale du pays et sa nature civile" et élargissent les compétences des tribunaux militaires.

Les soutiens de Sissi considèrent que les changements proposés sont indispensables pour que le président puisse parvenir à boucler des projets de développement majeurs ainsi que les réformes économiques. Ses détracteurs y voient une bascule vers un régime autoritaire. Reuters 24 avril 2019

#### Soudan

Soudan : la contestation rejette l'aide financière de l'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis - franceinfo 23.04

"Nous ne voulons pas de l'aide de l'Arabie saoudite, même si l'on ne doit manger que des fèves ou des fallafels." C'est en chanson que les manifestants soudanais ont clamé leur refus du soutien financier annoncé le 21 avril 2019 par Ryad et Abou Dhabi.

L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ont fait don dimanche d'une aide de 3 milliards de dollars au Soudan.

Ce soir à Khartoum, les manifestants scandent "nous ne voulons pas du soutien saoudien..."

Le jour même, le chef du Conseil militaire de transition révélait que les services de sécurité soudanais avaient saisi plus de 113 millions de dollars en liquide dans la résidence d'Omar el-Béehir à Khartoum, alors que les responsables de la contestation annonçaient de leur côté "la suspension des discussions avec le Conseil militaire" de transition.

Au Soudan, les manifestants ont rompu les discussions avec l'armée. Que s'est-il passé ?

Explication avec Dora Gombo, journaliste membre de l'Association des professionnels soudanais, à la tête du mouvement de contestation au de Nadia Bletry

"Nous considérons le Conseil militaire comme un prolongement du régime", a déclaré Mohamed al-Amine, un porte-parole du mouvement, appelant à "poursuivre et intensifier les manifestations jusqu'à ce que nos demandes soient satisfaites", a-t-il dit.

Face aux protestataires qui continuent de camper jour et nuit devant le quartier général de l'armée, malgré l'exigence d'une levée

des barrages par cette dernière, les deux ténors du Golfe s'inquiètent des conséquences de l'instabilité soudanaise sur leurs intérêts.

"Conscient de la nécessité d'aider le peuple soudanais frère (...) et en soutien à la République du Soudan, les deux pays (Arabie saoudite et Emirats arabes unis) ont décidé de leur apporter conjointement cette aide", a indiqué l'agence officielle saoudienne SPA.

Après plusieurs semaines de silence sur la crise politique au Soudan, le royaume saoudien et son allié émirati avaient brièvement réagi le 14 avril à la chute du président Béchir, appelant à la "stabilité" et à une "transition pacifique".

Riyad et Abou Dhabi se sont finalement résignés à la chute d'el-Béchir, mais craignent une descente aux enfers du pays, qui déstabiliserait la Corne de l'Afrique et nuirait à leurs intérêts dans la région, selon des analystes cités par l'AFP. L'Arabie saoudite et les Emirats sont très méfiants à l'égard des bouleversements incontrôlés comme ceux qui ont plongé en 2011 la Libye dans le chaos ou abouti à la montée des Frères musulmans, leur "bête noire", en Egypte.

Ils n'ont pas hésité à s'engager militairement au Yémen voisin lorsque la transition a dérapé et permis aux rebelles houthis, jugés proches de l'Iran, de s'emparer de larges portions du pays, dont la capitale Sanaa. Dans la guerre au Yémen en particulier, ils ont obtenu sur le terrain le soutien de l'armée soudanaise, décidé par le président déchu, dans le cadre de la coalition militaire sous commandement saoudien qui intervient dans ce pays depuis 2015.

Le Conseil militaire de transition soudanais avait confirmé dans la nuit du 15 au 16 avril que les troupes soudanaises resteraient engagées au Yémen "jusqu'à ce que la coalition atteigne son but". Mais tout cela reste tributaire de l'évolution de la situation intérieure soudanaise. Certes, le général Abdel Fattah al-Burhane, le chef du Conseil de transition, a affirmé à la télévision son "engagement à remettre le pouvoir au peuple", mais il a fait également monter la tension en prévenant : "Cela ne peut plus continuer, parce que la sécurité est de la responsabilité de l'Etat", a-t-il dit.

De son côté, le parti al-Oumma, première formation de l'opposition, a accusé le 22 avril "certains membres du Conseil militaire" de vouloir "recycler le régime renversé". Dans un communiqué, il réclame que le pouvoir soit confié à l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires. L'ALC, qui avait prévu d'annoncer la veille la formation d'une instance civile censée remplacer le collège d'officiers supérieurs à la tête du pays, a finalement fait savoir qu'elle le ferait "dans quelques jours". franceinfo 23.04

Soudan: "accord" entre militaires et civils, aux contours encore vagues - AFP 25 avril 2019

Le Conseil militaire au pouvoir au Soudan a annoncé sans le préciser "un accord sur la plupart des exigences" présentées par les leaders de la contestation lors d'une réunion mercredi, qui s'est achevée avec la démission de trois membres de ce Conseil.

"Nous avons un accord avec la plupart des exigences présentées dans un document de l'Alliance pour la liberté et le changement (ALC)", a indiqué à la presse le général Shamseddine Kabbashi, porte-parole du Conseil militaire de transition, à l'issue d'une réunion entre les militaires et l'opposition, qui réclame un transfert du pouvoir à une autorité civile.

Un des leaders de la contestation présents à la réunion, Ahmed al-Rabia, a ajouté que les deux parties avaient également convenu de former un conseil conjoint, sans développer.

Quelques minutes après, dans un communiqué, le Conseil militaire a annoncé la démission de trois de ses membres, les lieutenants-généraux Omar Zain al-Abdin, Jalaluddin Al-Sheikh et Al-Tayieb Babikir.

Interrogé avant la réunion lors d'une conférence de presse sur les actions prévues en cas de refus du Conseil militaire d'accéder aux revendications des manifestants, l'un des leaders de la contestation, Siddiq Farouk, a menacé d'une "escalade". "Nous nous préparons à une grève générale" à travers le pays, a-t-il affirmé.

Ahmed al-Rabia, figure de l'Association des professionnels soudanais (SPA), fer de lance de la contestation, a lui appelé à une "marche d'un million de personnes pour jeudi".

Ayman Ali Mohamed, un manifestant, a indiqué mercredi qu'il prendrait part à cette marche. "Nous avons peur que le Conseil militaire nous vole la révolution, donc nous devons participer (aux manifestations) jusqu'à ce que le transfert à un pouvoir civil soit achevé", a-t-il dit.

Un million de Soudanais réunis à Khartoum pour maintenir la pression sur les militaires - Le Figaro 02.05

«Une marche d'un million» de Soudanais s'est tenue ce jeudi devant le QG de l'armée à Khartoum afin de maintenir la pression sur les militaires. La foule réclame un transfert du pouvoir aux civils depuis qu'elle a poussé vers la sortie Omar-el-Béchir en avril

dernier. Depuis, le pays est gouverné par un Conseil militaire de transition que les Soudanais ne veulent pas voir s'installer à la tête de l'État.

Les ponts et les rues menant au complexe militaire, situé dans le centre de Khartoum, sont noirs de monde, selon des correspondants de l'AFP sur place. Dans une ambiance festive, des chants révolutionnaires résonnent à travers des enceintes sur le lieu du sit-in, où campent depuis le 6 avril des milliers de Soudanais. «Que tu chutes ou non, nous resterons», scandent les contestataires, en référence au Conseil militaire de transition. Les deux camps se sont jusqu'à présent mis d'accord pour établir un Conseil conjoint militaro-civil, appelé aussi Conseil souverain, pour remplacer le Conseil militaire mais les négociations achoppent sur le nombre de membres et sa composition, chaque partie insistant pour être majoritaire dans cet organe.

«Si le Conseil militaire a la majorité dans le conseil souverain, les droits des civils ne seront pas garantis (...) Mais si le sit-in se poursuit encore longtemps, des divisions apparaîtront qui serviront les objectifs des militaires», note Hassan Rabeh, un manifestant de Gadaref. L'Alliance pour la liberté et le changement (ALC), qui regroupe les principales formations du mouvement de protestation, a présenté jeudi au Conseil militaire un document proposant d'établir une administration civile, avec des organes exécutif, législatif et judiciaire. Satea al-Haj, un des chefs du mouvement, a déclaré à des journalistes que l'ALC voulait une réponse du Conseil à cette demande d'ici «72 heures».

Dans un communiqué, le Conseil militaire a indiqué qu'il examinerait le document. «Nous poursuivrons notre dialogue avec l'Alliance», a-t-il souligné. Mardi, le général Salah Abdelkhalek, membre du Conseil militaire, a annoncé que le chef de cette instance, Abdel Fattah al-Burhane, serait «le chef du (futur) Conseil souverain». Fer de lance de la contestation, l'ALC a alors accusé les militaires de «ne pas envisager sérieusement de céder le pouvoir au peuple» et appelé «à une marche d'un million» de manifestants jeudi pour réclamer un pouvoir civil. La situation s'est d'autant plus tendue que les militaires ont annoncé mardi la mort de six membres des forces de sécurité, tués dans des heurts avec les manifestants à travers le pays. Le Conseil militaire a prévenu qu'il ne laisserait pas le chaos s'installer, exhortant les manifestants à retirer les barricades installées et à rouvrir les routes et ponts bloqués aux alentours du QG de l'armée.

Dans un entretien mercredi à l'AFP, Sadek al-Mahdi, le leader de l'opposition, a mis en garde les meneurs de la contestation contre toute tentative de provoquer les militaires. «Si nous provoquons (...) les forces armées qui ont contribué au changement, cela revient à chercher les ennuis», a-t-il ajouté. Cet ancien premier ministre, évincé du pouvoir en 1989 par le coup d'État mené par Omar el-Béchir avec le soutien des islamistes, a assuré que le Conseil militaire n'allait pas tarder à transférer le pouvoir aux civils.

De son côté, le général Chamseddine Kabbachi, porte-parole du Conseil militaire, a fait état de «pillages, de violences sur des citoyens, de routes bloquées, d'attaques contre les forces de sécurité». «Les forces armées doivent rester au sein du Conseil souverain» en raison des tensions que traverse le pays, a affirmé mardi Chamseddine Kabbachi. Le Conseil militaire de transition a jusque-là résisté aux appels à céder le pouvoir et les manifestants, qui ont reçu le soutien de Washington, l'ont accusé de ne pas être si différent de l'ancien régime.

## Brésil

Les Indiens manifestent à Brasilia contre l'avis de Bolsonaro - huffingtonpost.fr 24.04

Quelque 2000 représentants de tribus indigènes du Brésil ont commencé à s'installer mercredi 24 avril en plein cœur de Brasilia pour leur mobilisation annuelle, bien décidés à faire valoir haut et fort leurs droits face à un gouvernement Bolsonaro ouvertement hostile.

Jusqu'à vendredi, ils doivent camper devant les centres emblématiques du pouvoir de la capitale brésilienne, participant à ce «Camp de la terre libre» ("Acampamento Terra Livre") qui rassemble chaque année plusieurs centaines d'indigènes depuis 2004.

Les forces de l'ordre étaient particulièrement nombreuses mercredi dans le centre de Brasilia, où des cordons de sécurité ont été mis en place dans la crainte de troubles, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Des indigènes en tenue traditionnelle, corps tatoués et masques de plumes multicolores, chantaient. Sur des bannières on pouvait lire: "Nos terres sont sacrées. Pas d'extractions minières sur nos territoires", ou "Nous exigeons les démarcations de nos terres".

"Nous sommes venus ici pour une cause importante", a expliqué Camila Silveiro, étudiante indigène de 22 ans. "Cela a été très difficile pour nous de conquérir nos droits et ils diminuent peu à peu. Nous sommes ici pour demander davantage de respect".

Le ministre de la Justice et de la Sécurité publique Sergio Moro a ordonné la mobilisation de la Force nationale sur l'Esplanade des ministères et de la Place des Trois pouvoirs où sont situés le gouvernement, le Congrès et la Cour suprême. Il a pris cette mesure après une demande du général Augusto Heleno, chef du cabinet de la Sécurité institutionnelle, soucieux "d'empêcher les actes de violence de la part des manifestants".

“Notre camp se tient depuis plus de 15 ans de manière pacifique, dans le but de donner de la visibilité à nos luttes quotidiennes”, s’est offusquée la Coordination des peuples indigènes du Brésil (APIB) dans un communiqué.

“Si le général Augusto Heleno prétend empêcher les actes de violence, qu’il s’occupe des grands propriétaires terriens qui envahissent nos territoires et tuent nos familles”, a ajouté l’APIB. “Pas les bienvenus”

“2019 a commencé dans un contexte très lourd”, selon l’appel au rassemblement de l’APIB, qui attend au total quelque 5.000 représentants indigènes de tout le pays. “Comme toujours, nous continuerons de résister”, a affirmé à l’AFP la coordinatrice de l’APIB, Sonia Guajajara.

Le président d’extrême droite Jair Bolsonaro, qui a pris ses fonctions le 1er janvier 2019, a envoyé au début du mois un message aux indigènes leur signifiant qu’ils n’étaient pas les bienvenus à Brasilia.

“Nous souhaitons le meilleur aux indigènes du Brésil, qui sont autant des êtres humains que n’importe qui d’autre ici (...), mais cette fiesta va devoir cesser sous notre gouvernement”, a lancé l’ex-capitaine, critiquant de supposées utilisations de fonds publics. “Dix mille indigènes sont attendus ici à Brasilia”, a-t-il dit sur Facebook, “et qui va payer la facture pour ces 10.000 indiens qui vont venir? Vous !”.

Une allégation réfutée par l’APIB, qui a assuré que le rassemblement était financé sur ses propres ressources.

La liste des doléances des populations autochtones ne cesse de s’allonger depuis l’élection de Jair Bolsonaro. Dès son entrée en fonction, il a retiré à la Funai, organisme public chargé des questions indigènes, ses attributions en matière de démarcation des terres et d’octroi de licences environnementales, au profit d’un ministère de l’Agriculture totalement acquis à la cause de l’agro-négoce.

Selon de nombreuses ONG et associations, les invasions de terres indigènes se sont multipliées sous le gouvernement Bolsonaro.

Quelque 800.000 indigènes et 305 ethnies vivent au Brésil, pays-continent de 209 millions d’habitants.

La Constitution leur accorde le droit d’usage exclusif de leurs terres mais leur délimitation est de plus en plus menacée par l’expansion de l’agriculture, les extractions minières et la déforestation illégale.

“Pourquoi laisser les indigènes isolés dans leurs réserves, comme des animaux dans un zoo?”, avait lancé Jair Bolsonaro, peu après son élection. “Comme nous, ils veulent évoluer, avoir des médecins, des dentistes, l’accès à internet et prendre l’avion”. huffingtonpost.fr 24.04

## Arabie saoudite

Exécutions en Arabie saoudite : 36 décapitations, un crucifiement et un cadavre exposé en public - RT 24 avril 2019

Le 23 avril, Riyad a procédé à l’exécution groupée la plus importante de ces trois dernières années en tuant 37 citoyens, en majorité chiites, accusés de terrorisme.

Le chiisme est une branche de l’islam minoritaire en Arabie saoudite, et majoritaire en Iran, pays ennemi du royaume wahhabite. Comme le rapporte l’agence de presse AP, un des corps, celui d’un individu présenté comme un extrémiste sunnite, a été exposé sur la place publique en guise d’avertissement.

Selon un communiqué de l’ONG Amnesty international, 11 des hommes exécutés auraient été jugés coupables d’espionnage pour le compte de l’Iran et au moins 14 autres auraient été condamnés à cause de leur participation à des manifestations antigouvernementales dans les zones du pays peuplées majoritairement de chiites entre 2011 et 2012. L’écrivain saoudien et défenseur des droits de l’homme Fuad Ibrahim affirme pour sa part que 32 des 37 condamnés étaient des militants chiites de l’opposition.

L’un des prisonniers exécutés était Abdulkareem al-Hawaj, un jeune chiite qui n’avait que 16 ans lorsqu’il a été arrêté et condamné pour participation à des émeutes anti-gouvernementales.

Dans sa déclaration, le ministère saoudien de l’Intérieur a déclaré que les personnes exécutées avaient adopté «des idéologies extrémistes» et constitué des cellules terroristes dans le but de «semer le chaos» et de «provoquer des conflits sectaires». Conformément à la loi en vigueur dans ce pays allié clé des Etats-Unis, les citoyens reconnus coupables ont été décapités, ou crucifiés selon les cas, sur décision du tribunal pénal de Riyad, spécialisé dans les procès pour terrorisme. L’exécution a également été ratifiée par un décret du roi Salmane. En comptant les exécutions du 23 avril, plus d’une centaine de personnes

ont été mises à mort dans le pays depuis début 2019, d'après un décompte établi sur base de communiqués officiels. RT 24 avril 2019

## Espagne

Espagne: Sanchez remporte les élections marquées par l'émergence de l'extrême droite - AFP 28.04

Le Premier ministre socialiste espagnol Pedro Sanchez a remporté dimanche les élections législatives mais devra, faute de majorité absolue, chercher des alliés pour gouverner un pays divisé où l'extrême droite va entrer au parlement, plus de 40 ans après la fin de la dictature de Francisco Franco.

Le scrutin pourrait déboucher sur une poursuite de l'instabilité qui marque la politique espagnole depuis la fin du bipartisme conservateurs-socialistes en 2015, avec un Parlement fragmenté et des divisions exacerbées par la tentative de sécession de la Catalogne en 2017.

"Le futur a gagné et le passé a perdu", a lancé Pedro Sanchez en proclamant sa victoire devant les militants au siège de son parti à Madrid.

Après le dépouillement de 99% des bulletins de vote, le Parti socialiste a recueilli près de 29% des voix et 123 députés, nettement plus que les 85 remportés aux législatives de 2016, mais loin de la majorité absolue de 176 sur 350 à la chambre.

Pedro Sanchez, arrivé au pouvoir en juin dernier en renversant le conservateur Mariano Rajoy dans une motion de censure, sera donc obligé de bâtir une coalition difficile pour continuer à gouverner.

En face, les partis de droite seront bien en mal de l'en empêcher, malgré l'irruption du parti d'extrême droite Vox, qui remporte d'un coup 24 députés.

Les conservateurs du Parti populaire (PP) ont en effet perdu la moitié de leurs sièges, et retombent à 66 députés, contre 137 en 2016. Les libéraux de Ciudadanos ont réussi une belle percée, passant de 32 à 57 députés.

Mais même en s'alliant à Vox (10% des voix et 24 élus - ndlr), le PP et Ciudadanos ne pourraient pas rééditer au niveau national le succès qu'ils ont obtenu en décembre aux élections régionales d'Andalousie, où ils ont chassé les socialistes de leur fief.

Après une campagne tendue, le taux de participation a été de 75,78 %, neuf points de plus qu'en 2016, selon le ministère de l'Intérieur.

Pedro Sanchez pourra compter sur l'appui de Podemos, qui remporte 42 sièges, contre 67 en 2016, mais devrait avoir besoin de celui de partis régionalistes et donc, a priori, des indépendantistes catalans.

Mais le socialiste préférerait éviter d'avoir de nouveau besoin de ces derniers, qui l'ont contraint à convoquer ces élections anticipées en refusant de voter son budget.

Reste l'hypothèse d'une alliance avec Ciudadanos dont le chef Albert Rivera avait pourtant juré de "chasser Sanchez du pouvoir". Ensemble, le PSOE et Ciudadanos franchissent le seuil magique de la majorité absolue.

Mais les militants, qui saluaient sa victoire, l'ont mis en garde contre cette tentation en scandant "pas avec Rivera".

Dans son éditorial de lundi, le quotidien libéral madrilène El Mundo appelle M. Sanchez à "tendre la main à Rivera et envisager la formation d'un gouvernement modéré -qui serait sans aucun doute bien vu en Europe- pour garantir la stabilité" du pays.

Le quotidien de gauche El Pais souligne pour sa part la "grave responsabilité" de Ciudadanos, dont le "refus de principe" de gouverner avec les socialistes "transformera son cri d'alarme pour l'unité de l'Espagne en prophétie autoréalisatrice". AFP 28.04

LVOG - Austérité, avec 75,78 % de participation, les Espagnols en redemandent !

## Bénin

- Bénin: abstention massive aux législatives en signe de protestation - AFP 28 avril 2019

Le Bénin, pays réputé pour être un exemple de démocratie en Afrique de l'Ouest, a voté dimanche pour élire ses députés lors d'un scrutin historique où l'opposition n'a pas été autorisée à se présenter, marqué par une abstention massive et une coupure

totale de l'internet, marquant un tournant autoritaire du président Patrice Talon.

La radio nationale a appelé en vain les 5 millions d'électeurs béninois à "accomplir leur devoir de citoyen" et à se rendre aux urnes pour élire leurs 83 députés.

Mais l'opposition, privée de candidats à la suite d'une révision de la loi électorale, avait appelé ses partisans à ne pas aller voter, en signe de protestation.

Les Béninois, mécontents de la situation dans leur grande majorité, ne sont pas descendus dans les rues pour manifester mais ont signifié leur désaccord en boudant les urnes en masse.

Dans les bureaux de vote, les électeurs ont défilé "au compte-gouttes", expliquait à la mi-journée Kpleli Glele Marius, président d'un bureau de vote de Seme-Podji, région de l'opposant en exil Sébastien Ajavon.

Dans la dizaine de bureaux de vote visités par l'AFp à Seme-Podji, aucun n'a dépassé les 35 votants sur plus de 400 inscrits.

Les représentants de la Commission électorale (Céna) ainsi que les observateurs des partis étaient atterrés et fatigués par des heures d'attente "On n'a jamais vu ça", confiait l'un d'eux au moment du dépouillement. "La population n'est pas sortie".

Dans la région d'Allada, la participation moyenne des bureaux visités dépassait difficilement les 20%.

En effet, il semble que même les partisans du président ne se sont pas rendus aux urnes. "Je ne suis pas un opposant farouche. A vrai dire, je supporte le président Talon", explique à l'AFP Wilfrid Pokini. "Mais je ne soutiens pas cette élection. Une élection sans opposition, c'est quoi ça?" s'interroge ce commerçant de Porto Novo. "Ca va trop loin".

Le Parlement a approuvé fin 2018 la mise en place d'un nouveau code électoral pour simplifier le paysage politique et empêcher la prolifération des partis (plus de 250 dans un pays de 12 millions d'habitants).

Toutefois, même les principaux mouvements de l'opposition ne sont pas parvenus à remplir les conditions imposées par la Céna et n'ont pu présenter leur liste.

Cinq millions de Béninois étaient inscrits sur les listes électorales et ont eu jusqu'à 16h00 (15H00 GMT) pour choisir entre le Bloc Républicain et l'Union Progressiste, deux mouvements proches du président Patrice Talon. AFP 28 avril 2019

Bénin - Législatives : la participation au plus bas, à 22,99 % - LePoint.fr 30.04 C'était le chiffre le plus attendu depuis dimanche : celui de la participation. Premier enseignement : c'est historiquement le taux le plus bas depuis l'avènement de la démocratie au Bénin en 1990. LePoint.fr 30.04

## Algérie

Algérie: l'armée oppose une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants - AFP 30 avril 2019

Le chef d'état-major de l'armée algérienne a opposé mardi une fin de non-recevoir aux revendications des manifestants en Algérie, qui réclament la mise en place d'institutions de transition ad hoc pour gérer l'après Abdelaziz Bouteflika, poussé à la démission le 2 avril.

La présidentielle prévue le 4 juillet en Algérie --dans les délais prévus par la Constitution-- pour élire un successeur à M. Bouteflika, est la "solution idéale pour sortir de la crise", a affirmé mardi le général Ahmed Gaïd Salah dans un discours.

Les manifestants exigent depuis le 22 février le départ de l'ensemble des figures du "système" au pouvoir en Algérie, en tête desquelles le chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et Premier ministre Noureddine Bedoui, deux anciens proches de M. Bouteflika.

Le parti au pouvoir, le Front de libération nationale (FLN), a pour sa part élu mardi un nouveau secrétaire général. Le député et homme d'affaires Mohamed Djamiai, 50 ans, remplace Moad Bouchareb, désigné par M. Bouteflika l'année dernière.

Alors que, comme chaque mardi depuis le début du mouvement de contestation, des milliers d'étudiants ont défilé dans le centre d'Alger et dans plusieurs villes d'Algérie, M. Bensalah a appelé à "instaurer un climat de sérénité et d'entente".

Dans un message à l'occasion de la fête du travail, il a exhorté le peuple algérien à chercher des "solutions consensuelles"

pour satisfaire "ses revendications légitimes à une vie décente et son aspiration résolue à un changement radical avec le régime, pratiques et symboles", selon l'agence APS.

Mais les contestataires refusent que les structures et personnalités de l'appareil hérité de M. Bouteflika organisent la présidentielle, alors que ses vingt années de pouvoir ont été marquées selon eux par des fraudes électorales. Ils réclament un processus de transition hors des institutions et délais prévus par la Constitution, gérée par des structures spécialement mises en place et chargées de mener le pays vers une 11e République.

Pilier du régime durant 15 ans et devenu de facto l'homme fort de l'Algérie depuis qu'il a lâché M. Bouteflika, rendant sa démission inéluctable, le général Gaïd Salah a souligné mardi exclure que l'armée permette une transition hors du cadre constitutionnel.

Il a réitéré "l'attachement profond du commandement de l'armée (...) à la Constitution" et a martelé "la détermination" de l'armée "à ne pas s'écarter de la voie constitutionnelle, quelles que soient les conditions et les circonstances".

Le général Gaïd Salah a également assuré que l'armée veillerait à ce que les enquêtes judiciaires ouvertes sur des dossiers de corruption visant des personnalités liées au régime soient préservées des "pressions ou diktats".

La justice enquêtera "sans exclure aucun dossier et en se gardant de toute mesure arbitraire ou de règlement de comptes", a-t-il précisé.

"Plusieurs dossiers lourds de corruption" concernant "des faits de spoliation des fonds publics avec des chiffres et des montants faramineux" ont été transmis à la justice par "les services de sécurité", a-t-il également indiqué, promettant que "l'opération" anticorruption ne fait que commencer et assurant que l'Algérie sera "assainie définitivement de la corruption et des corrupteurs".

Depuis le départ du pouvoir d'Abdelaziz Bouteflika le 2 avril, la justice a ouvert une série d'enquêtes pour corruption visant des personnalités. Cinq puissants et riches hommes d'affaires, dont quatre proches de M. Bouteflika et de son frère et conseiller Saïd, ont été placés en détention provisoire.

Le général Gaïd Salah a récemment appelé la justice à "accélérer la cadence" des enquêtes, une demande assimilée à une "injonction" par ses détracteurs.

Certains observateurs craignent que, tout en étant une réponse à la contestation qui dénonce les liens entre le pouvoir et les "oligarques" --des hommes d'affaires ayant fait fortune grâce à des contrats publics--, ces enquêtes servent de levier de "purge" interne.

Mardi, le parquet d'Alger a entendu durant plusieurs heures Ahmed Ouyahia, quatre fois Premier ministre depuis 1995, dont trois fois sous la présidence de M. Bouteflika, en lien, selon la télévision nationale, avec des dossiers de "dilapidation de fonds publics et d'avantages indus".

M. Ouyahia a quitté le tribunal dans l'après-midi sans faire de déclaration, conspué par une foule qui l'a traité de "voleur".

Très impopulaire, M. Ouyahia a été limogé en mars par M. Bouteflika, dans l'espoir --vain-- d'apaiser la contestation.

Il avait été précédé devant le Parquet d'Alger lundi par l'actuel ministre des Finances Mohamed Loukal, gouverneur de la Banque centrale entre 2016 et sa nomination fin mars au gouvernement.

La justice avait annoncé le 20 avril convoquer MM. Ouyahia et Loukal, sans préciser si elle souhaitait les entendre comme témoins ou suspects, ni sur quels faits portent les dossiers. AFP 30 avril 2019

---

## DEUXIEME PARTIE

### La question qui tue celui qui la pose.

Interdit d'interdire : Les sondages nuisent-ils à la démocratie ? - Les Crises 30.04

LVOG - La question sous-entend que nous vivrions en démocratie. C'est à partir de cette escroquerie politique que les

opportunistes vont construire toute leur argumentation destinée à justifier leur soumission au régime en place, qui va consister à faire croire qu'il serait doté de vertus cachées ou insoupçonnées en s'enfermant dans un déni permanent de la réalité. Autrement dit leur méthode n'a rien à envier à celle employée par ceux qui nous gouvernent.

Les sondages, la propagande, la publicité, la société du spectacle sont des instruments (des représentations idéologiques) qui servent à fabriquer le consentement de la population au capitalisme et à la politique du gouvernement qui incarne les intérêts de l'infime minorité d'oligarques et de capitalistes, ils ne peuvent que nuire à la démocratie, ils en sont la négation.

Les sondages sont une escroquerie, même quand ils semblent anodins ou desservir leurs commanditaires. Comment cela ? Par exemple, à l'issue d'un sondage 75% des personnes interrogées rejettent la politique de Macron. Le naïf va rétorquer : Vous voyez qu'ils peuvent sortir des sondages honnêtes, vous les diabolisez, vous faites dans l'outrance doctrinaire, vous n'êtes pas crédible. Effectivement, on peut arriver à cette conclusion si on se fie aux apparences. Mais réfléchissez un peu, qu'est-ce que cela signifie seraient-ils 99% que cela ne changerait ou ne servirait strictement à rien, autrement dit il est inutile de s'y opposer ou d'espérer quoi que ce soit dans ces conditions-là, attendons des jours meilleurs, et pendant ce temps-là Macron applique tranquillement son programme ultra réactionnaire.

Quand on vous dit que l'immense majorité rejette la politique de Macron et que simultanément cela ne se traduit pas en termes politiques, vous êtes porté à penser qu'il est impossible de s'y opposer ou qu'il n'existe aucune alternative, et c'est bien ce à quoi nous assistons, non ?

Dites-vous bien que le sondage le plus anodin soit-il a une signification politique destinée à être exploitée par les représentants du régime, un parti politique ou une entreprise. Ne les prenez pas pour des demeurés, ne croyez pas qu'ils ne sauraient pas ce que les masses pensent, ne les confondez pas avec nos lamentables dirigeants, quand ils commandent un sondage ils ont toujours une intention précise inavouable dans la tête.

Et il ne faut pas oublier qu'il leur arrive de ne pas communiquer les résultats de sondages ou ils les refont jusqu'à tant qu'ils obtiennent les résultats escomptés, ils le font pour les référendums, alors pensez bien que pour de vulgaires sondages qu'ils fabriquent sans le moindre contrôle, ils ne vont pas se gratter, ce ne sont pas des questions de principe sur leur honnêteté qui va les arrêter.

### L'impossible recyclage du stalinisme. Ils sont des leurs.

« Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme par Frédéric Lemaire et Henri Maler (Acrimed) - Les Crises 29.04

Bravo ! Pas si vite, lisez plus loin comment ils rejoignent la meute de chiens enragés du régime :

- "Les éminences de l'éditocratie parent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable" Les Crises 29.04

Comprenez, ces braves "éminences de l'éditocratie" auraient commis une faute de ne pas "condamner" ce slogan. Vous vous demandiez encore comment des blogs ou des portails réalisés par des inconnus pouvaient devenir célèbres ou gagner en popularité du jour au lendemain, vous avez là la recette. Tout s'explique.

Le commentaire que j'ai envoyé au blog Les Crises et qui a été publié. L'art de tout dire et son contraire passe inaperçu.

Il est bien connu qu'il existe de bons et de mauvais patrons, de bons et de mauvais curés, de bons et de mauvais policiers, etc. en existerait-il qu'un seul de bon qu'on justifierait de les défendre, car ce n'est pas le fait qu'ils soient bons ou mauvais qu'on retiendra mais que leur existence est légitime, peu importe que par définition ou nature un patron soit un exploiteur, et qu'un policier ou un curé soit à son service, bref on ne loupera pas une occasion de manifester notre servilité envers le régime en place qu'on prétend combattre par ailleurs.

D'une part : « Ne vous suicidez pas ! Rejoignez-nous ! » : le slogan oublié par les géants du journalisme...

D'autre part : "les éminences de l'éditocratie parent, tout à loisir, condamner ce qui est condamnable".

Voilà l'air de rien comment on cautionne les arguments avancés par les procureurs des tribunaux d'exception du régime.

Personnellement, opposant résolu au régime, par principe, oui cela existe encore, jamais je ne joindrai ma voix à celles qui défendent un représentant du régime, quand bien même serait-il maltraité injustement, parce qu'à aucun moment il ne cesse d'incarner l'ordre établi.

Ceux qui dénoncent "l'éditocratie" n'ont finalement rien à lui envier, hélas !

### Faites tomber les masques. Touchez pas à la police !

"Gilets jaunes": Coquerel (LFI) condamne les slogans "Suicidez-vous" - AFP 23 avril 2019

Le député LFI Eric Coquerel a condamné mardi les slogans "Suicidez-vous" lancés aux forces de l'ordre samedi à Paris lors de l'acte 23 des "gilets jaunes", tout en estimant que l'"escalade voulue par l'Etat" crée un contexte "pas sain".

"Chaque mouvement de ce type, à un moment donné, suscite des slogans qu'on ne revendique pas par la suite", a-t-il relevé sur Europe 1 en notant que celui de "CRS=SS" en mai 1968 n'était "pas d'une intelligence folle".

Samedi ce sont "quelque dizaines de personnes sur des milliers qui ont des slogans, que je condamne, que je n'accepte pas", a-t-il poursuivi.

Emmanuel Maurel, fondateur de la Gauche républicaine et socialiste et numéro 6 sur la liste LFI aux européennes, a également condamné les slogans lancés samedi, qualifiant sur Public Sénat leurs auteurs d'"abrutis", de "provocateurs qui d'ailleurs cherchent à discréditer un mouvement qui, dans son immense majorité, est pacifique". AFP 23 avril 2019

Pardi, après avoir entendu Coquerel il faut croire que oui !

- Le macronisme peut-il être «en même temps» de gauche? - Slate.fr 29.04

### Quand l'avenir, c'est le corporatisme ou en route vers Moyen-Âge !

Le municipalisme est l'avenir des Gilets jaunes - reporterre.net 27.04

Comment le mouvement des Gilets jaunes pourrait-il durer ? Le municipalisme libertaire serait une voie féconde, selon l'auteur de cette tribune, pour qui ce modèle de société démocratique et écologique est « une stratégie de lutte pensée pour l'atteindre ».

Depuis le Moyen-Âge, l'organisation en communes autonomes est le mode d'organisation privilégié des mouvements politiques qui cherchent à contourner le piège de la représentation et à préserver l'autonomie locale contre la capture du pouvoir par une minorité de technocrates. reporterre.net 27.04

Conseil de participation citoyenne : "C'est révolutionnaire, il aura énormément de pouvoir" affirme Stanislas Guerini - franceinfo 29.04

Ce conseil, annoncé par Emmanuel Macron jeudi doit rassembler 150 citoyens, tirés au sort, pour faire des choix sur l'écologie.

"Je crois que c'est un grand pas pour la rénovation de la vie démocratique dans notre pays qui est franchi, poursuit-il. L'idée c'est de faire en sorte que nous prenions des choix collectifs et que ces choix soient mieux appliqués sur le terrain."

"Ces 150 citoyens vont se mettre ensemble et dire quelles sont les décisions à prendre de façon extrêmement précise." Il s'agira pour eux, précise le patron de LREM, de s'exprimer par exemple sur "la rénovation thermique des bâtiments, comment est-ce qu'on met la pression sur les propriétaires, quelle est la fiscalité carbone qu'on est capable d'accepter ou de ne pas accepter et sous quelles conditions". "On a du mal à entraîner toute la société, c'est ça le drame, et c'est ça qu'on va essayer de résoudre", a-t-il conclu. franceinfo 29.04

### Qui complotte contre les peuples ? La Commission européenne n'a de compte à rendre qu'à ses maîtres.

- Brexit : cette mystérieuse réunion entre Soros, Blair et Moscovici qui embarrasse l'UE - RT 29 avril 2019

Selon le site d'information EUobserver, spécialisé dans les actualités de l'Union européenne (UE), la Commission européenne aurait volontairement occulté, en partie, le contenu d'une rencontre ayant eu lieu lors du 49e Forum économique mondial de Davos entre le milliardaire George Soros, l'ancien Premier ministre britannique Tony Blair et le commissaire européen Pierre Moscovici. Les trois protagonistes se seraient rencontrés au sujet d'«un second référendum sur le Brexit».

Après avoir demandé, fin janvier 2019, l'accès au contenu de cette discussion, le site EUobserver explique en effet s'être heurté à un refus partiel de la Commission européenne, celle-ci ayant répondu par courriel deux mois et demi plus tard. Citant dans un tweet la réponse de l'exécutif européen, le site d'information a ainsi écrit le 25 avril : «La nécessité de protéger le processus de décision

de l'UE est plus importante que tout intérêt public, dans ce qui a été discuté à propos du Brexit.»

De fait, dans sa réponse adressée à EUobserver, la Commission européenne s'est opposée au fait de divulguer «certaines parties d'un document [qui] pourraient affaiblir le processus décisionnel de l'institution». Les trois hommes en question n'ont jamais caché leur position quant au choix des citoyens britanniques de quitter l'UE, allant même parfois jusqu'à jouer un rôle particulièrement actif dans la campagne anti-Brexit, qui persiste malgré le référendum de juin 2016. RT 29 avril 2019

### Passage en force

- Gouvernement : « Notre objectif, aller le plus vite possible ! », insiste Lecornu - Le Parisien 29.04

- "Conseil de défense écologique": une "bonne idée" à condition d'agir sans attendre, selon Hulot - AFP 29.04

### Mimétisme. Leur humanisme est la politesse des salauds...

Le Parlement britannique déclare «l'urgence écologique et climatique» - LeFigaro.fr 2 mai 2019

Le vote du Parlement intervient après une série d'actions de blocages organisées par le mouvement Extinction Rebellion (XR) dans la capitale britannique. LeFigaro.fr 2 mai 2019

L'écocide, nouveau crime contre l'humanité qui tente de s'imposer en France - Le HuffPost 2 mai 2019

D'après Valérie Cabanes, juriste internationale et cofondatrice de "Notre affaire à tous", l'urgence est immense. Au micro du HuffPost, elle explique l'aspect inédit de l'enjeu juridique: "On est face au plus grave des crimes, au crime premier, c'est la vie de tous les êtres humains qui est menacée". Un crime plus condamnable que le génocide donc. Le HuffPost 2 mai 2019

### Le capitalisme, c'est la guerre à la démocratie sur tous les continents à tous les peuples.

Monde: Les dépenses militaires à leur plus haut niveau depuis 1988 - Reuters

Les dépenses militaires ont atteint l'an dernier leur plus haut niveau dans le monde depuis 1988, dopées par des hausses sensibles des budgets de la défense aux Etats-Unis et en Chine, les deux premières puissances économiques.

Dans son rapport annuel, rendu public lundi, le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) écrit que les dépenses militaires dans le monde ont totalisé 1.820 milliards de dollars en 2018, soit une hausse de 2,6% par rapport à 2017.

Les dépenses militaires des Etats-Unis ont progressé de 4,6% l'an dernier, à 649 milliards de dollars, ce pays continuant, de loin, à faire la course en tête avec des dépenses militaires équivalant à 36% du total des dépenses militaires mondiales l'an dernier.

La Chine se classe deuxième. Ses dépenses militaires, en hausse pour la 24e année consécutive, ont progressé de 5,0% l'an dernier, à 250 milliards de dollars.

"En 2018, les Etats-Unis et la Chine ont représenté la moitié des dépenses militaires mondiales", déclare Nan Tian, chercheur au SIPRI.

Les autres grands pays, en termes de dépenses militaires, sont, dans l'ordre décroissant, l'Arabie saoudite, l'Inde, la France, la Russie, le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Corée du Sud. L'Arabie, qui dirige une coalition panarabe en lutte contre les miliciens houthis au Yémen, a eu l'an dernier les plus fortes dépenses militaires au monde par tête d'habitant, juste devant les Etats-Unis.

Le Royaume-Uni et la France ont consacré respectivement 1,8% et 2,3% de leur PIB aux dépenses militaires l'an passé. Reuters

### A priori. Hommage à l'esclavage.

Aux États-Unis, 20% des plus de 65 ans travaillent encore - Slate.fr

Bien que les deux situations soient incomparables, il y a fort à parier que nombre d'analystes et de politiques, dans une France dont le gouvernement aimerait inciter les individus à travailler plus longtemps, scrutent ce chiffre avec attention. Selon les résultats du Bureau of Labor Statistics, du Census Bureau et du Centre for Disease Control, analysés et mis en perspective par la firme United Income, 20% des Américain-es de plus de 65 ans conservent une activité salariée ou désirent en trouver une.

Comme le rapporte Bloomberg, ces 20% représentent 10,6 millions de personnes. La masse de seniors au travail est au plus haut depuis cinquante-sept ans et a doublé par rapport à 1985, date à laquelle elle a été au plus bas. En France, selon l'Insee, la proportion est quatre fois moindre -seuls 5% de la classe des personnes âgées de 65 à 74 ans occupent un emploi.

Dans un système mixte où les salarié-es ou leurs employeur-euses sont appelés à compléter leurs pensions publiques par des investissements et plan privés, de trop faibles revenus ou une épargne insuffisante pourraient expliquer un tel phénomène. Mais elles ne sont qu'un facteur, explique un analyste de United Income, Lincoln Pews.

Car à y regarder de plus près, c'est dans la catégorie a priori la plus à l'abri d'éventuels besoins que cette proportion d'actif-ves âgé-es a grimpé le plus vite. «La part des adultes qui ont 65 ans ou plus, qui travaillent et qui disposent au minimum d'un diplôme de niveau universitaire est passée de 25% en 1985 à 53% en 2019», est-il écrit dans le rapport de United Income. «Ceci a fait augmenter le revenu véritable de ces travailleurs âgés de 63% sur cette même période, passant de 48.000 à 78.000 dollars» [de 43.000 à 70.000 euros].

L'autre facteur est un classique, repris dans nombre de discours: toujours selon les analyses de United Income, si les gens aiment prendre leur véritable retraite plus tard qu'auparavant, c'est parce qu'ils s'en sentent capables. «Une meilleure santé a été un facteur-clé dans cette participation croissante à la force de travail. 78% des Américains de 65 ans ou plus disent se sentir en bonne santé, contre 73% en 1997 et 69% en 1985. [...] 77% expliquent ne connaître aucune limitation quant au type d'emploi qu'ils peuvent occuper, contre 71% en 1997.»

Le rapport concède tout de même que ces salarié-es agé-s se concentrent surtout sur des tâches de «col blanc ou dans la distribution», contrairement aux plus jeunes qui, eux, prennent en charge des jobs physiquement plus demandeurs.

Le Medef, qui souhaite repousser en France l'âge légal de départ à la retraite à 64 ans d'ici 2028, est sans doute tout ouïe. Haut-commissaire à la réforme des retraites, Jean-Paul Delevoye pense quant à lui que si l'équilibre budgétaire du régime se trouve entre 63 et 64 ans, il ne faut pas toucher à l'âge actuel de 62 ans pour un départ à la retraite. Qui, a priori, ne se ferait alors plus à taux plein: les débats restent ouverts et promettent d'être houleux. Slate.fr

### [Les trafiquants d'esclaves \(et d'armes\) sont à Paris, Londres, Rome, Berlin, Madrid...](#)

Libye: Salamé (Onu) bat en brèche le "mythe européen" des migrants - Reuters 29 avril 2019

L'envoyé spécial de l'Onu pour la Libye, Ghassan Salamé, a battu en brèche lundi "le mythe européen" selon lequel ce pays d'Afrique du Nord serait un "corridor pour l'arrivée massive" de migrants venus d'Afrique subsaharienne et désireux de rejoindre l'Europe à tout prix.

"Ces réfugiés, ce ne sont pas ceux qu'on imagine à Paris ou à Rome, ils n'ont pas tous envie de passer la Méditerranée, ils cherchent du travail en Libye qui a employé parfois 2 à 3 millions d'expatriés", a-t-il déclaré sur France Inter. "Ils veulent que la paix se réinstalle en Libye et ils veulent y travailler, ils y feront beaucoup plus d'argent légalement qu'en tentant de traverser la Méditerranée à leurs risques et périls".

"Ce ne sont pas gens qui sont à l'affût d'aller en Europe", a-t-il insisté. Ceux-là ne représentent qu'"une partie minoritaire, je dirais à peine 5% des 700.000" étrangers répertoriés en Libye.

Pour Ghassan Salamé, "c'est un vrai mythe européen de croire que la Libye n'est qu'un corridor pour l'arrivée massive des Africains en Europe".

Plongée dans le chaos depuis la chute de Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye a été qualifiée ces dernières années par plusieurs capitales européennes, notamment par Rome et Paris, de "plaque tournante" du trafic de migrants d'Afrique subsaharienne cherchant à gagner l'Europe.

Après un pic en 2016, la route de la Méditerranée centrale entre la Libye et l'Italie - l'une des trois routes d'arrivées de migrants en Europe - a connu ces deux dernières années une baisse des flux migratoires.

En 2018, 23.485 arrivées en Europe via cette route ont été recensées, soit une baisse de 80% en un an, selon l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex. Reuters 29 avril 2019

### [Le capital ou plus vulgairement " la théorie du vol d'oies sauvages"](#)

L'industrialisation est-elle la seule chance de l'Afrique? - francetvinfo.fr 04.05

Une étude publiée par l'agence économique Bloomberg prône une industrialisation de l'Afrique afin de créer un marché de l'emploi capable de répondre aux besoins. Cette préconisation peut sembler évidente, mais elle est loin d'être partagée par l'ensemble des observateurs, certains estimant qu'elle n'est pas nécessaire en Afrique.

L'étude publiée dans la rubrique Opinion de Bloomberg, signée par Noah Smith, éditorialiste de l'agence et ancien économiste, s'intitule Le seul espoir de l'Afrique est l'industrialisation. La question de l'industrialisation du continent africain est un débat récurrent entre économistes. Certains estimant que ce n'est pas la solution, quand d'autres affirment qu'il ne peut y avoir de croissance sans cela. Il est vrai que de nombreux exemples d'industrialisation non maîtrisée, souvent étatiques et répondant à des ambitions idéologiques, ont été de véritables échecs sur le continent.

Mais l'analyse de Bloomberg ne met pas en avant les investissements industriels réalisés par les Etats, qui souvent se sont perdus dans les sables de la mauvaise gestion ou de l'inutilité. Elle part du fait que l'Asie – et tout particulièrement la Chine –, devenue l'atelier du monde, a besoin de délocaliser une partie de sa production en raison de l'évolution de son industrie vers des produits à plus forte valeur ajoutée.

"La hausse des coûts de main d'œuvre en Chine et la menace des restrictions commerciales américaines incitent les fabricants à diversifier leurs chaînes d'approvisionnement. Certaines de leurs usines iront au Vietnam et au Bangladesh, deux étoiles montantes du monde en développement. Mais ces pays ne seront pas assez grands pour remplacer la Chine, ce qui signifie que si les fabricants veulent vraiment réduire les coûts, beaucoup devront se tourner vers l'Afrique", écrit Noah Smith.

Les "oies sauvages" se posent-elles sur l'Afrique ?

L'analyse de Bloomberg s'appuie sur des exemples concrets. Les investissements massifs de la Chine dans les grandes infrastructures africaines sont connus et largement commentés. Ce qui l'est moins, d'après lui, c'est l'importance des investissements privés. "En 2017, l'équipe d'Irene Yuan Sun (chercheuse de McKinsey & Co) a estimé qu'il y avait environ 10 000 usines (nées d'investissements chinois) sur le continent, et (que) leur nombre est sans doute plus élevé maintenant. Le Nigeria, la Zambie, la Tanzanie et l'Ethiopie ont les plus fortes concentrations, mais de nombreux autres pays sont concernés. Bien que la Chine investisse moins en Afrique que dans d'autres régions, elle rattrape rapidement son retard", note-t-elle.

Selon cet article, "la seule chose qui semble pouvoir transformer de manière fiable les pays pauvres en pays riches semble être la théorie dite du vol d'oies sauvages". Cette analyse, décrite dans les années 30 par le Japonais Akamatsu, montre comment un pays initie son processus d'industrialisation sur des produits à faible technicité. Après en être devenu producteur, il en devient exportateur, puis l'abandonne pour un produit à plus haute valeur ajoutée. Cet abandon permet à un autre pays d'entamer son propre processus d'industrialisation.

Part de l'Afrique à la valeur ajoutée manufacturière mondiale : 1,6%

Ce phénomène paraît s'être produit en Asie, du Japon à la Chine, en passant par la Corée... L'auteur semble penser que ce processus fonctionne maintenant vers l'Afrique et que malgré les progrès dans l'automatisation, "rien n'indique que celle-ci ait rendu obsolètes les fabrications à forte intensité de main-d'œuvre. En d'autres termes, tout indique que le processus qui a permis à l'Europe et à l'Asie de sortir de la pauvreté commence à porter ses fruits en Afrique."

Les "oies sauvages" se posent-elles pour autant sur l'Afrique ? A voir certains exemples comme l'Ethiopie, où se construit une véritable industrie textile exportatrice initiée par la Chine, la théorie semble devenir réalité.

Pour autant, cette industrialisation reste extrêmement embryonnaire : "La contribution de l'industrie africaine à la valeur ajoutée manufacturière mondiale (VAM) est de 1,6%. C'est dérisoire. Ce qui est une hérésie, compte tenu de l'énorme potentiel du continent", note Jonathan Le Henry, directeur stratégie de PwC-Conseil en Afrique francophone. Surtout que le continent doit être en mesure de créer des emplois par millions : "La population africaine en âge de travailler devrait passer de 705 millions de personnes en 2018 à près d'un milliard d'ici 2030", note la Banque africaine de Développement (BAD), selon qui "les économies africaines se sont prématurément désindustrialisées, car la réallocation de la main-d'œuvre s'est orientée vers des services à faible niveau de productivité, limitant le potentiel de croissance du secteur manufacturier". Une façon de critiquer ceux qui voient le développement des services (même à travers la hightech) comme solution pour la croissance sur le continent.

Dans cette phase d'investissement, l'Afrique doit jouer sur ses capacités "à exploiter son avantage comparatif et à protéger ses frontières", estime Adama Wade, directeur de publication de Financial Afrik. Il n'est pas sûr que cela soit dans l'air du temps, même si l'ouverture à tout crin du marché mondial a du plomb dans l'aile depuis l'élection de Donald Trump.

Dans un précédent rapport, la BAD notait le manque d'infrastructures (réseaux électriques, transports...) comme principale entrave au développement de l'industrie en Afrique. Il n'est pas sûr que la théorie du "vol d'oies sauvages" suffise, malgré l'enthousiasme de Bloomberg : "L'industrialisation africaine achèvera la grande transformation, amorcée il y a plus de deux siècles en Grande-Bretagne : le mouvement de l'humanité allant de l'indigence à la sécurité matérielle. C'est la dernière frontière de la

réduction de la pauvreté." francetvinfo.fr 04.05

LVOG - Il y a déjà quelque temps j'avais émis l'hypothèse que la fin du cycle du capital serait atteinte et le passage au socialisme s'imposerait comme une nécessité et vaincrait, quand l'Afrique serait industrialisée, autrement dit, quand il n'existerait plus de réservoirs d'esclaves au capitalisme dans le monde...

## TROISIEME PARTIE

### 1er mai.

- Défilés du 1er mai partout en France, tensions à Paris - Reuters 1 mai 2019

Entre 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, ont défilé mercredi partout en France à l'occasion du 1er-Mai, marqué à Paris par des heurts entre forces de l'ordre et militants radicaux.

Les 7.400 policiers mobilisés dans la capitale ont été confrontés à des centaines d'activistes "black blocs" et de manifestants "Gilets jaunes" radicalisés, infiltrés parmi les 16.000 manifestants comptabilisés par les autorités.

Ailleurs en France, des centaines de défilés rassemblant des militants syndicaux et des "Gilets jaunes", qui ont profité de la Fête du travail pour organiser leur 25e journée d'action depuis novembre, se sont pour la plupart déroulés dans le calme.

Avant et pendant le défilé intersyndical parisien, des journalistes de Reuters ont constaté la présence dans le quartier du Montparnasse de dizaines d'hommes au visage dissimulé, pour la plupart vêtus de noir. Certains étaient rassemblés derrière une banderole où l'on pouvait lire : "Colère noire. Ni oubli ni pardon".

"On ne lâche rien", "Révolution, c'est notre projet", pouvait-on lire sur d'autres pancartes.

Les CRS, déployés en grand nombre, ont fait usage de gaz lacrymogène. Des journalistes de Reuters ont vu quelques personnes blessées parmi lesquelles deux policiers dont un CRS touché au visage; du mobilier urbain et quelques véhicules ont été dégradés.

La CGT a dénoncé une "répression inouïe et sans discernement" dont son secrétaire général, Philippe Martinez, a été victime. "Nos camarades présents, y compris notre secrétaire général, se font gazer et reçoivent des grenades", a écrit la confédération dans un communiqué. La préfecture de police de Paris a démenti avoir pris la CGT pour cible.

"On est très satisfaits de l'ampleur de la mobilisation", a déclaré Philippe Martinez à la presse après avoir brièvement quitté le cortège. "C'est une manifestation de travailleurs et de travailleuses qui disent au gouvernement et au président de la République : il faut changer de politique."

Selon un décompte de la préfecture de police de Paris établi à 17h00, les forces de l'ordre ont procédé à plus de 15.300 contrôles préventifs et 288 interpellations. A 17h30, le parquet de Paris recensait 220 gardes à vue.

Selon la CGT, "près 250 manifestations" organisées dans tout le pays se sont déroulées "dans le calme".

A Bordeaux, 6.400 manifestants dont 1.300 "Gilets jaunes" selon la préfecture - 10.000 selon la CGT -, ont marché dans le centre-ville dont une partie leur était interdite par un arrêté préfectoral. Parti de la place de la République, le cortège des organisations syndicales était cette fois précédé de "Gilets jaunes", de jeunes porteurs de drapeaux noirs, de manifestants de la Confédération nationale du travail (CNT).

A Marseille, 30.000 personnes ont manifesté selon la CGT, 5.500 personnes dont 1.200 "Gilets jaunes" d'après la police.

"Ce qui est nouveau cette année, c'est la jonction entre le mouvement ouvrier, traditionnel, syndical et le mouvement spontané, insurrectionnel, des Gilets jaunes", a déclaré sur place le leader de la France Insoumise, Jean-Luc Mélenchon.

"Jusqu'à quel point, dans quelles proportions, comment tout cela se mélange bien ou mal, c'est ça la grande question politique dans laquelle est plongé notre pays et à laquelle sont confrontés tous les dirigeants responsables, y compris nous", a ajouté Jean-Luc Mélenchon, qui était accompagné par Manon Aubry, la tête de liste LFI pour les élections européennes du 26 mai.

La CGT a défilé aux côtés de la FSU, Solidaires et des organisations étudiantes Unef et UNL.

Force ouvrière n'avait pas lancé d'appel national et a laissé ses antennes locales organiser leurs propres rassemblements ou se joindre aux actions d'autres syndicats.

La CFDT, la CFE-CGC et la Fage s'étaient pour leur part donné rendez-vous place de l'Odéon à Paris, où le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, a rappelé l'attention portée par son organisation au mouvement des "Gilets jaunes".

D'autres rassemblements importants ont eu lieu à Toulouse, Lyon ou encore Strasbourg, où environ 2.000 personnes, selon un journaliste de Reuters, se sont retrouvées.

Une manifestation pour le climat s'est déroulée entre la place du Panthéon et Montparnasse. Reuters 1 mai 2019

LVOG - 151.000 personnes, selon le ministère de l'Intérieur, et 310.000 personnes, selon la CGT, coupons la poire en deux et disons 200.000 manifestants, un succès ?

Décidément, on ne saura jamais pourquoi les travailleurs dont les conditions de travail et d'existence se dégradent continuellement ne se mobilisent pas ou ne se sentent pas concernés. Nous ne dirons pas attendons des jours meilleurs, entendez pires pour le savoir, puisque ce jour-là la majorité d'entre eux adopteront sans doute la même attitude comme c'est parti. Vous n'en êtes pas convaincu, vous ne voulez pas entendre cet argument, il vous gêne, n'est-ce pas, vous préférez faire l'autruche ou demeurer dans le déni, continuer de prendre vos désirs pour la réalité, c'est navrant, dommage. Je ne connais rien de plus démoralisant, je vous plains sincèrement.

### Pitié-Salpêtrière : Ils sont les champions des fake news !

Intrusion à la Pitié-Salpêtrière: Mélenchon accuse Castaner d'être un "menteur" - AFP 2 mai 2019

"Monsieur Castaner est un menteur, en plus d'être un incompetent", a lancé jeudi le chef de file des Insoumis Jean-Luc Mélenchon, accusant le ministre de l'Intérieur d'avoir "inventé" l'attaque de l'hôpital parisien de la Pitié-Salpêtrière en marge de la manifestation du 1er mai.

Christophe Castaner "s'est précipité hier soir sur les plateaux de télévision pour faire croire à une attaque d'un hôpital. Le mot "attaque", c'est très grave, ça veut dire que des gens délibèrent de prendre d'assaut un hôpital. Naturellement, ce n'est pas vrai", a poursuivi le député de Marseille.

Le ministre de l'Intérieur "invente des informations pour discréditer les gens, pour créer du trouble, des tensions, un mauvais état d'esprit", a poursuivi Jean-Luc Mélenchon, interrogé dans la cité phocéenne, où il avait défilé la veille.

Le parquet de Paris a ouvert mercredi une enquête à la suite de l'intrusion de plusieurs dizaines de personnes à la Pitié. 32 personnes sont en garde à vue pour attroupement en vue de commettre des dégradations ou des violences. F

"Il y a eu des gens qui ont couru à l'endroit où ils pouvaient se réfugier" pour fuir les nasses policières et les gaz lacrymogènes, selon Jean-Luc Mélenchon. "Les gens se sont précipités là où ils pouvaient aller" et "la police a reçu l'ordre de pourchasser les gens dans l'hôpital", a-t-il poursuivi.

"Personne n'a attaqué cet hôpital. Le ministre a donc menti sciemment, délibérément, pour salir les manifestants qui étaient des braves gens", a-t-il ajouté, expliquant comprendre que le personnel hospitalier "pris totalement par surprise (...) ait pu être choqué par la situation".

"M. Castaner ferait bien de faire autre chose au gouvernement. Ministre de ce qu'il veut, mais pas de l'Intérieur parce que c'est vraiment pas son truc. Depuis qu'il est là, 20 éborgnés, cinq mains arrachées, 2.000 blessés, 1.000 parmi les policiers... Il n'y a pas de pire bilan d'incompétence que le sien", a-t-il conclu. AFP 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : "Une tentative de manipulation de l'information" de Christophe Castaner qui "ne peut plus rester ministre" selon Benoît Hamon - Franceinfo 3 mai 2019

"Les vidéos sont très parlantes", souligne Benoît Hamon. "Je ne comprends pas que le ministre de l'Intérieur, à l'heure où tout est observé, filmé, n'ait pas compris que, très vite, la version fallacieuse qu'il a donnée allait être démentie." Selon lui, "il suffit de regarder la vidéo pour comprendre qu'il n'y a pas d'attaque, il n'y a pas de violence. Il y a des gens qui cherchent à se réfugier".

Pour l'ancien candidat à la présidentielle, il y a "au sommet de l'Etat, une tentative de manipulation de l'information pour essayer de disqualifier globalement un mouvement social, pour essayer d'éteindre la mobilisation, là où le gouvernement n'y répond pas

par des mesures sociales satisfaisantes. C'est extrêmement grave."

Benoît Hamon estime que "des lignes jaunes sont franchies". "Le gouvernement ne peut pas faire la guerre aux fake news et produire du mensonge." Il attend maintenant des "preuves" de ce que le ministre de l'Intérieur a affirmé. "Si le gouvernement ne produit pas la preuve de ce qu'il affirme, je pense que le ministre de l'Intérieur ne peut plus rester ministre de l'Intérieur."

Benoît Hamon ne souhaite pas attendre "six mois de commission parlementaire", comme le demande l'écologiste Yannick Jadot. "Le président de la République devrait prendre la seule décision qui s'impose, c'est de démettre de ses fonctions le ministre de l'Intérieur parce qu'il a délibérément construit une histoire qui n'existait pas." Franceinfo 3 mai 2019

Pitié-Salpêtrière : l'équipe médicale dérangée "n'est pas du tout choquée" - BFMTV 2 mai 2019

À la Pitié-Salpêtrière, des soignants écartent le scénario d'une attaque - Le HuffPost 2 mai 2019

Leur témoignage était très attendu. Au lendemain de la manifestation du 1er mai, plusieurs soignants de l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière ont expliqué ce qu'ils ont vu et fait alors que des personnes étaient entrés dans l'enceinte de l'établissement.

Membres du service de réanimation, ils confirment l'intrusion de manifestants mais leur témoignage écarte le scénario d'une "attaque", terme employé mercredi soir par le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner. Dans la vidéo visible en tête d'article, ils évoquent plutôt un incident "très court", "sans danger".

"On ne sait pas sentir en danger plus que cela. [...] Cela s'est calmé très vite. Les forces de l'ordre ont été efficaces. On n'a pas senti plus d'agression que cela. Sur le moment, c'est l'effet de masse qui a été la surprise au début. Très vite, il y a même eu des gens qui ont essayé de calmer le jeu", a par exemple témoigné au micro du HuffPost l'aide-soignante Gwenaëlle Bellocq. Elle appelle à bien faire la distinction entre ce qu'il s'est passé à l'entrée du service de réanimation et ce qu'il se passait dehors. Le HuffPost 2 mai 2019

Pitié-Salpêtrière: la séquence minute par minute qui démonte le scénario d'une "attaque" - Le HuffPost 03.05

Est-ce une "attaque", comme l'a qualifiée le ministre de l'Intérieur, ou bien un mouvement de panique de manifestants fuyant la police qui a conduit entre trente à cinquante d'entre eux à tenter de pénétrer dans l'enceinte... Le HuffPost 03.05

Affaire de la Pitié-Salpêtrière : le cas Christophe Castaner - Le Parisien 4 mai 2019

Rétropédalage toute ! Face à la polémique qui n'a cessé de s'amplifier depuis mercredi soir et ses propos accusateurs après l'intrusion de manifestants dans l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière (Paris, XIIIe), Christophe Castaner a dû sérieusement corriger le tir vendredi. Dans un exercice de contrition, le ministre de l'Intérieur s'est appliqué à déminer le terrain. « J'entends le reproche qui m'est fait d'avoir utilisé le mot attaque. Je souhaite qu'aucune polémique n'existe sur ce sujet et le voyant l'être, je me dis que je n'aurais pas dû l'employer », a-t-il rétro-pédalé en marge d'un déplacement à Toulon (Var).

Une rectification sur la forme, devenue obligatoire tant ses déclarations le 1er Mai avaient mis le feu aux poudres. « Des gens ont attaqué un hôpital, des infirmières ont dû protéger le service de réanimation », assurait alors sans ciller le locataire de Beauvau. Le lendemain, ses affirmations étaient remises en cause par une série de vidéos et de témoignages qui démontraient qu'il ne s'agissait pas d'une « attaque ». Le Parisien 4 mai 2019

### [Le totalitarisme vert En Marche. Instrumentalisation et récupération.](#)

La marche pour le climat, "un mouvement qui se pérennise" - france24.com 02.05

Ses organisateurs — Youth for Climate France (En détail dans la causerie du 1er mars 2019 : Youth for climate change, Qu'est-ce que c'est ? Une officine de l'ONU sponsorisée notamment par le British Council (créer en 1940 par le gouvernement britannique) et des oligarques, ayant lié des partenariats avec d'autres ONG brassant au total des milliards de dollars. Cette ONG fait partie d'une nébuleuse comportant des milliers d'associations à travers le monde.)

France24 - Alors que la marche pour le climat a réuni seulement 1 000 personnes à Paris le 1er-Mai, ses organisateurs et soutiens se veulent optimistes quant à la suite du mouvement, avec en ligne de mire la prochaine échéance internationale le 24 mai, une grande marche pour le climat à l'étranger et en France à l'appel du mouvement FridaysForFuture.

Des initiatives en matière climatique existent cependant, comme la récente annonce de la création d'une Convention citoyenne sur le climat – qui pourrait donner lieu à un référendum en 2020, selon le ministre de la Transition écologique, François de Rugy. "Cette conférence de citoyens qui va réfléchir au problème du climat, c'est bien, mais ce sujet devrait être plus urgent",

estime François Dubreuil, du collectif Unis pour le climat, joint par France 24. france24.com 02.05

FridaysForFuture, qu'est-ce que c'est ?

La voix de l'oligarchie ! (En détail dans la causerie du 25 mars 2019)

Reporter (reporterre.net) publiait un article sur le même sujet signer Demosphère

Demosphère, qu'est-ce que c'est ?

- Manifestation. « Cortège climatique social et démocratique » - paris.demosphere.net

Le pragmatisme, face aux défis climatiques, environnementaux et sociaux, c'est de demander (A Macron - ndlr):

- Organiser la codécision, négociation ou concertation autour des politiques publiques, des stratégies des grandes entreprises, notamment dans le cadre d'un dialogue social et sociétal sectoriel. Il s'agit de construire les outils démocratiques permettant d'articuler économie social et environnement au service de tous.

LVOG - Le corporatisme en somme puisqu'il est nulle part question d'inverser le rapport entre classe dominante et classe dominée ou d'expropriation de l'oligarchie... et son contraire pour duper ou instrumentaliser les naïfs.

Lu dans leur portail.

- Cortège Écologie Sans Transition

On veut nous faire marcher derrière le slogan "Pas de profit sur une planète morte"? Nous ne voulons pas sauver le profit, il n'est pas compatible avec le vivant. Le capitalisme vert n'existe pas. Ce n'est pas d'une transition dont la planète a besoin, mais d'une rupture. LVOG - Mais surtout pas avec le capitalisme !

## Acte XXV

- Faible mobilisation pour le 25e samedi d'action des "Gilets jaunes" - Reuters 4 mai 2019

Quelques milliers de manifestants "Gilets jaunes" se sont mobilisés samedi en France pour une 25e journée d'action qui survient trois jours après celle du 1er-Mai, émaillée de heurts à Paris, et dix jours après les annonces d'Emmanuel Macron en réponse à ce mouvement.

A 14h00, le ministère de l'Intérieur a recensé 3.600 manifestants, dont un millier à Paris, un chiffre en baisse par rapport à samedi dernier qui avait vu défiler à la même heure 5.500 personnes, dont 2.600 à Paris.

Comme chaque semaine depuis près de six mois, des rassemblements ont été organisés sur des ronds-points ou dans les centres-villes à Château-Thierry (Aisne), La Roche-sur-Yon (Vendée), Metz ou encore Montpellier. Quelques dizaines de personnes ont aussi manifesté dans l'aéroport parisien de Roissy-Charles-de-Gaulle.

A Bordeaux, plusieurs centaines de personnes ont défilé selon Reuters contre au moins 2.000 la semaine précédente. Interdits de pénétrer dans le centre-ville, les manifestants ont marché sur le long de la Garonne puis en direction de la place de la Victoire dans une ambiance festive malgré la pluie.

A Paris, une manifestation s'est élancée dans le calme des abords de l'hôpital Lariboisière, dans le Xe arrondissement, en direction de la place de la Nation.

"La répression en marche, soutien aux blessés et incarcérés", "Dégageons Castaner", "Mensonges Castaner" pouvait-on lire sur certaines banderoles à destination du ministre de l'Intérieur, en première ligne depuis le début d'un mouvement marqué par des polémiques sur le comportement des forces de l'ordre, de certains manifestants et sur l'attitude du locataire de la place Beauvau lui-même.

La moindre mobilisation constatée samedi à Paris n'a pas étonné Hervé, manifestant retraité interrogé par Reuters sur le boulevard de Magenta.

"Il y a beaucoup de gens qui ont été affolés par le traitement et la répression de mercredi dernier, donc ce n'est pas étonnant de

voir qu'aujourd'hui, ça patine un petit peu au niveau de la mobilisation", a-t-il dit.

"Ce n'est pas un signe d'arrêt. On a connu des périodes comme ça, Noël, jour de l'An, où il y avait eu de monde dans les rues, c'est tout à fait normal." Pour Luc, autre retraité croisé à Paris, la mobilisation dans les villes ne doit pas faire oublier celle, plus discrète, sur les ronds-points. "Les mouvements nationaux se maintiennent et, à côté, il y a beaucoup de manifestations qui se développent", estime-t-il.

Cette nouvelle journée d'action montre que le mouvement de protestation sans leader ni structure apparu mi-novembre en France continue, malgré les annonces faites le 25 mai par Emmanuel Macron, qui ont étoffé le programme de travail du gouvernement jusqu'à l'automne.

"On ne peut pas continuer comme ça", a considéré samedi sur LCI Florence Berthout, maire les Républicains du Ve arrondissement. "Il va bien falloir parler à ce peuple." Reuters 4 mai 2019

Violences policières envers les journalistes: plus de 350 médias et journalistes signent une tribune - RT 1 mai 2019

Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou travaillant pour des rédactions ont signé une tribune dénonçant les violences policières subies par la profession depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

L'interpellation et la garde à vue du journaliste indépendant Gaspard Glanz lors de la manifestation des Gilets jaunes le 20 avril a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Plus de 350 médias, journalistes, photographes, indépendants ou affiliés à des rédactions, avec ou sans carte de presse, dénoncent, dans une tribune publiée sur France Info, «les multiples violences d'Etat» qu'ils subissent.

Avec son désormais célèbre «Allo Place Beauveau» sur Twitter, le journaliste David Dufresne décompte au moins 95 agressions visant spécifiquement les journalistes parmi les 736 signalements qu'il a recensés depuis le début du mouvement des Gilets jaunes.

Parmi les violences subies, les signataires citent : «mépris, tutoiement quasi systématique, intimidations, menaces, insultes. Mais également : tentatives de destruction ou de saisie du matériel, effacement des cartes mémoires, coups de matraque, gazages volontaires et ciblés, tirs tendus de lacrymogènes, tirs de LBD, jets de grenades de désencerclement, etc.» Ils dénoncent également la confiscation du matériel de protection (masque, casque, lunettes).

En plus d'interpeller directement le gouvernement qui n'a pas, dans une démocratie à décider de la «façon de travailler» des journalistes, les signataires s'adressent également à la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels (CCIJP) qui délivre la carte de presse. «Devenue extrêmement compliquée à obtenir» pour les plus précaires, la carte de presse est en effet systématiquement demandée par les forces de l'ordre lors des manifestations. «Pour rappel, le journalisme n'est pas une profession réglementée», peut-on lire dans la tribune.

De ce fait, les pétitionnaires exigent du gouvernement qu'il prenne «les mesures nécessaires pour que les forces de l'ordre cessent de [les] harceler et [les] laissent travailler librement». D'autre part, ils invitent la CCIJP à tenir compte de l'évolution des métiers de la presse et à faciliter l'obtention du fameux sésame. «En nous attribuant une carte de presse, la CCIJP marquerait sa solidarité avec les plus précaires d'entre nous et ferait un geste politique fort en faveur de la liberté de la presse en France», écrivent-ils. RT 1 mai 2019

Des artistes soutiennent les Gilets jaunes

- Binoche, Béart, Cantet... des artistes soutiennent les Gilets jaunes et dénoncent le gouvernement - Le Parisien 4 mai 2019

Alors que ce samedi a lieu l'acte 25 des Gilets jaunes, une tribune signée par plusieurs personnalités du monde de la culture leur apporte son soutien. Dans un texte publié par Libération, Juliette Binoche, Emmanuelle Béart, les cinéastes Robert Guédiguian et Laurent Cantet et l'écrivain Edouard Louis notamment saluent un mouvement « sans précédent dans l'histoire ».

Surtout, ces personnalités protestent contre l'attitude du gouvernement. Leur tribune intitulée « Nous ne sommes pas dupes » dénoncent « les ficelles usées à outrance pour discréditer les Gilets Jaunes, décrits comme des anti-écologistes, extrémistes, racistes, casseurs... » Une possible allusion à la phrase du ministre Christophe Castaner, très critiqué pour avoir qualifié d'« attaque » l'intrusion de manifestants à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière.

« La manœuvre ne prend pas, insistent les signataires. Ce récit ne colle pas à la réalité même si médias grand public et porte-paroles du gouvernement voudraient bien nous y faire croire. Comme cette violence qu'ils mettent en exergue chaque samedi. Pourtant, la violence la plus alarmante n'est pas là. » Ils soulignent que « la violence la plus menaçante est économique

et sociale ».

Ces artistes, parmi lesquels on trouve également l'écrivaine Annie Ernaux ou l'auteur de BD Franck Margerin, s'en prennent également aux violences policières et évoquent « un décès (ndlr : une octogénaire a été mortellement blessée par une grenade lacrymogène alors qu'elle fermait ses volets), 248 blessé.e.s à la tête, 23 éborgné.e.s, 5 mains arrachées chez les manifestant.e.s ». « C'est indigne de notre république », insistent-ils.

« Nous sommes révolté.e.s par la répression, la manipulation et l'irresponsabilité de ce gouvernement à un moment si charnière de notre histoire », insistent-ils encore. Ces artistes appellent encore à « affronter collectivement la crise écologique et trouver des solutions justes et efficaces, afin de laisser un monde vivable à nos enfants ». Le Parisien 4 mai 2019

#### Acte XXIV.

- Acte XXIV des gilets jaunes : ce qui est prévu samedi 27 avril - huffingtonpost.fr 26.04

L'attention sera portée sur Strasbourg pour ce nouvel acte, où un appel national et international à se rassembler, en vue des européennes, a été lancé sur les réseaux sociaux.

Dans la capitale, une manifestation partira du quartier de Montparnasse à 13h sous le mot d'ordre de "Riposte générale", à l'appel notamment de la CGT. Celle-ci a le soutien de La France insoumise, du PCF, du NPA, et devrait opérer une jonction avec les gilets jaunes "pour concrétiser la convergence des luttes et des mobilisations en cours".

Une "marche sur les médias", déclarée, est aussi prévue dans la capitale, mise en avant via l'événement Facebook "Acte 24 - Pour un traitement médiatique impartial" (200 participants, 1000 intéressés). Le cortège doit passer devant les rédactions de Radio France, TF1, CNews, France Télévisions, BFMTV et le CSA. huffingtonpost.fr 26.04

L'acte XXIV des gilets jaunes répond timidement à Emmanuel Macron - HuffPost 27.04

Selon un décompte du ministère de l'Intérieur, 23.600 personnes ont défilé dont 2600 à Paris, ce qui fait de la mobilisation de ce samedi 27 avril, une des plus faibles depuis le mois de novembre. Mobilisation des gilets jaunes Infogram

Les gilets jaunes ont pour leur part comptabilisé "60.132 manifestants minimum", selon un décompte provisoire. La semaine dernière, le ministère avait comptabilisé 27.900 manifestants, dont 9000 dans la capitale.

À un mois des élections européennes, les gilets jaunes ont voulu se rassembler à Strasbourg pour donner un caractère international à cette mobilisation. Ils étaient 2000, selon la préfecture du Bas-Rhin à avoir défilé, la manifestation ayant été émaillée d'incidents.

Dans les rues de la capitale, c'est une autre échéance qui était dans les têtes: le 1er mai et ses traditionnels défilés syndicaux. Environ 2000 personnes avaient revêtu leurs gilets jaunes pour protester après l'allocution présidentielle. À ce cortège, 3000 autres personnes se sont ajoutées, venues à l'appel de syndicats et de mouvements politiques de la gauche de la gauche. Jean-Luc Mélenchon et Olivier Besancenot étaient notamment présents. "C'est la première fois qu'il y a un appel de cette nature, c'est-à-dire des organisations syndicales, des associations et des mouvements politiques. Donc je crois que c'est un événement en soi ce type d'événement, de mobilisation et de fédération populaire", s'est félicité le chef de file de la France insoumise sur BFMTV. HuffPost 27.04

LVOG - Macron en tremble déjà !

Au total, 2.600 "Gilets jaunes" ont défilé dans la capitale, un chiffre auquel il faut ajouter les 3.500 personnes qui se sont jointes au cortège, plus traditionnel, de la CGT, selon le décompte du ministère de l'Intérieur. Reuters 27 avril 2019

#### Un mouvement sans direction voué à se disloquer.

Des "Gilets jaunes" appellent à poursuivre le mouvement - Reuters 26 avril 2019

Plusieurs figures du mouvement des "Gilets jaunes" ont appelé vendredi à poursuivre la mobilisation au lendemain des annonces d'Emmanuel Macron visant à éteindre cette contestation mais jugées insuffisantes et floues par une partie des manifestants.

"Je salue le travail réalisé, c'est un fait, ils ont planché sur le sujet", a réagi Jacline Mouraud dans un communiqué. "Mais les grands oubliés de la nation sont les travailleurs pauvres, les agriculteurs, les temps partiels, les précaires, tous les ubérisés de la société."

Priscillia Ludosky, à l'origine de la pétition contre la hausse des taxes sur le carburant qui a déclenché le mouvement de contestation en novembre, a quant à elle publié sur Twitter à l'issue du discours du chef de l'Etat les prochaines dates des manifestations pour les samedis à venir jusqu'au 25 mai - journée du 1er-mai comprise.

Sur Franceinfo, l'ancienne "gilet jaune" et fondatrice des associations Ecllosion démocratique et Racines positives, Ingrid Levavasseur, a pour sa part estimé que les réponses du chef de l'Etat ne sont "absolument pas ce dont on avait envie."

"Je ne pense pas que ça (la mobilisation) va s'éteindre. Au vu de ce qui se passe sur les réseaux et de ce que j'entends et, évidemment, de l'insatisfaction des Français, je pense que ça ne va pas s'éteindre, c'est une évidence", a-t-elle ajouté.

"Gilets jaunes": Eric Drouet, figure du mouvement, annonce faire une "pause" - AFP 24 avril 2019

Eric Drouet, figure emblématique du mouvement des "gilets jaunes" a annoncé se mettre "en pause (...), voire plus peut-être" dans une publication Facebook, évoquant des "menaces" sur sa famille, des "insultes" et une grande fatigue.

"Mode pause pour moi voire plus peut-être, trop de menaces sur ma famille, trop de haineux, trop de fous, trop de mépris, trop d'insultes, je suis fatigué, désolé", a écrit le chauffeur routier de Seine-et-Marne sur son mur Facebook mardi soir. AFP 24 avril 2019

Européennes : à son tour, le gilet jaune Thierry Paul Valette jette l'éponge - L'Express.fr 26 avril 2019

Après Ingrid Levavasseur, nouvel abandon chez les gilets jaunes. Thierry Paul Valette, issu du collectif des "gilets jaunes citoyens", qui comptait emmener une liste pour les élections européennes, a jeté l'éponge vendredi en appelant les gilets jaunes à s'unir, au lendemain de la conférence d'Emmanuel Macron.

Le chef de l'État "a manqué le rendez-vous crucial qu'il avait avec les citoyens. [...] De nos cinq mois de mobilisation, il n'a rien retenu. Aucune réponse politique n'a été apportée", a déploré Thierry Paul Valette dans un communiqué, en estimant que "le mouvement des gilets jaunes doit donc se maintenir" et "se structurer".

Estimant que sa candidature est "désormais obsolète", il dit avoir "décidé de ne plus [se] porter candidat à l'élection européenne et appelle tous les gilets jaunes à l'unification", tous ceux "sur des listes européennes à [le] rejoindre et à renoncer à l'élection européenne à des fins partisans", et "toutes les figures médiatiques à se réunir autour d'un projet commun".

"L'impasse faite sur la plupart de nos revendications est un déni de la crise sociale que traverse la France", a-t-il ajouté, fustigeant un "président de l'obstination et du mépris social". L'Express.fr 26 avril 2019

Européennes: une liste "gilets jaunes" rejoint la liste de Florian Philippot - AFP 30 avril 2019

La liste pour les élections européennes du mouvement "Jaunes et citoyens" conduit par Jean-François Barnaba a rejoint celle de Florian Philippot, partisan d'une sortie de la France de l'UE, ont annoncé mardi les deux formations.

"Le mouvement "Les Patriotes" et l'association "Jaunes et citoyens" sont parvenus à un constat commun. Leurs revendications, largement partagées (plus de pouvoir d'achat, plus de démocratie directe, plus de justice fiscale et sociale), ne sont possibles que si la France sort du carcan de l'Union européenne et de l'euro", expliquent les deux formations.

Joint par l'AFP, M. Barnaba a expliqué que "certains de notre liste avaient trouvé l'initiative intéressante mais d'autres nous ont laissés parce qu'ils n'étaient pas d'accord" avec M. Philippot. AFP 30 avril 2019

"Gilets jaunes": Francis Lalanne prend la tête d'une liste "Alliance jaune" - AFP 1 mai 2019

Cette liste, déposée mardi au ministère de l'Intérieur, est le fruit d'une alliance avec les représentants de la liste "Ralliement d'initiative citoyenne", dite "RIC", a précisé le chanteur lors d'une conférence de presse. Jérémy Clément, meneur du "RIC", sera numéro 3 de la liste, derrière Sophia Albert-Salmeron, avocate à Avignon ayant défendu plusieurs "gilets jaunes".

La liste bénéficie d'une caution financière de 800.000 euros assurée par Jean-Marc Governatori, président de l'Alliance écologiste indépendante et soutien de la liste EELV menée par Yannick Jadot. M. Governatori avait confirmé à l'AFP le 6 avril se porter caution pour une liste incluant Francis Lalanne.

Européennes 2019 : le Gilet jaune Christophe Chalencçon dépose sa liste - Le Parisien 2 mai 2019

Il est une des figures, quoique controversée, des Gilets jaunes. Christophe Chalенçon a déposé ce jeudi matin sa liste au ministère de l'Intérieur, en vue des élections européennes du 26 mai.

Le forgeron figure en première position sur cette liste « Evolution citoyenne », qui n'est « pas une liste Gilets jaunes » mais est entièrement composée de personnes « issues de la société civile », un « panel de citoyens de gauche à droite », a précisé Christophe Chalенçon.

Christophe Chalенçon avait été au coeur d'une polémique début février lorsqu'il avait rencontré en France Luigi di Maio, vice-président du Conseil italien et dirigeant du Mouvement 5 étoiles, ce qui avait entraîné le rappel par Paris, pour une semaine, de l'ambassadeur français en Italie.

« Nous ne sommes pas pour sortir de l'Europe, nous sommes pour une Europe des nations fortes », a expliqué Christophe Chalенçon. S'il est élu, il entend organiser des « assemblées citoyennes » au cours desquelles les participants pourront s'exprimer sur les lois soumises au vote du Parlement européen.

### Totalitarisme. La France est devenue un Etat policier.

Un "Gilet jaune" jugé en juillet pour slogan haineux envers la police - Reuters 23 avril 2019

Un homme de 69 ans, membre des Gilets jaunes, sera jugé le 12 juillet prochain par le tribunal correctionnel de Montauban (Tarn-et-Garonne) pour avoir affiché des slogans hostiles à la police sur son véhicule, a-t-on appris mardi de source judiciaire.

Dimanche, des passants ont signalé aux forces de l'ordre la présence d'un fourgon stationné dans la commune de Caussade, qui affichait sur la lunette arrière une pancarte "Flic suicidé, à moitié pardonné. Les autres vous mutilent".

Un slogan hostile et haineux envers les forces de l'ordre qui ont déjà subi des insultes telles que "suicidez-vous" le 20 avril, lors de l'"acte 23" du mouvement à Paris. Le parquet de Paris a ouvert une enquête pour "outrage à personne dépositaire de l'autorité publique commis en réunion".

Le propriétaire du fourgon, domicilié à Caussade, s'est présenté de lui-même dimanche aux gendarmes, qui l'ont placé en garde à vue.

L'homme a été déféré mardi devant le tribunal de grande instance de Montauban, a indiqué le parquet de la ville, après le dépôt d'une plainte par un officier de la compagnie de gendarmerie de Montauban.

Le sexagénaire a été remis en liberté et est convoqué par le procureur de la République le 12 juillet prochain pour des faits d'outrages à personne dépositaire de l'autorité publique.

Dans l'attente de ce jugement, il a été placé sous contrôle judiciaire, avec interdiction de participer aux manifestations des "Gilets jaunes" et obligation de pointer à la gendarmerie. Reuters 23 avril 2019

Faites preuve de compassion, accordez-leur le droit à l'euthanasie !

«Suicidez-vous !» aux policiers : un Gilet jaune condamné à huit mois de prison avec sursis - RT 30 avril 2019

«Suicidez-vous ! suicidez-vous !» : un homme, jugé pour avoir participé aux appels au suicide lancés aux policiers lors de l'acte 23 des Gilets jaunes, a été condamné le 30 avril à huit mois de prison avec sursis par le tribunal de Paris.

Ce cuisinier au chômage, âgé de 49 ans, devra également accomplir 180 heures de travail d'intérêt général, avec obligation de trouver un travail et de verser 500 euros à chacun des deux policiers qui ont porté plainte au titre du préjudice moral. RT 30 avril 2019

Devoir de mémoire. Oublier : Jamais !

Pour Jean-Michel Fauvergue "il faut oublier l'affaire Malik Oussekiné" - Le HuffPost 30.04

Jean-Michel Fauvergue n'est pas que député LREM. Il est également ex-patron du Raid. Un passé au sein des forces de l'ordre... Le HuffPost 30.04

Macron au Touquet : deux gilets jaunes bientôt jugés pour participation à un attroupement - L'Express.fr 23 avril 2019

Ils avaient voulu profiter de la présence du chef de l'État dans la station balnéaire, le week-end de Pâques, pour signifier leur mécontentement. Deux gilets jaunes ayant "tenté de manifester" dimanche soir dans le centre-ville du Touquet, lors du séjour privé d'Emmanuel Macron, seront jugés en août pour attroupement interdit, a-t-on appris du parquet de Boulogne-sur-Mer.

Cet homme et cette femme seront jugés pour "une infraction de participation à un attroupement sans arme après sommation de se disperser", a précisé le procureur de la République Pascal Marconville, confirmant des informations de la presse locale. Selon le magistrat, une vingtaine de personnes ont "subitement revêtu un gilet jaune et ont tenté de manifester dans le centre-ville du Touquet" dimanche soir.

"Cette manifestation non déclarée a fait l'objet de sommations de se disperser. Seules deux personnes ont refusé obéissance à la loi et ont été arrêtées pour ces faits", a-t-il ajouté. Elles sont sorties de garde à vue lundi soir.

À l'occasion de cette visite privée, la sécurité avait été renforcée aux alentours de la maison du couple présidentiel, devant laquelle plusieurs manifestations de gilets jaunes ont eu lieu ces derniers mois. Des barrières avaient été installées et de nombreux gendarmes mobiles étaient arrivés en renfort à partir de 18 heures environ à chaque coin de rue autour de la villa Monéjan, où le président de la République a passé le week-end de Pâques en famille.

Ils filtraient le périmètre en contrôlant les sacs et parfois les identités, en comparant les documents d'identité avec un trombinoscope imprimé. L'audience des deux gilets jaunes aura lieu le 27 août à 8 h 30. L'Express.fr 23 avril 2019

Des manifestants frappés et enfermés par la police dans un commerce à Paris - sputniknews.com 02.05

Lors d'un rassemblement à l'occasion du 1er-Mai, des policiers ont poussé violemment plusieurs personnes qu'ils ont ensuite enfermées dans un bureau de tabac, situé face à l'église Notre-Dame-des-Champs, dans le 6e arrondissement de Paris. La scène a été filmée et postée sur YouTube par Street News.

Sur la séquence en question, on voit de nombreuses personnes et des policiers près d'un bureau de tabac. Plusieurs personnes — on en ignore le nombre exact — se trouvent déjà à l'intérieur. D'autres, dont un homme, se tiennent immobiles à l'extérieur.

Pour des raisons inconnues, un agent de police s'approche de cet homme et le frappe violemment au visage. La foule hurle. Par la suite, d'autres agents commencent à repousser des gens à l'intérieur du magasin, dont une femme âgée. Finalement, ils réussissent à enfermer tout le monde en abaissant le rideau métallique de la devanture. Lequel résonne bientôt des coups portés depuis l'intérieur. sputniknews.com 02.05

Un policier manie sa matraque télescopique dans le pantalon d'un manifestant à Paris sputniknews.com 03.05

Difficile de dire pour quelle raison ces policiers ont interpellé cet homme lors des manifestations du 1er-Mai à Paris, mais les images de son arrestation partagées en ligne donnent à voir qu'il a été fouillé d'une manière assez particulière. En effet, un membre des forces de l'ordre a introduit sa matraque télescopique à l'arrière de son pantalon.

À en juger par cette vidéo mise en ligne par le journaliste David Dufresne et réalisée boulevard du Montparnasse au cours d'une manifestation du 1er-Mai à Paris, un policier a glissé pendant quelques secondes sa matraque télescopique dans le fond du pantalon d'un manifestant plaqué au sol par ses collègues. sputniknews.com 03.05

Le crâne d'une jeune femme «enfoncé» par les forces de l'ordre à Marseille - Sputnik 30.04

Une jeune femme a déposé plainte pour tentative d'homicide, le 30 avril, après que des policiers lui ont infligé de graves blessures lors d'une manifestation des Gilets jaunes en décembre dernier à Marseille, indique Mediapart. Elle a d'abord été blessée par un tir de LBD, puis matraquée et frappée au sol, au point que son crâne soit fracassé.

Une jeune femme de 19 ans, a été opérée en urgence après avoir été violemment maltraitée par les forces de l'ordre, lors de la manifestation des Gilets jaunes du 8 décembre 2018 à Marseille. Là, elle a été blessée par un tir de LBD à la cuisse, est tombée par terre et a été sévèrement matraquée et frappée à coups de pied dans la tête, a indiqué Mediapart. Son cerveau a été endommagé.

Opérée en urgence pour «un traumatisme cranio-facial droit par coup de matraque et embarrure frontale droite en regard avec contusion cérébrale», elle n'a pu reprendre sa vie normale qu'en avril. Vu son «état de stress aigu», elle reste suivie par un psychiatre.

L'avocat de la jeune femme, Brice Grazzini, a déposé plainte ce mardi 30 avril auprès du parquet de Marseille pour

«tentative d'homicide» contre «personnes non-dénommées, cependant identifiées comme exerçant la fonction de policier». Parmi d'autres chefs d'accusation figurent «violences volontaires aggravées», «non-assistance à personne en danger» et «non-obstacle à la commission d'une infraction».

Contactée par Mediapart, la jeune femme affirme n'avoir «rien compris» lorsque les forces de l'ordre «ont chargé», après quoi elle a été blessée par un tir de LBD.

«Je n'ai jamais manifesté et j'ai eu très peur. J'ai couru vers la première rue perpendiculaire, la rue de la Glace, mais j'ai reçu un tir dans la jambe. J'ai crié parce que j'avais très mal à la jambe. Je suis tombée par terre.»

Au sol, elle explique s'être vue encerclée par des policiers et les témoins observent «plus de dix agents de police en jean, casqués, matraque à la main et brassard à l'épaule arriver en courant et mettre chacun à leur tour des coups de matraque et de pied à la personne clouée au sol». Elle a eu alors «le crâne enfoncé et ensanglanté», des traces de sang étaient partout.

«Tout est allé très vite. Des policiers ont surgi sur moi et j'ai reçu des coups dans la tête puis j'ai senti de la chaleur. J'étais tellement choquée. Les coups ont continué. Puis je me suis sentie partir lorsque des gens sont venus m'aider.»

La victime a de son côté reconnu «avoir bêtement fait péter des pétards sur le sol. [...] Mais si c'est ça le problème, je ne comprends pas, parce que sur le moment on ne nous a rien dit.»

L'IGPN, plus connue sous le nom de la «police des polices», saisie le 19 décembre, ne l'a toujours pas auditionnée depuis, a affirmé Brice Grazzini. Sputnik 30.04

Un policier lançant ce qui semble être un pavé contre les manifestants filmé à Paris sputniknews.com 02.05

Une vidéo relayée sur Twitter après les manifestations du 1er-Mai à Paris montre un membre des forces de l'ordre lancer un morceau de trottoir ou un pavé en direction de manifestants. Le journaliste David Dufresne - qui a partagé la vidéo sur son compte - fait remarquer que cette «arme» ne figure pas dans l'arsenal habituel du maintien de l'ordre.

Selon l'indication accompagnant une vidéo, les faits ont eu lieu à Paris ce 1er mai 2019. Sur la séquence on voit plusieurs personnes, certaines avec des caméras et appareils photo, placées derrière les forces de l'ordre agencées en une ligne face aux manifestants. Quand la caméra pivote, l'un des policiers «renvoie un pavé» en le lançant en directions des manifestants, indique d'ailleurs LinePress. Dans un Tweet postérieur, cette source précise que les événements ont eu lieu devant le 46 boulevard de l'Hôpital à 17h41. sputniknews.com 02.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 13 mai 2019

## CAUSERIE ET INFOS

Affirmer que j'aspirais à une toute autre vie est un euphémisme, même si je ne suis pas le plus à plaindre, d'ailleurs je ne me plains pas hormis de l'existence du capitalisme qui nous pourrit l'existence. J'ai de quoi satisfaire l'essentiel de mes besoins matériels, tout en ayant en permanence à l'esprit que ce n'est pas le cas de milliards de travailleurs et leurs familles dans le monde. Quant au reste ou à mes autres besoins, à tout le reste et c'est considérable, c'est misérable ou cauchemardesque, on s'efforce de s'en tenir à nos principes pour demeurer digne de notre idéal, c'est lui qui nous en donne la force.

Comme dans bien des cas au lieu de considérer l'ensemble de nos besoins et aspirations, on les traite séparément, quand pire encore on les oppose les uns aux autres, cautionnant au passage la société détestable dans laquelle on vit ou pour se donner bonne conscience, témoignant qu'on n'a pas réellement saisi les rapports qui existent entre les deux et qui ont pour origine commune la survie du capitalisme.

Toutes les questions matérielles ramèneraient au capitalisme, et toutes les autres seraient du domaine individuel et devraient être traitées sous un angle philosophique ou autres, alors que toutes ramènent à la même idéologie.

Quand on est viscéralement anticapitaliste, les conditions matérielles d'existence qui incluent ou dépendent des conditions de travail (ou de rémunération), sont inséparables de notre mode de vie, de notre destin, du pouvoir d'en décider librement, de tous les rapports que nous avons avec les autres membres de la société et ses institutions, le perdre de vue ou ne pas en avoir suffisamment conscience nous conduit à l'impuissance pour combattre le capitalisme, cela peut même nous amener à

lutter contre notre propre cause au côté de nos ennemis ou à faire preuve d'indifférence envers ceux qui sont moins bien lotis que nous ici ou ailleurs dans le monde, c'est le lot peu enviable de tous ceux qui refusent de rompre avec le capitalisme. Le ménager, c'est comme laisser prospérer la vermine qui s'est infiltrée dans un sac de riz, finalement elle finira par le contaminer entièrement. J'en mange tous les jours donc j'y suis très attentif, qui plus est au regard de la pauvreté ou de la misère qui m'entoure, c'est la moindre des choses.

On nous dit que la pauvreté aurait reculé dans le monde, si sur le plan matériel la condition des masses s'est partiellement améliorée, en revanche sur tous les autres plans, y compris le taux d'exploitation, la situation ou tous les rapports dans la société n'ont cessé de se détériorer pour devenir nauséabonds. En dehors des riches, tout le reste de la population a un mode de vie vraiment contraint, débile, insupportable de la naissance jusqu'à la mort. Alors à quoi bon avoir un revenu meilleur ou bénéficier d'un statut supérieur pour vivre dans des conditions pareilles ?

Quand on évoque la nécessité d'élever le niveau de conscience des masses (et des militants), on pense avant tout à cette question déterminante, qui ne peut pas être résolue sans remettre en cause les fondements de la société et du capitalisme.

● Au format pdf (19 pages)

[Dans quel monde vivons-nous ? L'orientation de la société, votre destin : Ce n'est pas votre affaire !](#)

La World Policy Conference (WPC) ou la Conférence sur la politique mondiale est une conférence annuelle, fondée en 2008, par Thierry de Montbrial. (Bilderberg, Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, la Revue des deux mondes, l'IFRI - ndlr)

En 2017, la World Policy Conference est classée 3ème meilleure conférence de think tank mondiale selon le classement des think tanks de l'Université de Pennsylvanie, Etats-Unis.

La World Policy Conference (WPC) est une organisation indépendante, dont l'objectif est de contribuer à améliorer la gouvernance dans tous ses aspects afin de promouvoir un monde plus ouvert, plus prospère, plus juste et respectueux de la diversité des États et des nations.

Sa réunion annuelle s'articule autour de débats qui rassemblent des dirigeants politiques et économiques, des diplomates, des représentants de la société civile, des experts et des journalistes du monde entier.

Fondements

La World Policy Conference (WPC) a été fondée en accord avec trois principes majeurs.

La nature de la mondialisation

La World Policy Conference (WPC) s'inscrit dans un contexte de mondialisation de plus en plus marqué où l'interdépendance des différents pays, que ce soit sur le plan politique, économique ou environnemental, n'a jamais été aussi forte. L'année de sa création, en 2008, la WPC avait ainsi pu aborder le sujet de la crise des subprimes qui venait d'éclater aux États-Unis et qui n'a depuis épargné aucun continent.

Les relations internationales restent centrées sur les relations entre les États

Malgré les phénomènes de mondialisation, le monde reste structuré autour des unités politiques que sont les États, caractérisés par un territoire, une population et un gouvernement, organisés autour d'une culture, de valeurs communes et d'institutions propres, et délimités par des frontières qui restent bien marquées.

La construction du nouveau système international – ou plutôt de sa gouvernance – n'est pas seulement l'affaire des États.

Dans le but d'assurer une bonne gouvernance mondiale, les États doivent se réformer et coopérer. Mais ils ne doivent pas être les seuls à aller dans ce sens. Les ONG ainsi que les think tanks, dont l'Ifri, ont également pour mission de participer au processus. Il convient de passer par des instances de décision où chaque membre a voix au chapitre et influe sur les choix qui s'opèrent. Enfin, les institutions mondiales (ONU), régionales (Union africaine, Ligue des États arabes), ou encore spécialisées (FMI, Banque mondiale, Agence internationale de l'énergie, Organisation mondiale de la santé) doivent s'adapter à la nouvelle configuration mondiale et trouver les solutions adéquates. (wikipedia.org)

LVOG - Le blog Les Crises.fr qui se présente comme un "espace d'autodéfense intellectuelle" a cru bon de publier un article faisant l'apologie de Thierry de Montbrial idéologue du néolibéralisme. (Un clinicien nommé Montbrial se porte au chevet du

monde. Par Jean Daspry)

Les Crises.fr ont publié mon commentaire (soutenu par 30 lecteurs) :

Quand la réalité vous rattrape.

Biographie volontairement incomplète.

Thierry de Montbrial, un *« des rares penseurs qui osent encore s'exprimer à contre-courant de la doxa et des éléments de langage, nouvelle religion des temps modernes »*, on s'étrangle en lisant cela !

Thierry de Montbrial, c'est le groupe Bilderberg, la Commission Trilatérale, la French-American Foundation, Le Siècle, l'IFRI, etc. j'ignorais que Les Crises était compatible avec le néolibéralisme, ou non je le savais...

### Mémoire déficiente ou sélective et ses ravages.

George Orwell (1984) - « Le mensonge passe aux archives, devient vérité permanente. (...) De telles pratiques ne semblaient pas l'horrifier. Elle ne sentait pas l'abîme s'ouvrir sous ses pieds à la pensée que des mensonges devenaient des vérités. »

C'est le monde dans lequel nous vivons depuis toujours, et le plus étonnant ce sont ceux qui ne s'en aperçoivent seulement aujourd'hui ou qui font mine de le découvrir. Et encore, car selon eux ce serait une nouveauté ! Pourquoi ? Parce qu'ils n'en ont tiré aucune conclusion pratique dans le passé. Ils se sont laissé abuser ou ils se sont fourvoyés à croire des énormités parce que cela les arrangeait.

En réalité, ce qu'ils ne supportent pas ou les indisposent, c'est moins le fait qu'on ne les écoute pas ou qu'on leur dise de se taire, que de ne plus pouvoir continuer à colporter impunément ces mensonges avec lesquels leurs théories s'accommodaient sans pouvoir en changer, ce qui révèle leur inconsistance et leur opportunisme.

Le problème réside dans le fait que ceux qui sont censés transmettre des faits ou des connaissances ignorent la dialectique qui en était à l'origine ou le processus dialectique dans lequel ils s'inscrivaient, ce qui les conduit à se conformer au mode de penser en vigueur ou à l'idéologie adoptée par la majorité d'où ils tirent leur légitimité ou leur statut privilégié. Sans peine on conçoit que cette rente de la pensée obtenue à bon compte ou sans effort est somme toute plus confortable et stable, qui plus est elle ne présente aucun risque puisqu'elle est partagée par ceux qui détiennent le pouvoir...

Les mêmes causes produisent souvent les mêmes effets.

On peut être bourré d'illusions et mener un combat politique, mais on ne peut pas vaincre. Les meilleures intentions du monde n'ont jamais remplacé un programme et des objectifs politiques, il faut l'admettre et rectifier le tir ou encore en tirer rapidement les enseignements théoriques et pratiques, sinon on se condamne indéfiniment à l'échec.

Ce qui advient au mouvement initié le 17 novembre 2018 dit des Gilets Jaunes est comparable à ce qui arriva au mouvement ouvrier ou plus largement à la classe ouvrière. Durant la période d'après-guerre jusqu'aux années 80 les éléments les plus avancés et des couches entières de la classe ouvrière ainsi que des classes moyennes se tournèrent vers des partis (PCF et PS) qui prétendaient défendre leurs intérêts, alors qu'en réalité ils incarnaient ceux des capitalistes, cruelle illusion dont ils ne prendront jamais réellement conscience ou dont l'origine leur échappera, de telle sorte qu'ils n'en tireront aucune leçon pour la suite de leur combat, ce qui se traduira notamment par l'incapacité de se doter d'une nouvelle direction, d'un nouveau parti ouvrier. Voilà de quoi est issu le mouvement dit des Gilets Jaunes, dès lors il ne pouvait rien en sortir. Croire qu'on pourrait aller de l'avant en faisant abstraction des tâches que le mouvement ouvrier avait été incapables de résoudre allait fatalement aboutir au même résultat.

Pendant des décennies on a fait croire aux travailleurs qu'ils pourraient se servir du PCF et du PS pour faire avancer leur cause, parce qu'une fraction d'entre eux se tournaient vers ces partis, on a fait croire aux militants que cette orientation ou stratégie politique était juste parce qu'elle permettrait de lutter contre les illusions que les masses avaient placées dans ces partis, alors qu'en réalité c'était uniquement l'évolution de la crise du capitalisme et ses conséquences sur la condition des masses qui en auraient raison ou les entraîneraient à s'éloigner ou à rompre avec ces partis contre-révolutionnaires dans la mesure où ils se démasqueraient eux-mêmes.

Ce constat, qui porte sur la période actuelle depuis les années 80, c'était 40 ans plus tôt qu'il aurait fallu le faire. Pendant plus de 50 ans et même encore de nos jours, on nous explique qu'il était erroné parce qu'il aurait conduit à se couper des masses et à s'interdire de construire le parti, parlons-en, il n'existe pas et vous êtes coupés des masses.

### L'union ou le tandem d'extrême droite LaRem et RN, le coup d'Etat permanent.

Cela ne s'invente pas. Même l'extrême droite à son "*aile gauche*".

Lu dans un article de FranceInfo : Brigitte Bourguignon, ex-socialiste du Pas-de-Calais, figure de l'aile gauche du groupe LREM.

Hier c'était le gaullisme (UDR-UMP-LR) qui avait son "aile gauche", la social-démocratie (PS) aussi, ne rigolez pas nombreux sont ceux qui l'ont cru, pas étonnant que ce mélange des genres ait donné LREM...

Leur humanisme est la politesse des salauds...

Macron commémore l'abolition de l'esclavage - AFP 10.05

Propagande de guerre. Otan en emporte Loiseau.

- Européennes : le jeu vidéo où Loiseau affronte Mélenchon représenté en insecte russe - Le Parisien 10.05

Le but était de faire parler de la campagne de Nathalie Loiseau, et c'est réussi. Le Parisien 10.05

[Il y a ceux qui combattent pour des idées, pour une cause, et il y a ceux qui en vivent...](#)

Le mouvement ouvrier et son avant-garde ont vécu sur la rente de la révolution d'Octobre jusqu'au début des années 90, date à laquelle elle fut coupée et ils commencèrent à se disloquer parce qu'ils ne s'étaient jamais renouvelés.

La révolution d'Octobre fut le produit d'un concours de circonstances exceptionnelles et de la rencontre d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire avec les masses exploitées et opprimées, c'est la combinaison de ces deux facteurs qui leur permit de vaincre. Aucun événement comparable, aucune situation similaire ne se reproduira par la suite jusqu'à nos jours, et pour peu qu'il en ait existé un depuis, jamais aucun parti ouvrier authentiquement socialiste ou révolutionnaire y survivra...

On est passé de la lutte contre le capitalisme à la lutte avec le capitalisme...

[Tous acceptent le joug, la dictature du capitalisme et de son Etat.](#)

Affirmer que les syndicats sont des "organisations constituées par les salariés pour défendre leurs intérêts particuliers (matériels et moraux)", c'est exact, affirmer que leurs intérêts sont "opposés aux intérêts des capitalistes", c'est à la fois vrai et faux, conclure en affirmant que ce serait "en totale indépendance vis-à-vis d'eux et du gouvernement", c'est commettre un faux grossier, puisque si c'était le cas ils avanceraient des revendications correspondant à leurs aspirations ou besoins sans se soucier de savoir si elles sont ou non compatibles avec l'existence du régime capitaliste, et ils poursuivraient le combat jusqu'à leur satisfaction ou son renversement, ce qui n'est le cas d'aucun syndicat.

S'agissant des syndicats de fonctionnaires, c'est encore plus flagrant dans la mesure où la satisfaction de leurs revendications butant sur l'obstacle que constitue l'Etat, leur employeur, s'ils étaient réellement indépendants ils mettraient en avant la nécessité de substituer à l'Etat des capitalistes un Etat ouvrier qui seul pourrait satisfaire leurs revendications, or cela ne figure au programme ou dans les statuts d'aucun syndicat de fonctionnaires.

[Parole d'internaute](#)

- "Le changement de société passe par une réappropriation de l'information, car on a beau être intelligent, si on ne raisonne pas sur des informations justes, on raisonne faux."

LVOG - Un juste constat. Après on doit s'interroger sur ce que signifie "être intelligent", parce qu'apparemment même parmi les personnes les mieux informés on peut observer qu'elles n'ont pas vraiment le comportement de personnes intelligentes en adoptant l'idéologie de la classe dominante ou en justifiant l'existence du capitalisme et tous ses crimes.

[Le règne de la terreur. Un regard fatal. Cela ne serait jamais produit autrefois.](#)

Une personne âgée tuée par «un groupe de jeunes» car elle regardait des enfants jouer - sputniknews.com 08.05

Un octogénaire qui regardait des enfants jouer dans la cour d'une école maternelle à Villeurbanne a été agressé le 30 avril par un «groupe de jeunes gens», qui l'ont accusé de tendances pédophiles avant de le bousculer violemment, rapporte Le Progrès.

Le vieil homme a fait une mauvaise chute qui a occasionné un important traumatisme crânien. Il a succombé deux jours plus tard à l'hôpital.

L'un des jeunes suspects, qui ne serait pas le principal auteur selon le parquet de Lyon, a été arrêté lundi. Une information judiciaire a été ouverte pour «violences ayant entraîné la mort sans intention de la donner en réunion». sputniknews.com 08.05

Voilà quelle ignominie criminelle a atteint leur société pourrie. Peut-être que ce petit vieux observait ces enfants jouer en pensant à ses petits-enfants ou à ceux qu'il n'avait jamais eu, personne ne le saura, parole d'un grand-père. Heureusement qu'on n'a pas ce problème là en plus en Inde où je vis.

### Qui a dit ?

- "La seule régulation internationale que l'on peut admettre c'est celle de l'ONU".

Réponse : Mélenchon dans une interview accordée à la chaîne YouTube Thinkerview le 6 mai.

LVOG - Les Palestiniens apprécieront, notamment. L'ONU qui a couvert toutes les guerres de l'impérialisme américain, britannique, français, etc.

- Les Arabes israéliens commémorent la "catastrophe" de l'exode des Palestiniens en 1948 AFP 10 mai 2019

Des milliers d'Arabes israéliens et de Palestiniens ont manifesté jeudi pour commémorer la "Nakba" ou la "catastrophe" qu'a représentée pour eux la création d'Israël et qui a été synonyme d'exode pour des centaines de milliers de Palestiniens.

Les juifs israéliens célèbrent parallèlement jeudi le "jour de l'Indépendance", anniversaire de la proclamation de l'Etat d'Israël le 14 mai 1948 qui tombe cette année, selon le calendrier juif, le 9 mai.

Après cette proclamation, plus de 760.000 Palestiniens ont été poussés à l'exode ou chassés de chez eux et plus de 400 localités ont été rasées par les forces israéliennes. Ils réclament depuis le droit au retour.

Israël refuse, faisant valoir qu'autoriser même une fraction d'entre eux à revenir reviendrait à proclamer sa propre fin en tant qu'Etat juif.

Les Arabes israéliens sont les descendants de Palestiniens restés sur leurs terres après 1948. Ils représentent environ 17,5% des près de 9 millions d'Israéliens. Ils soutiennent en majorité la cause palestinienne. AFP 10 mai 2019

### Juan Branco : Aventurier.

A l'époque, le jeune étudiant se cherche un peu politiquement. Après s'être présenté sur une liste des Verts aux municipales en 2008 à Paris, il crée à la fin de sa deuxième année le "think tank" Jeune République, identifié comme proche de Dominique de Villepin. "Sur les idées, il y a toujours eu une certaine cohérence, par contre je me suis cherché sur la façon de les défendre", explique-t-il.

En 2012, à 22 ans, il devient collaborateur parlementaire d'Aurélien Filippetti. Du moins, sur le papier. En réalité, il travaille pour la campagne présidentielle de François Hollande au pôle "culture, audiovisuel et médias" dirigé par la députée socialiste de Moselle.

Après cette première expérience politique, tout s'enchaîne très vite. Il travaille pendant un an au Quai d'Orsay comme collaborateur extérieur, "avec le conseiller spécial de Fabius sur les discours et les droits de l'homme." (Pour rappel : Fabius porte-parole des barbares d'Al-Nosra en Syrie... - LVOG) Il termine ses études à l'ENS et part à Yale en 2013, en tant que chercheur invité.

Juan Branco, à propos de La France insoumise à franceinfo - Idéologiquement parlant, ça me semble toujours être l'offre politique la plus intéressante. Mais je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution. francetvinfo.fr 07.05

LVOG - Formule pour le moins ambiguë, "*je suis convaincu que ce n'est pas à l'intérieur du système qu'on trouvera la solution*", or c'est justement là qu'elle est... pour en sortir ! Je veux dire par là une fois parvenu à la conclusion qu'il faut le liquider, ce qui ne peut venir que de l'extérieur, des masses révolutionnaires...

[Collaboration de classes sous un régime aux relents totalitaires. Le SAV du "Grand débat national" ou comment aider Macron à appliquer son programme.](#)

## Mobilisation pour l'emploi: Philippe change sa "méthode" avec les partenaires sociaux AFP 6 mai 2019

Inaugurant une "nouvelle méthode", Edouard Philippe a reçu lundi à Matignon syndicats, patronat ou encore associations d'élus pour lancer sa "mobilisation générale" pour l'emploi et l'écologie, et tenter ainsi de renouer après plusieurs mois de crise sociale avec les corps intermédiaires.

"Il faut que tout le monde se mette ensemble pour trouver la solution concrète et pratique à un problème concret et pratique", a résumé le Premier ministre à l'issue de plusieurs heures de réunion, autour d'une dizaine de ministres, et de 57 délégations regroupant des élus, des représentants des organisations syndicales et patronales ou encore des associations.

L'exécutif, soucieux de la "mise en oeuvre" de ses réformes, avait dégagé cinq sujets qu'il estimait "consensuels" pour donner le coup d'envoi de cette "mobilisation nationale et territoriale autour de la formation, l'emploi, et des grandes transitions écologique et numérique", voulue par Emmanuel Macron en réponse à la crise des "gilets jaunes".

CFDT, Laurent Berger : "Mon appréciation est simple, la porte est entrouverte et il faut mettre le pied dans la porte pour pousser nos sujets". "Comme d'habitude la CFDT jugera sur pièces mais (...) objectivement les thèmes qui sont portés sont de bons sujets", a-t-il poursuivi

Unsa, Laurent Escure : "C'est un bon début car on a le sentiment que l'on va pouvoir s'exprimer sur tous les sujets". "Maintenant l'expression qui préside c'est dire: on verra bien. On a dit au Premier ministre qu'il fallait des éléments concrets qui montrent que les discussions ont servi à quelque chose et que la parole des salariés a été entendue", a-t-il ajouté.

Force ouvrière, Michel Beaugas : Il a de son côté regretté "le grand absent de la présentation initiale: l'augmentation des salaires et du pouvoir d'achat". "Si le gouvernement (..) obligeait le patronat et lui-même en tant qu'employeur à relever les salaires, cela permettrait de résoudre des problèmes", a-t-il dit.

Yves Veyrier (FO) : "On n'a pas l'intention de s'inscrire dans une démarche de communication politique, on y va pour rappeler nos revendications".

Après Solidaires, c'est la CGT qui a annoncé son boycott quelques minutes avant l'ouverture du rendez-vous.

"La CGT ne participera pas à cette nouvelle réunion dont les objectifs sont loin de correspondre au mécontentement et à la colère du monde du travail et de ceux qui en sont exclus", peut-on lire dans un communiqué. (Mais la CGT ne les condamne pas. - LVOG)

La veille, le secrétaire général Philippe Martinez avait dit qu'il envisageait de ne pas s'y rendre en raison d'un ordre du jour trop flou. " (Comme si Macron pouvait prendre des mesures favorables aux travailleurs, qui sait ? - LVOG) Avec le président de la République c'est toujours pareil : 'je vous invite, mais voilà de quoi on va discuter'" AFP et Le HuffPost 6 mai 2019 (De quoi vous allez "discuter" ? Mais des besoins exprimés par les capitalistes, le Medef, de quoi donc voudriez-vous discuter avec eux et Macron, leur représentant ? - LVOG)

Notre position : Boycott, aucune relation avec Macron et son gouvernement, les élus LREM, LR, MoDem, UDI, RN, PS.

A l'heure où chaque manifestation ouvrière contre Macron et sa politique fait l'objet de provocations et de violentes répressions causant de nombreux blessés parmi les manifestants ou de simples passants, agrémentée de contrôles d'identité, de fouilles, d'arrestations arbitraires, de jugements injustes expéditifs donnant lieu à des condamnations à la prison ferme, ces scélérats acceptent de se rendre à une invitation du petit dictateur aux ordres de l'oligarchie, tandis que ceux qui s'en abstiennent quand ils n'entretiennent pas des illusions criminelles sur ses intentions, ils refusent de rompre leurs relations avec le pouvoir et les institutions de la Ve République et d'appeler l'ensemble des travailleurs à se mobiliser pour affronter le régime.

- Les syndicats de fonctionnaires dans la rue contre le gouvernement - Reuters 9 mai 2019

Les syndicats de fonctionnaires, unis pour la première fois depuis près d'un an, ont lancé jeudi une journée de grève et de manifestations pour dénoncer la réforme gouvernementale qui prévoit, entre autres, un recours élargi aux contractuels.

La mobilisation était toutefois en baisse par rapport au 22 mai 2018 - dernière journée d'action unitaire portée par la CGT, CFDT, CFTC, FO, CFE-CGC, FAFP, FSU, Solidaires, et UNSA - mais en hausse chez les enseignants en colère contre les réformes de l'Education nationale.

Le taux de participation à la grève était de 5,6% dans la fonction publique territoriale, contre 6,57% le 22 mai en fin de journée, et de 6% dans la fonction publique hospitalière contre 7,5%, un an plus tôt, selon le ministère de l'Action et des Comptes publics.

Ce taux était en revanche légèrement en hausse dans la fonction publique d'Etat, à 10,87% contre 10,29%, portée par la mobilisation des professeurs d'écoles. Près de 17,59% des enseignants du primaire étaient en grève, tout comme 11,68% des enseignants du secondaire.

Le ministère de l'Intérieur a dénombré 108.900 participants sur le territoire dont 18.000 à Paris. Un an plus tôt, la mobilisation avait rassemblé 139.000 personnes sur le territoire.

"La Confédération FO se félicite de l'importante mobilisation des fonctionnaires et agents de la Fonction publique", écrit le secrétaire général de Force ouvrière, Yves Veyrier par communiqué.

"Celle-ci exprime le rejet de l'ensemble des syndicats de la Fonction publique et doit alerter d'urgence le gouvernement sur la nécessité d'entendre l'expression syndicale et d'ouvrir, (...) une véritable négociation."

Globalement, le gouvernement n'a aucune intention d'enterrer son projet de loi de "transformation de la fonction publique", selon la terminologie officielle.

"Cette réforme est attendue par les agents, elle est attendue par les agents qui veulent de la mobilité, qui veulent accéder à la formation, qui veulent maîtriser leur carrière", a jugé sur CNEWS le secrétaire d'Etat chargé du dossier, Olivier Dussopt. Reuters 9 mai 2019

### Acte 26.

Après bientôt 6 mois de mobilisation, les "gilets jaunes" s'essoufflent - AFP 12 mai 2019

Après bientôt six mois de mobilisation, le mouvement des "gilets jaunes" a de nouveau peiné à mobiliser pour son acte 26, marqué par des heurts à Nantes et Lyon, épicrocentres des manifestations du jour.

Selon le ministère de l'Intérieur, ils étaient 18.600 manifestants en France, dont 1.200 à Paris, soit la plus faible mobilisation depuis le début du mouvement le 17 novembre. Un décompte contesté par les "gilets jaunes" qui ont comptabilisé environ 37.500 manifestants (60000 sur RT - ndlr).

A Nantes, où Maxime Nicolle dit "Fly Rider" avait fait le déplacement parmi quelque 2.200 manifestants, la manifestation s'est rapidement tendue.

Des tirs de projectiles ont entraîné une riposte notamment par tirs de LBD. Un journaliste de la chaîne d'information CNews assure avoir été touché au niveau du bas ventre mais il va "bien", sa "ceinture abdominale ayant permis d'atténuer le choc". Quelque 26 manifestants ont été interpellés.

Les forces de l'ordre ont par ailleurs sorti leur arme face à un automobiliste qui tentait de forcer un barrage. Une enquête de police a été ouverte.

A Toulouse (Haute-Garonne), où la police a dénombré 1.500 personnes, le cortège était encadré par plus de 500 policiers. Des lacrymogènes ont été tirés dans l'après-midi.

A Lyon, où il y avait environ 2.000 personnes, gendarmes mobiles et CRS ont été l'objet de jets de bouteilles, pierres ou pétards, entraînant de nombreux tirs de gaz lacrymogènes. Des heurts qui ont fait 22 blessés côté forces de l'ordre, 2 côté manifestants et ont conduit à 9 interpellations, selon la préfecture.

Ailleurs, les manifestations se sont déroulées dans le calme. A Bordeaux, ex-bastion du mouvement, la mobilisation a continué de baisser avec 700 "gilets jaunes". A Montpellier, ils étaient 1.300.

À Orléans (Loiret), environ 300 "gilets jaunes" ont manifesté. Sous surveillance policière, ils ont choisi de rendre hommage, à leur manière, à Jeanne d'Arc. L'une des manifestantes, habillée d'une chasuble floquée d'une croix médiévale, défile à cheval.

À Caen (Basse-Normandie), entre 400 et 600 "gilets jaunes" ont défilé hors du périmètre interdit par la préfecture du Calvados.

À Rouen (Haute-Normandie), environ 400 personnes ont manifesté en dehors du périmètre de sécurité du centre-ville. Aucun débordement n'est à signaler.

A Nice, où une centaine de "gilets jaunes" seulement ont défilé en présence du chanteur engagé dans les européennes

Francis Lalanne, le député LR Éric Ciotti a été pris à partie et traité de "collab", a constaté l'AFP. AFP 12 mai 2019

### Union européenne minoritaire et illégitime.

Pourquoi les élections européennes intéressent-elles si peu ? - leparisien.fr 06.05

Moins de trois semaines avant le jour J ! Et pourtant, les élections européennes du 26 mai prochain ne semblent pas encore passionner les foules. Selon plusieurs sondages, la participation ne devrait pas dépasser... 45 voire 40 %.

Certes, ce scrutin 2019 n'est pas une exception, car l'abstention aux élections européennes est toujours très élevée. En 2009 et en 2014, moins d'un électeur sur deux s'était rendu aux urnes (respectivement 40,63 et 42,43 %). leparisien.fr 06.05

93 % des Français en âge de voter inscrits sur les listes électorales - LePoint.fr 07.05

À l'approche des élections européennes, qui se tiendront le 26 mai prochain, 47,1 millions d'électeurs sont inscrits sur les listes électorales françaises, selon les données publiées par l'Insee ce mardi 7 mai. Ce sont donc 93 % des Français en âge de voter qui étaient inscrits en avril 2019 – contre 88 % l'an passé – ainsi que 331 000 étrangers ressortissants de l'Union européenne (UE), qui ont le droit de voter en France aux élections européennes et municipales.

Le taux d'inscrits grimpe à 97 % chez les moins de 30 ans. Un chiffre très élevé qui s'explique par la procédure d'inscription d'office des jeunes à leur majorité. Le baby-boom de l'an 2000 a, par ailleurs, contribué à ces bons scores : 756 000 jeunes ayant eu 18 ans ont été inscrits sur les listes en seulement un an. LePoint.fr 07.05

Européennes: les handicapés mentaux pourront voter grâce à ce langage simplifié - Le HuffPost 11.05

Auparavant, une personne en situation de handicap psychique ou intellectuel pouvait se voir retirer son droit de vote sur décision d'un juge de tutelle. Depuis le 23 mars, les citoyens sous tutelle ont le droit de participer à l'ensemble des scrutins. Le HuffPost 11.05

À 2% dans un sondage, Hamon trouve encore des raisons de se réjouir - Le HuffPost 08 mai 2019

Benoît Hamon, il y a un mois encore, se vantait de réaliser de meilleures intentions de vote dans les sondages que certains de ses adversaires politiques. Le HuffPost 08 mai 2019

Européennes: 34 listes finalement validées pour le scrutin du 26 mai - AFP 10 mai 2019

Un nombre record de 34 listes a finalement été validé pour les élections européennes du 26 mai en France, après l'officialisation d'une 34e liste vendredi par le ministère de l'Intérieur.

Intitulée "Une Europe au service des peuples", elle s'ajoute aux 33 listes déjà publiées au JO le 4 mai.

Émanation de l'"Union des démocrates musulmans français", la liste supplémentaire est conduite par le président de cette organisation, Nagib Azergui, et compte, comme les autres listes, 79 candidats. AFP 10 mai 2019

CETA. Victoire de la Commission européenne des multinationales.

CETA : la justice européenne entérine le mécanisme d'arbitrage entre États et entreprises - latribune.fr 30.04

La justice européenne a estimé, ce mardi 30 mai, que le volet sur le système de règlement des litiges entre firmes et États prévu dans l'accord de libre échange entre l'UE et le Canada était conforme au droit européen.

C'est fait. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a donné son feu vert au chapitre le plus controversé de l'accord de libre-échange entre l'Union européenne (UE) et le Canada (CETA), en validant le système de règlement des litiges entre firmes et États (Investment Court System, ICS). A l'automne 2016, la Wallonie, région francophone belge, par l'intermédiaire de son ministre-président Paul Magnette (socialiste), s'était battue bec et ongles contre cette mesure incluse dans le CETA, bloquant la signature de l'accord par l'UE. En cause, la crainte que ce mécanisme d'arbitrage octroie un pouvoir trop important aux multinationales sur les choix légitimes des États en matière de santé ou d'environnement.

De fait, pour désamorcer la crise, le gouvernement fédéral belge (dont les socialistes wallons ne font pas partie) s'était engagé à saisir la Cour européenne de justice sur l'ICS. "La Cour a écarté les dernières préoccupations juridiques", a déclaré, ce mardi, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders, fervent défenseur du CETA, qui s'est également dit "ravi", dans

un communiqué.

La requête portait donc sur le système de règlement des litiges entre firmes et Etats prévu dans le traité de libre-échange entre l'UE et le Canada (ICS). Ce système offre la possibilité à une multinationale investissant à l'étranger de porter plainte contre un Etat qui adopterait une politique publique contraire à ses intérêts, afin de demander réparation.

Il est très critiqué par les opposants au CETA, les ONG, les Verts et les socialistes de Wallonie. Ce mécanisme avait par exemple permis à Philip Morris d'attaquer l'Uruguay pour sa politique anti-tabac ou au géant minier Oceanagold de poursuivre le Salvador pour lui avoir refusé un permis d'exploitation pour raison environnementale.

Dans sa décision rendue ce mardi, la CJUE lève les craintes d'une justice d'exception qui porterait atteinte au droit européen du fait de garanties, suffisantes à ses yeux, introduites dans l'accord pour éviter qu'une sentence arbitrale rendue par l'ICS ne remette en cause les choix démocratiques des Etats. Cette décision attendue depuis dix-huit mois constitue une victoire pour les promoteurs du CETA, et en particulier pour la Commission européenne. Le CETA est entré en vigueur de manière provisoire dans sa quasi-totalité depuis un an et demi. latribune.fr 30.04

LVOG - Si la Cour de justice de l'Union européenne estime les "garanties" fournies par les Américains "suffisantes à ses yeux", c'est qu'elles n'existent que pour les multinationales...

### Totalitarisme. Ministère de la Vérité. Propagande et censure.

Le PDG de Facebook Mark Zuckerberg invité vendredi à l'Élysée l'express.fr 06.05

Le patron de Facebook comme le président français promeuvent en ce moment l'idée d'une régulation "intelligente" d'internet. Une équipe de fonctionnaires français travaille avec Facebook pour comprendre comment le géant américain procède pour filtrer ses contenus, et s'appuyer sur cette expérience pour proposer des pistes en matière de régulation publique. l'express.fr 06.05

Européennes : comment Facebook tente de lutter contre les "fake news" - Franceinfo 10.05

Le réseau social a mis en place une "war room" européenne censée lutter contre les fausses informations.

Quand la fiction devient réalité ou "Big Brother is watching you".

- Reconnaissance faciale : l'appli Ever accusée de piocher dans vos photos - LePoint.fr 10.05

L'application de stockage en ligne de photos se sert des 13 milliards de clichés de ses utilisateurs sans les prévenir, révèle NBC.

L'expression « Big Brother is watching you » prend ici tout son sens. Selon NBC, l'application de stockage de photos Ever aurait utilisé les dizaines de millions de clichés de ses utilisateurs pour améliorer son logiciel de reconnaissance faciale. La technologie développée par Ever est vendue à des compagnies privées, à la police et même à l'armée.

Le secret a été bien gardé depuis le lancement de l'application, en 2013. Doug Aley, le PDG de l'entreprise américaine, a tenté de se défendre auprès de NBC en affirmant que les photographies stockées dans ses serveurs n'étaient jamais partagées avec ses clients et que seule la technologie de reconnaissance faciale était proposée à la vente. À chaque nouveau cliché mis en ligne sur le cloud géant d'Ever, le logiciel de reconnaissance faciale se met en route afin d'emmagasiner le plus d'informations et de renforcer la base de données de la technologie.

Mais le cas d'Ever interpelle. L'application utilise sa propre base de données alimentée chaque jour par ses millions d'utilisateurs. Plusieurs personnes utilisant Ever ont été contactées par NBC et toutes ont assuré n'avoir jamais été mises au courant du système mis en place. Ever aurait décidé il y a deux ans et demi de se lancer dans la reconnaissance faciale pour générer une nouvelle source de revenus à l'entreprise.

Et les résultats sont probants : selon un test effectué par l'agence américaine NIST, la technologie proposée par Ever aurait une précision de 99,85 %, la plaçant en haut du classement des meilleures compagnies développant un système de reconnaissance faciale. Ever ne semble pas près de vouloir renoncer à cette mine d'or d'informations et n'a pour le moment pas décidé de changer ses habitudes. LePoint.fr 10.05

LVOG - 99,85 % de précision, à condition qu'ils disposent d'une photo de vous récente, cela signifie qu'ils pourraient vous identifier n'importe où dans le monde, je vous laisse imaginer la suite...

Commentaire d'un internaute.

- "Irresponsable..."

Pourquoi donc stocker ses photos sur le "Cloud" (vrai passoire), quand un HD d'un teraoctet coûte moitié moins qu'un Iphone ?

Il y en a qui cherche toujours le bâton pour se faire battre !

Comme de confier à Facebook tous ses états d'âmes et y faire des confidences les plus intimes...

Avec ces groupes rien n'est perdu, tout se transforme... En dollars !

Les données deviennent la matière première de ces nouvelles industries, et les mines regorgeant de ce nouvel or noir, c'est nous ! Sans avoir vendu de concessions. On le leur donne gratuitement. Où plutôt ils se servent sans vergogne...

Nous avons souvent tremblés en pensant aux fichiers des préfectures dont ce sont servis les nazis pour traquer les juifs.

Je n'ose imaginer une dictature qui utiliserait les forums de la presse (celui du Point entre autres... ) pour traquer les "déviant" et "subversifs".

Nous serions un certain nombre à nous faire embastiller, voire coller au poteau !"

- Une ONG américaine accuse Facebook de créer involontairement des contenus extrémistes  
Franceinfo 10.05

Cette organisation (National Whistleblowers Center - ndlr) a étudié pendant cinq mois les pages Facebook de 3 000 utilisateurs qui avaient "aimé" ou étaient liés à des organisations considérées comme terroristes par les autorités américaines. D'après le National Whistleblowers Center, les groupes jihadistes Etat islamique et Al-Qaïda étaient "ouvertement" actifs sur le réseau, dont les systèmes automatiques n'identifient pas toujours tous les contenus problématiques.

Les algorithmes peuvent ainsi créer automatiquement des contenus, comme par exemple les petits montages "souvenirs" qui reprennent des publications des groupes en question. Pour l'ONG, Facebook crée alors sans le vouloir des contenus extrémistes, qu'il s'attache pourtant à chasser de sa plateforme. Le réseau social "promeut des contenus (de ce type) via sa technologie", assure le National Whistleblowers Center. Franceinfo 10.05

- Singapour adopte une législation drastique contre les infox, malgré les critiques - AFP 8 mai 2019

Le gouvernement de la cité-Etat, critiquée de longue date pour les entraves à la liberté d'expression, a expliqué que ces mesures étaient nécessaires afin de lutter contre les fausses informations qui, selon lui, menacent la sécurité nationale et peuvent semer la division au sein de ce pays multi-ethnique de 5,6 millions d'habitants. AFP 8 mai 2019

### [Encore une loi liberticide du PS.](#)

- "Une limite a été passée" après le rappel à l'ordre d'un enseignant qui a critiqué le projet de loi Blanquer - francetvinfo.fr 07.05

Le 11 mars dernier, Sébastien Rome, directeur d'école à Lodève, a cosigné une tribune dans Le Monde appelant les sénateurs à s'opposer au projet de loi défendu par le ministre de l'Education, Jean-Michel Blanquer. Il a ensuite été invité sur France Bleu Hérault pour expliquer son désaccord avec le texte. Quinze jours après son passage radio, il a été convoqué par l'inspection académique puis a reçu "une lettre d'admonestation", rapporte France Bleu Hérault.

Pour Stéphane Crochet, secrétaire général du syndicat d'enseignants Unsa, il y a, avec ce courrier, "une limite qui a été passée et qui ne doit pas être passée".

L'article 1 du projet de loi Blanquer inquiète

Le syndicat est opposé à de nombreux aspects du projet de loi "pour une école de la confiance" proposé par Jean-Michel Blanquer et actuellement examiné au Sénat. Stéphane Crochet mentionne ainsi que l'article 1 prévoit de rappeler et renforcer le devoir de réserve des professeurs. "Même s'il ne vient pas modifier la loi, c'est un très mauvais signal politique envoyé à la profession, rappelant à tout le monde de bien rester dans le cadre", s'inquiète-t-il.

Le devoir de réserve imposé aux professeurs est défini par la loi de 1983 sur les droits et obligations des fonctionnaires. Elle pose

les principes de "neutralité", de "discrétion professionnelle" et de "devoir de réserve". "Dans le cadre de nos fonctions, donc dans l'enceinte de l'école ou de l'établissement, nous sommes soumis au devoir de réserve. En dehors de l'établissement scolaire, nous défendons la liberté d'expression citoyenne de chacun", souligne Stéphane Crochet.

Ce n'est pas la première fois que des professeurs sont rappelés à l'ordre de cette manière. En 2018, une professeure d'un lycée de Dijon avait été convoquée pour avoir critiqué le président de la République dans une tribune. [francetvinfo.fr](http://francetvinfo.fr) 07.05

[Ils sont en guerre permanente contre tous les peuples ou quand le capitalisme est devenu une arme de destruction massive à abolir.](#)

La dépense militaire mondiale —selon les estimations du Sipri, le 29 avril [1]— a dépassé les 1 800 milliards de dollars en 2018, avec une augmentation en termes réels de 76 % par rapport à 1998. Selon cette estimation, on dépense chaque minute dans le monde environ 3,5 millions de dollars en armes et armées. (La locomotive US de la dépense militaire mondiale par Manlio Dinucci - Réseau Voltaire 7 mai 2019)

[Les vases communicants.](#)

L'impôt sur le revenu, qui rapporte chaque année près de 75 milliards d'euros à l'Etat, est actuellement payé par 16,8 millions de foyers fiscaux sur un total de 38,3 millions, soit moins de 45% des contribuables.

Le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire, avait déclaré la semaine dernière vouloir faire profiter près de 15 millions de foyers fiscaux de cette baisse d'impôts sur le revenu, avec un gain de 180 à 350 euros par an, selon les ménages concernés.

Selon Gérard Darmanin, la baisse d'impôts de cinq milliards d'euros promise, qui vient s'ajouter à une série de mesures en faveur du pouvoir d'achat décidées sous la pression des "gilets jaunes", sera compensée par des économies équivalentes. "Nous tenons notre cap de sérieux budgétaire et nous serons encore autour de 2% de déficit l'année prochaine, comme prévu", promet le ministre. Ce dernier confirme auprès du Parisien que les niches fiscales pour les entreprises seront réduites, pour financer en partie la baisse d'impôt.

En parallèle, "des réformes comme celles de la Fonction publique, de l'assurance-chômage, de l'audiovisuel public ou encore des mesures qui incitent à travailler plus longtemps nous permettront de ne pas creuser le déficit", assure Gérard Darmanin. [franceinfo](http://franceinfo.fr) 08.05

LVOG - 180 à 350 euros par an pour parvenir à leurs fins, ce n'est pas cher payé...

[Démystification.](#)

1- "On est plutôt habitué à battre des records de fortes températures avec des températures qui augmentent d'année en année (...). Les records de minimales, c'est beaucoup moins courant." (Météo : des records de froid pour un mois de mai battus de l'Oise jusqu'à la Corse. [FranceInfo](http://FranceInfo.fr) et [AFP](http://AFP.fr) 06.05)

2- Pierre Palmade - "Les gays, ce sont des gens qui mangent gay, qui vivent gay, qui rient gay, qui parlent gay, qui font des films gay. Les homos, ce sont des gens qui sont homos, mais ce n'est pas marqué sur leur front. On ne le sait pas quand ils parlent, on ne le sait pas quand ils vivent. On ne le sait que quand on va dans leur chambre à coucher."

Ce distinguo a entraîné des réactions hostiles sur les réseaux sociaux, dont celle de Joël Deumier, coprésident de SOS Homophobie et de Guillaume Mélanie, coprésident de l'association Urgence Homophobie qui refuse toutefois de taxer l'humoriste d'homophobe. "On peut avoir des paroles homophobes sans l'être foncièrement, on peut tenir des paroles homophobes, sans s'en rendre compte", explique-t-il.

L'humoriste, qui ne cache pas son homosexualité, a tenu à réagir à la polémique sur Facebook. "Je m'amuse à distinguer les homos extravertis et communautaires des homos réservés qu'on appelle 'hors milieu', sans aucun jugement de valeur, en précisant que je suis passé d'un groupe à l'autre toute ma vie, et y a quelques hystériques qui supposent que ce serait de l'homophobie ?" ("Il y a les homos et les gays" : les propos de Pierre Palmade font polémique - [franceinfo](http://franceinfo.fr) 06.05)

[Le système économique est devenu mafieux.](#)

Un internaute - L'optimisation fiscale est une fraude, ce n'est pas parce qu'elle est encadrée de "lois" que ça n'en est pas une, évidemment, ils sont en capacité de faire des "lois" pour encadrer la fraude, là est la différence. Ce n'est pas la première fois que d'une pratique mafieuse on passe à un truc "légitime", tout est du même acabit. Cela pourrait être une loi si elle apportait à tous, mais elle n'apporte qu'à ceux qui ont largement assez et plus qu'assez pour vivre luxueusement

Comment je fais de l'optimisation fiscale" avec 1000 euros ? (Dany Boon porte plainte contre Mediapart après une enquête sur des pratiques présumées d'optimisation fiscale - France 3 19-04-2019 - publié par Les Crises.fr)

LVOG - Ce qu'on a du mal à imaginer ou qu'on refuse d'admettre malgré les preuves matérielles existantes, c'est qu'ils ont conçu un système financier et une stratégie politique applicable à l'échelle mondiale sur les mêmes principes mafieux.

### Ils osent tout.

- Marlène Schiappa: «Les Français ont besoin d'entendre le président» - LeFigaro.fr

- Philippe: le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019 - AFP

Le "pouvoir d'achat moyen" par habitant va progresser de "plus de 2%" en 2019, soit "la plus forte augmentation" depuis 12 ans, a annoncé mardi le Premier ministre Edouard Philippe. AFP

- Faut-il rendre plus de vaccins obligatoires ? - Capital

La ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a rendu onze vaccins obligatoires, contre trois auparavant, pour tous les enfants nés à partir du 1er janvier 2018. À l'exception des contre-indications médicales, aucune exemption ne sera possible. Capital

- Soudan: pour les militaires, la charia doit rester source de la législation - AFP

Le Conseil militaire au Soudan a affirmé mardi que la loi islamique (charia) devait rester la source de la législation, reprochant aux chefs civils de la contestation d'avoir omis de la mentionner dans leurs propositions sur une période de transition.AFP

- L'Afrique australe veut revenir en partie sur l'interdiction du commerce de l'ivoire - Franceinfo 10.05

Quatre chefs d'Etat d'Afrique australe se sont prononcés le 7 mai 2019 pour que l'interdiction du commerce de l'ivoire soit allégée. Franceinfo 10.05

### Les Etats-Unis totalitaires

Les USA approuvent le déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient - Reuters 10.05

Le secrétariat américain à la Défense a approuvé un nouveau déploiement de missiles Patriot au Moyen-Orient, a-t-on appris vendredi auprès d'un responsable américain qui s'exprimait sous le sceau de l'anonymat.

Cette décision intervient après celle d'envoyer un groupe aéronaval et des bombardiers dans la région, afin de signaler clairement à Téhéran que toute attaque contre les intérêts de Washington ou de ses alliés serait sanctionnée, expliquait dimanche le conseiller américain à la Sécurité nationale John Bolton. Reuters 10.05

Les USA imposent de nouvelles sanctions à l'Iran - Reuters 08 mai 2019

La présidence américaine a annoncé mercredi l'instauration de nouvelles sanctions contre Téhéran, visant le secteur iranien des métaux industriels et cherchant à assécher encore les recettes de la république islamique. Reuters 08 mai 2019

Moyen-Orient et Afrique du Nord : plus de 52 millions de personnes sous-alimentées - Le Parisien 08 mai 2019

Plus de 52 millions de personnes souffrent de « sous-alimentation » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (Mena). Ce triste constat est publié mercredi l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Près de 34 millions habitent dans les pays directement frappés par un conflit, comme l'Irak, la Libye, le Soudan, la Syrie et le Yémen. Le Parisien 08 mai 2019

LVOG - Avec son cynisme habituel *Le Parisien* a cru bon de préciser que "les conflits n'expliquent pas tout" exonérant les fomenteurs de guerres, en particulier les Etats-Unis et ses alliés...

### Uber, leur modèle d'exploitation et de société.

La société Uber fait son entrée en Bourse avec une valorisation de 82 milliards de dollars - Franceinfo 10.05

En termes de valorisation boursière, Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse, en mai 2012 : plus de 80 milliards de dollars.

Il s'agit de l'entrée en Bourse la plus attendue de l'année – et l'une des plus importantes de l'histoire. Uber va faire son entrée à Wall Street, vendredi 10 mai, au prix de 45 dollars (40 euros) l'action, valorisant l'entreprise à quelque 82 milliards de dollars (73 milliards d'euros), selon un communiqué.

A ce prix, sa valorisation est en-deçà des chiffres circulant ces derniers mois. Uber avait caressé l'idée d'une valorisation autour de 100 milliards de dollars (89 milliards d'euros), voire davantage, avant de revoir ses ambitions à la baisse à la suite de la déconvenue boursière de son rival, Lyft.

Uber se retrouve ainsi, selon le cabinet Dealogic, dans les mêmes montants que Facebook à son entrée en Bourse en mai 2012, en termes de valorisation boursière. L'opération permet au groupe américain de VTC, qui sera coté au New York Stock Exchange sous le symbole UBER, de lever 8,1 milliards de dollars (7,2 milliards d'euros) d'argent frais. Comme le veut la tradition, son patron, Dara Khosrowshahi, devrait sonner la cloche d'ouverture de la séance boursière vendredi matin à Wall Street.

Un moment décisif pour Uber

Après des années de croissance rapide mais très mouvementée, marquée par des scandales qui ont durablement terni son image, l'arrivée à Wall Street d'Uber est extrêmement attendue dans les milieux financiers, mais aussi dans le secteur des véhicules de tourisme avec chauffeur (VTC). La société est leader du secteur, et une marque célèbre dans de nombreuses régions du monde.

Dans les documents boursiers publiés récemment dans le cadre de cette IPO ("Initial public offering"), Uber avançait une prévision de chiffre d'affaires d'environ 3 milliards de dollars au premier trimestre 2019, et une perte proche de 1 milliard de dollars. Uber cherche ainsi à se diversifier vers des activités plus rentables : livraison de repas, trottinettes, vélos... Son nouveau credo : devenir l'Amazon des transports.

Parmi les nombreux "risques" financiers actuels et futurs détaillés par Uber : la concurrence, les menaces légales et réglementaires et... les chauffeurs, qui se sont mis en grève et ont manifesté dans plusieurs villes américaines mercredi. Ces derniers affirment que l'entrée en Bourse d'Uber va enrichir de riches actionnaires, sans qu'eux-mêmes en tirent un centime. Franceinfo 10.05

[Esclavagisme moderne. 23 euros par mois.](#)

Éthiopie : le chemin de croix des travailleurs du textile - lepoint.fr 08.05

Alors que les marques internationales poursuivent leur quête incessante de lieux de confection de vêtements toujours moins chers, l'Éthiopie est devenue la dernière frontière de la mode rapide. Plusieurs facteurs ont concouru à faire de l'Éthiopie un lieu de production convoité, notamment des coûts de main-d'œuvre peu élevés, un accès commercial préférentiel aux marchés américain et européen, des incitations fiscales généreuses du gouvernement éthiopien et un important afflux d'investissements étrangers, principalement chinois.

Les parcs industriels rapportent 103 millions de dollars de devises

Entre-temps plusieurs parcs industriels sont sortis de terre, à Bole Lemi, Mekele et Adama partiellement en fonction tandis que le parc industriel de Hawassa est pleinement opérationnel, situé à quelque 270 km de la capitale. Dans les années à venir, l'Éthiopie espère disposer de 30 parcs industriels au total, dans le cadre d'une stratégie visant à accroître les recettes en devises et les investissements directs étrangers. Et le pays d'accroître ainsi ses recettes en devises : jusqu'à 103 millions de dollars des exportations générées au cours des neuf derniers mois, selon la Commission éthiopienne des investissements (EIC). Cela représente une augmentation de 40 % par rapport à la performance de l'année dernière pour la même période. Abebe Ababayehu, commissaire éthiopien à l'investissement, a annoncé que les chaussures et autres articles en cuir, ainsi que les textiles et les vêtements avaient été exportés vers l'Europe, les États-Unis, l'Asie et d'autres destinations. D'après lui, les parcs industriels du pays ont créé plus de 70 000 emplois, et l'Éthiopie a pu attirer 2,5 milliards de dollars d'investissements étrangers directs au cours de ces neuf mois.

Des conditions de travail qui se dégradent

De très bons résultats qui ne sauraient cacher les graves inégalités que révèle le dernier rapport du Centre Stern pour les affaires et les droits de l'homme de l'université de New York. Les auteurs n'y vont pas par quatre chemins : « le plan de l'Éthiopie pour

devenir un grand pays exportateur de vêtements repose en grande partie sur l'hypothèse selon laquelle les travailleurs accepteraient le salaire de base extrêmement bas de 26 dollars par mois, ce qui ne suffit pas, même en Éthiopie », a déclaré Paul Barrett, directeur adjoint du de l'organisme américain.

En effet, selon cette étude, intitulée « Fabriqué en Éthiopie : les défis de la nouvelle frontière de l'industrie du vêtement », les salariés des usines de vêtements d'Éthiopie, qui travaillent pour des marques comme Guess, H&M ou Calvin Klein, sont les moins bien payés au monde, avec seulement 26 dollars (23 euros) par mois. En comparaison, les salariés du Bangladesh, notoirement mal payés, gagnent 95 dollars par mois, ceux du Kenya 207 et ceux de Chine 326 dollars. « Plutôt que la force de travail docile et bon marché promue en Éthiopie, les fournisseurs basés à l'étranger ont rencontré des employés qui sont malheureux de leur rémunération et de leurs conditions de vie, et qui veulent de plus en plus protester en cessant le travail ou même en démissionnant », a ajouté Paul Barrett.

« Dans leur empressement à créer une marque made in Ethiopia, le gouvernement, les marques mondiales et les fabricants étrangers n'ont pas prévu que le salaire de base était tout simplement trop faible pour que les travailleurs puissent en vivre. ». L'étude s'est penchée sur le parc industriel d'Hawassa (sud), l'un des cinq centres industriels inaugurés par le gouvernement depuis 2014, qui emploie 25 000 personnes et fabrique des vêtements pour des marques du monde entier. À terme, environ 60 000 personnes devraient y travailler. Des entreprises chinoises, indiennes et sri-lankaises ont ouvert des usines dans ce parc.

Aliénation, manque de formation : les maux des employés éthiopiens

L'Éthiopie n'a pas instauré de salaire minimum dans le secteur privé. Selon le rapport, les salariés de la confection, parmi lesquels de nombreuses femmes, ont du mal à s'en sortir, sont très peu formés et des conflits culturels les opposent aux dirigeants des usines, originaires d'Asie. Le gouvernement espère que les exportations de vêtements, qui représentent actuellement 145 millions de dollars par an, vont grimper à environ 30 milliards. Un objectif qui « paraît irréaliste », selon le rapport, ne serait-ce que parce que les bas salaires ont entraîné une productivité médiocre, des grèves à répétition et un fort turn-over.

Compte tenu du peu de formation (parfois de deux semaines à peine), la frustration suscitée par le salaire des travailleurs, combinée au mal du pays et à d'autres aspects défavorables de la vie de l'usine, a entraîné un sentiment d'aliénation et un manque de volonté de travailler de manière productive. Les travailleurs, dont beaucoup viennent de petits villages ruraux, ne reçoivent pas une formation suffisante à la culture de la vie en usine. Les différences culturelles exacerbent des conditions de travail déjà frustrantes.

Pas de syndicat

Les syndicats n'ont joué aucun rôle dans la syndicalisation des travailleurs ou dans la revendication d'une meilleure rémunération ou de meilleures conditions de travail à Hawassa. La loi éthiopienne, en théorie, garantit la liberté d'association, mais le pays possède un mouvement syndical faible, qui n'a pas tenté d'organiser les employés de la zone industrielle. Au lieu de la représentation syndicale traditionnelle, les « comités d'entreprise » sont censés promouvoir les intérêts des employés d'usine à Hawassa. Vu sous cet angle, fabriquer un tee-shirt basique à Hawassa coûte plus cher qu'un fournisseur bangladais, a déclaré un expert au Centre. La main-d'œuvre éthiopienne s'est avérée considérablement plus coûteuse que ce que le gouvernement avait initialement annoncé.

« Les marques peuvent atténuer ces difficultés pour les fournisseurs et leurs employés en alignant les pratiques commerciales sur les réalités en Éthiopie », a déclaré Dorothee Baumann-Pauly, directrice de la recherche au Centre Stern. « Des engagements à long terme, des investissements dans la formation initiale et continue et la fourniture d'avantages non financiers tels que des subventions pour les repas, le transport et le logement peuvent contribuer à accroître les niveaux d'efficacité actuellement faibles et éventuellement conduire à des salaires plus élevés. » lepoint.fr 08.05

LVOG - Cet argument devrait suffire pour rompre avec le capitalisme et briser la bonne conscience de ceux qui s'y refusent. En Inde, à Pondichéry, dans une usine textile (Baradi mill ou Anglo-French textile) le salaire minimum est environ de 100 euros par mois, plus quelques avantages sociaux... Il y a déjà quelques années ces usines avaient perdu leurs principaux clients à l'exportation pour cause de main d'oeuvre trop chère, mais avec un marché intérieur de 1,4 milliards d'Indiens à vêtir cela n'entraîna aucune perte d'emplois...

- Une institutrice américaine, malade du cancer, contrainte de payer le salaire de son remplaçant  
- Franceinfo 10 mai 2019

Malade, elle doit payer près de 200 dollars (environ 180 euros) par jour à celui qui la remplace. En Californie (Etats-Unis), des parents d'élèves d'une école de San Francisco ont organisé une collecte de fonds pour aider financièrement une institutrice malade du cancer, tenue par la loi de rembourser le salaire de son remplaçant dans l'établissement scolaire.

Cette situation "n'est pas propre au district ou à San Francisco", assure à l'AFP la porte-parole du district scolaire. D'après elle, l'obligation de remboursement s'applique dans toutes les écoles de Californie, conformément au code de l'éducation en vigueur dans cet Etat depuis 1976.

En vertu de l'accord conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco, chaque enseignant a droit à dix jours de congés maladie payés chaque année. Les jours non pris peuvent se cumuler d'année en année. Une fois ces jours épuisés, les enseignants malades peuvent encore bénéficier de 100 jours de congés prolongés, durant lesquels ils reçoivent cependant "l'intégralité de leur salaire moins le coût de leur remplaçant", explique la porte-parole.

Près de 14 000 dollars récoltés

Enseignante en deuxième année de maternelle, l'institutrice exerce dans l'école depuis dix-sept ans. Elle souffre d'un cancer du sein et a demandé aux nombreux médias s'intéressant à son cas de protéger son anonymat.

"C'est une enseignante super, ce n'est pas juste. C'est fou !", a réagi une parent d'élèves sur des télévisions locales. La collecte de fonds organisée sur internet par les parents de l'école élémentaire Glen Park a permis de lever près de 14 000 dollars (environ 12 450 euros) et est désormais close.

Les syndicats ont assuré vouloir renégocier ce système. Mais "nous travaillons dans le cadre d'un système éducatif public qui est financièrement atone", a estimé le président de l'association des enseignants de Californie. franceinfo avec AFP 10 mai 2019

LVOG - On retiendra que cet accord scélérat a été "*conclu entre le district et les organisations syndicales à San Francisco*". Un véritable syndicat ouvrier refuserait de signer un tel accord et mobiliserait les enseignants pour son abrogation.

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Venezuela

Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA par Valentin Vasilescu - Réseau Voltaire 7 mai 2019

Après quatre mois de pression exercée par les espions de la CIA, les généraux de l'armée vénézuélienne restent toujours fidèles au président légitime, Maduro. Tous ont été approchés et ont participé à des discussions avec des espions de la CIA (déguisés en représentants de l'opposition). On leur a promis des sommes énormes pour trahir. Sous les ordres de Nicolás Maduro, la Russie coordonne les services de renseignement du Venezuela. Par peur des Russes ou par fidélité, les généraux vénézuéliens leur ont rapporté tous les détails et leur ont appris quoi et comment ils devaient faire ce qu'on attendait d'eux. Même le général Manuel Ricardo Christopher Figuera, directeur du SEBIN (les services de Reneseignement), a déserté avec l'approbation des Russes, car son épouse était prise en otage par les États-Unis. Quand Washington a cru que Maduro avait été trahi par les chefs de l'armée, il a organisé la comédie du coup d'État. Ce fut un fiasco total de la part de l'espionnage états-unien.

En 1989, les généraux de l'armée roumaine subissaient les mêmes pressions que leurs homologues soviétiques. C'est le cas par exemple du premier sous-ministre de la Défense, le lieutenant général Athanasie Stanculescu, formé par l'espionnage britannique. C'est lui qui a organisé le coup d'État suivi de l'exécution des époux Ceausescu. C'est lui qui a inventé la comédie sanglante avec les terroristes. Donc, pour les généraux vénézuéliens, il y a déjà eu un modèle en Roumanie.

Sans rien demander à personne, le président Trump a admis qu'après cet échec il avait appelé Poutine, pour parler du Venezuela, de l'Ukraine et de la Syrie. Trump a insinué que l'utilisation de l'Ukraine comme monnaie d'échange aurait persuadé Poutine de laisser le Venezuela aux mains des États-Unis. Ce qui est un autre énorme mensonge. Tout comme quand les États-Unis ont menti à la Russie en affirmant qu'après l'unification de l'Allemagne, l'Otan ne s'étendrait pas jusqu'à ses frontières.

Les mensonges de Trump n'était pas destiné à tromper Poutine, mais les généraux du Venezuela. Il reste à voir si les généraux vénézuéliens vont trahir leur président légitime, en passant du côté d'un agent US, ou bien conserver leur dignité d'officier. Réseau Voltaire 7 mai 2019

Levée des sanctions US contre un général vénézuélien en rupture avec Maduro - Reuters 8 mai 2019

Le vice-président américain, Mike Pence, a annoncé mardi que les États-Unis levaient l'ensemble des sanctions qui pesaient sur le général Manuel Christopher Figuera, ancien chef des services de renseignement du Venezuela, qui est passé la semaine dans le camp des opposants au président Nicolas Maduro.

"Nous espérons que cette mesure encouragera d'autres personnes à suivre l'exemple du général Cristopher Figuera et d'autres militaires", a dit Mike Pence dans un discours préparé pour une conférence au département d'Etat. Reuters 8 mai 2019

Venezuela — Erratum - Réseau Voltaire 11 mai 2019

Le Venezuela a été le théâtre d'un coup d'État improvisé, le 30 avril et le 1er mai 2019 [1]. Le directeur du SEBIN (Servicio Bolivariano de Inteligencia Nacional), le général Manuel Ricardo Cristopher Figuera, qui était en relation avec la CIA depuis plus d'un an, et allait être arrêté a tenté le tout pour le tout.

Selon ses propres déclarations, il conserverait son amitié pour le président Nicolás Maduro, mais aurait tenté de « sauver » son pays de l'influence de son entourage. C'est lui qui a prétendu, à tort, que plusieurs haut-fonctionnaires s'étaient retournés contre le régime constitutionnel.

Une cinquantaine de sous-officiers, d'officiers supérieurs et généraux, aurait fait défection. Ils ont été arrêtés ou ont pris la fuite.

Le fiasco de cette tentative de putsch a provoqué une vive tension entre le conseiller national de sécurité US, John Bolton, qui l'avait guidée, et le président Donald Trump, qui était opposé une action pouvant conduire les États-Unis à la guerre.

La seule analyse qui reste juste, est celle formulée par Thierry Meyssan sur Russia Today, il y a deux ans : le Pentagone mène une opération de destruction des structures étatiques du Bassin des Caraïbes, sans lien avec la nature des divers gouvernements de cette région. Pour ce faire, il a recours à des combattants Latino-Américains, mais n'a aucune intention d'entrer lui-même en guerre.

Nous avons publié en plusieurs langues deux articles erronés à propos des événements du 30 avril [2]. Contrairement à ce que nous indiquions, les services de Renseignement russes, qui forment actuellement leurs équivalents locaux, n'ont pas de rôle décisionnaire au Venezuela. Selon nos informations, toutes les décisions sont prises personnellement par le président Maduro, bien qu'il n'ait pas de formation spécialisée en la matière. Réseau Voltaire 11 mai 2019

[1] « Coup d'État hollywoodien au Venezuela », Réseau Voltaire, 1er mai 2019.

[2] « Venezuela : comment le directeur du SEBIN a manipulé la CIA » et « Venezuela : comment le SEBIN a piégé la CIA ».

## Afrique du Sud.

Afrique du Sud: la victoire aux législatives de l'ANC officialisée - AFP 11 mai 2019

La Commission électorale sud-africaine (IEC) a confirmé samedi le succès en demi-teinte du Congrès national africain (ANC) aux élections législatives, qui offre un mandat fragile au président Cyril Ramaphosa pour sortir le pays de la crise.

Après dépouillement de l'ensemble des 22.925 bureaux de vote du pays, l'ANC l'a nettement emporté avec 57,5% des suffrages exprimés qui lui assurent une majorité absolue de 230 des 400 sièges de l'Assemblée nationale.

Ce résultat est le plus mauvais jamais réalisé par le parti historique de Nelson Mandela en vingt-cinq ans de pouvoir. En 2014, l'ANC avait obtenu 62,1% des voix et 249 députés.

Il a devancé l'Alliance démocratique (DA, centre) de Mmusi Maimane, qui cède du terrain avec 20,7% des suffrages et 84 députés (22,2% et 89 députés en 2014).

Sur la troisième marche du podium, les Combattants pour la liberté économique (EFF, gauche radicale) de Julius Malema réalisent une forte progression avec 10,7% des voix et 44 députés (6,3% et 25 députés en 2014).

S'exprimant en tant que chef de l'Etat, Cyril Ramaphosa a salué une "victoire de la démocratie". "Notre peuple s'est prononcé clairement et fermement. Il s'est prononcé pour une Afrique du Sud unie, pour une société plus équitable", a-t-il ajouté.

Cyril Ramaphosa, syndicaliste sous l'apartheid avant de devenir l'un des hommes d'affaires les plus riches du pays, il répète depuis qu'il va éradiquer la corruption et relancer l'économie.

Le parti au pouvoir a également sauvé les meubles dans les élections régionales en gardant la majorité dans huit des neuf provinces du pays, dont celle emblématique du Gauteng (Johannesburg et Pretoria) d'extrême justesse (50,19%). AFP 11 mai 2019

[Haut de page ↗](#)

---

Le 20 mai 2019

## CAUSERIE ET INFOS

Pour mesurer avec précision le taux de fréquentation du portail, j'ai décidé de ne publier les causeries qu'au format pdf (Adobe Reader), et en fonction du résultat je continuerai ou j'arrêterai. Je consulterai les statistiques dans quelques jours.

Stop ou encore ? Un siècle plus tard, ceux qui cautionnent ce discours trahissent le syndicalisme ouvrier.

Quand Philippe Martinez appela à voter Macron au second tour de l'élection présidentielle de 2017, c'était évidemment pour défendre l'indépendance de la CGT...

Quand la direction de la CGT, dont fait partie son secrétaire général Philippe Martinez, affirmait dans son document préparatoire au 52e congrès de ce syndicat que « l'Europe doit être identifiée comme protectrice et pas comme une menace pour les travailleurs », que « la CGT, avec d'autres au sein de la CES, porte un socle social harmonisant les droits (...) », qu'il faut « casser cette idée 'Union européenne [égale] casse du service public' », c'était manifestement pour témoigner son indépendance du capitalisme, de l'Etat et de l'UE...

Quand malgré tout plus de 90% (90,65%) des congressistes réalisent Philippe Martinez secrétaire général de la CGT, après le doute n'est plus permis : La CGT est réellement un syndicat indépendant... de la classe ouvrière, du socialisme. (A lire dans cette causerie)

Comment doit-on caractériser ceux qui s'emploient à faire croire aux travailleurs et aux militants qu'il existerait encore en France des syndicats indépendants du capitalisme, de l'Etat et de l'UE, qu'ils représenteraient les intérêts des exploités ?

On appelle les délégués du 52e congrès de la CGT qui ont refusé de voter Martinez avec leurs collègues d'autres syndicats qui partagent leur ligne politique, à créer un nouveau syndicat ouvrier situant strictement son combat dans la perspective de l'émancipation du capitalisme.

● Au format pdf (23 pages)

[Haut de page ↗](#)

---

Le 21 mai 2019

## CAUSERIE ET INFOS

J'ai signé la pétition en ligne exigeant la libération de Louisa Hanoune et j'invite les lecteurs à en faire autant.

- Algérie : accusée de complot, Louisa Hanoune reste en détention - jeunefrique.com 21 mai 2019

La justice militaire algérienne a refusé lundi de remettre en liberté de la cheffe du Parti des travailleurs (PT, trotskiste), Louisa Hanoune, inculpée pour « complots » contre l'État et l'armée, a annoncé un de ses avocats.

« La chambre d'accusation a confirmé le mandat de dépôt » délivré le 9 mai par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida, à une quarantaine de km au sud d'Alger, contre Louisa Hanoune, a déclaré Me Mokrane Ait-Larbi, un des avocats de la patronne du PT.

Les motivations de la décision n'ont pas été communiquées dans l'immédiat à la défense, a précisé Me Ait-Larbi, qui a annoncé qu'une demande de remise en liberté de Louisa Hanoune serait déposée dans un mois. Le tribunal militaire n'a pas communiqué. jeunefrique.com 21 mai 2019

Wikipedia.org

- ... lors de l'élection présidentielle de 2014, elle propose notamment d'exclure toute relation avec Israël, de rompre les accords d'associations avec l'Union européenne ainsi que de rejeter l'adhésion de l'Algérie à l'OMC. Abdelaziz Bouteflika est réélu dès le premier tour et Louisa Hanoune se classe quatrième, avec 1,37 % des voix. Wikipedia.org

La libération immédiate et inconditionnelle de Louisa Hanoune SG du PT

Texte de la pétition à l'initiative du Comité National pour la libération de Louisa Hanoune constitué de militants des droits de l'Homme, de syndicalistes, de moudjahidines, d'universitaires, de journalistes, de citoyens...

Le texte:

Nous militantes, militants politiques, syndicaux, associatifs, des droits de l'Homme, personnalités nationales, universitaires, anciens combattants, citoyennes et citoyens... indignés par l'arrestation arbitraire de Louisa Hanoune, Secrétaire générale du parti des travailleurs, militante de la démocratie, des droits de femmes, de la souveraineté populaire, de la souveraineté nationale et contre toutes les formes d'ingérence extérieure et sa mise en détention provisoire par le Tribunal militaire de Blida depuis le 9 mai 2019 et mise dans un état d'isolement total, privée de toute visite, sans aucune information officielle sur les charges retenues contre elle, dénonçons cette incarcération qui touche un responsable politique et ce, quelque soit notre point de vue sur la politique du parti des travailleurs et de sa Secrétaire générale. Décidons de nous constituer en comité national pour la libération immédiate et inconditionnelle de Louisa Hanoune.

Cet acte antidémocratique qui criminalise l'action politique est dirigé aussi contre les millions d'algériennes et d'algériens engagés dans une révolution inédite pour le départ du système.

Nous appelons toutes les organisations et militants attachés à la démocratie de s'associer à cette initiative et/ou à prendre d'autres initiatives pour mettre fin à cette injuste et illégitime incarcération.

Comité national pour la libération de Louisa Hanoune

Alger ; le 11 Mai 2019

Rappel

Le 9 mai.

Louisa Hanoune a été placée en détention provisoire par le juge d'instruction près le tribunal militaire de Blida. Elle est accusée de "complot contre l'Etat" et "atteinte à l'autorité de l'armée", selon plusieurs chaînes de télévision privées.

<https://www.alg24.net/urgent-louisa-hanoune-placee-mandat-de-depot/>

Algérie – La Secrétaire générale du Parti des Travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a été placée en détention provisoire par le Juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida, a appris ALG24 de source sûre.

Elle a été transférée dans le centre pénitentiaire civil de Blida. Louisa Hanoune avait été entendue « dans le cadre de la enquête ouverte contre Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Saïd Bouteflika ». Ces derniers sont poursuivis pour « atteinte à l'autorité de l'Armée et complot contre l'autorité de l'Etat ». Mme Hanoune avait été ainsi convoquée pour être entendue concernant les faits.

Pour rappel, le juge d'instruction militaire près le tribunal militaire de Blida a ordonné le 5 mai courant, le placement en détention provisoire de Athmane Tartag, Mohamed Mediène et Saïd Bouteflika.

<https://www.jeuneafrique.com/772462/politique/algerie-louisa-hanoune-entendue-dans-lenquete-sur-said-bouteflika-et-les-generaux-toufik-et-tartag/>

La secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT), Louisa Hanoune, a été placée jeudi 9 mai sous mandat de dépôt par le tribunal militaire de Blida. Elle avait répondu le matin à une convocation du juge d'instruction dans le cadre de l'enquête pour « complot » impliquant Saïd Bouteflika et les généraux Toufik et Tartag.

Louisa Hanoune a été placée jeudi en fin d'après-midi sous mandat de dépôt par le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida, avoir été longuement auditionnée depuis le matin. « On ignore les motifs de son incarcération. Le bureau du juge nous a simplement demandé de lui ramener ses médicaments », confie Ramdane Taazibt, député du parti.

La patronne de ce parti d'opposition avait reçu mercredi une convocation du juge d'instruction pour se rendre au tribunal en qualité de témoin, a appris Jeune Afrique de sources internes au PT. « Elle a été convoquée comme témoin et non comme prévenue, explicitait un député du parti qui a souhaité garder l'anonymat. Elle a été appelée à témoigner en sa qualité de responsable politique. » « Elle s'y est rendue sereine », confiait un parlementaire de sa formation qui l'a accompagnée à Blida.

Saïd Bouteflika, frère cadet et conseiller de l'ex-président Bouteflika, ainsi que les généraux et ex-patrons du renseignement Mohamed Mediène, dit Toufik, et Athmane Tartag, alias Bachir, ont été placés sous mandat de dépôt ce week-end par le tribunal militaire de Blida, et inculpés pour « atteinte à l'autorité de l'armée » et « complot contre l'autorité de l'État ». Témoin des discussions sur le report de l'élection

La convocation de Hanoune a-t-elle un lien direct avec l'inculpation de Saïd, Toufik et Tartag ? « Louisa Hanoune se trouve jusqu'à présent [13h40 heure d'Alger] au tribunal militaire de Blida, où elle est entendue comme témoin, selon ce qui a été indiqué sur sa convocation », a confirmé en début d'après-midi un communiqué du PT. Une source proche de la Secrétaire générale (SG) précise que son audition est liée aux discussions qui avaient eu lieu en décembre dernier au sommet du pouvoir autour du report de l'élection présidentielle d'avril 2019, et de l'idée de prolonger le quatrième mandat du président Bouteflika.

<https://www.algeriepatriotique.com/2019/05/09/le-pt-qualifie-larrestation-de-louisa-hanoune-dune-derive-gravissime/>

Par Mounir Serraï – Le Parti des travailleurs (PT) a réagi à la mise en détention provisoire de Louisa Hanoune, dans l'affaire de Toufik, Tartag et Saïd Bouteflika.

Dans un communiqué sanctionnant la réunion du secrétariat permanent du bureau politique, le PT dénonce «une dérive gravissime, un acte de criminalisation de l'action politique indépendante et l'expression d'une volonté de mise au pas des militants et activistes par le pouvoir de fait». «Il s'agit là, ajoute le PT, d'une mesure contre le peuple algérien et sa mobilisation révolutionnaire entamée depuis le 22 février 2019». Le PT appelle à «l'abandon de toutes les charges retenues contre elle et à sa libération inconditionnelle».

Il en appelle «à toutes les Algériennes et à tous les Algériens, à ceux qui partagent ou non nos positions, pour s'opposer à cet acte antidémocratique qui est dirigé contre la révolution du 22 février». Pour le PT, «avec cette arrestation, c'est une nouvelle étape qui s'ouvre».

Cette formation politique précise que «Louisa Hanoune est mise en détention provisoire par le Tribunal militaire de Blida, aujourd'hui, après avoir répondu à une convocation du juge d'instruction comme témoin».

«Tous les Algériennes et Algériens savent que le Parti des travailleurs a combattu depuis sa fondation, en 1990, pour l'Assemblée constituante souveraine pour l'avènement de la démocratie véritable et pour la souveraineté populaire. Il n'a jamais dévié de cette ligne directrice de sa politique», ajoute ce parti qui rappelle s'être prononcé contre «le cinquième mandat d'Abdelaziz Bouteflika».

Le PT souligne aussi avoir décidé de «faire démissionner son groupe parlementaire de l'Assemblée populaire nationale», tout en s'exprimant «contre toutes les manœuvres visant à contourner la révolution populaire, exigeant le départ du système dont la prétendue transition qu'ils veulent faire déboucher sur la présidentielle du 4 juillet 2019». «C'est donc cela qui est reproché à Mme Louisa Hanoune», conclut le PT.

Sous couvert d'opposition virulente, Mme Hanoune a été accusée par ses détracteurs, dont une partie du mouvement actuel de contestation populaire contre le régime, de faire le jeu du « système » en participant aux élections, jugées largement frauduleuses, et en ménageant ses critiques contre le président Bouteflika. ouest-france.fr 10.05

Algérie : appel pour la libération de Louisa Hanoune

Le placement en détention provisoire le 9 mai dernier de Louisa Hanoune suscite de vives réactions à l'étranger, notamment en France. - Le Point Afrique (avec AFP) 17.05

Une « arrestation arbitraire qui suscite une légitime émotion ». C'est avec ces mots qu'un millier de personnalités françaises, militants politiques et syndicaux, défenseurs des droits de l'Homme, universitaires, ont signé un appel réclamant « la libération immédiate » de la cheffe d'un petit parti d'opposition algérien, Louisa Hanoune, inculpée de « complots » dans son pays, selon un communiqué. Cet appel a été signé notamment par l'ancien Premier ministre Jean-Marc Ayrault, le patron de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon, le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez et le président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, maître Henri Leclerc.

« Louisa Hanoune est connue partout depuis des années pour ses prises de position et son combat intransigeant en défense de la démocratie, des libertés, des droits des femmes et toujours du côté des peuples et des opprimés. Que l'on soit d'accord ou pas avec ses positions politiques, rien ne peut justifier sa mise en détention. NOUS DEMANDONS SA LIBÉRATION IMMÉDIATE », écrivent-ils.

La justice militaire a placé le 9 mai Mme Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT, trotskiste) en détention provisoire, après l'avoir inculpée de complots contre l'armée et l'État, dans un dossier visant Saïd Bouteflika et les ex-patrons des services secrets, les généraux Mohamed « Toufik » Mediene et Athmane « Bachir » Tartag, inculpés des mêmes chefs.

Frère cadet du président Abdelaziz Bouteflika, Saïd Bouteflika est accusé, lui, d'avoir renforcé ses pouvoirs depuis plusieurs années à mesure de la dégradation de l'état de santé de son frère, dont il était le « conseiller spécial », au point d'apparaître comme un « président bis ». La défense de Mme Hanoune a admis qu'elle avait participé à une réunion avec Saïd Bouteflika et « Toufik » le 27 mars, au lendemain d'une déclaration du chef d'état-major de l'armée demandant publiquement le départ du pouvoir du chef de l'État.

Députée depuis 1997, Mme Hanoune a été candidate aux trois dernières présidentielles algériennes, remportées au premier tour avec plus de 80 % des voix par M. Bouteflika. Ses détracteurs – dont une large part du mouvement de contestation actuel – accusent Mme Hanoune d'avoir fait durant 20 ans le jeu du « système », notamment en ménageant ses critiques contre Abdelaziz Bouteflika. Le Point Afrique (avec AFP) 17.05

<https://www.dzvid.com/2019/05/20/incarceration-de-louisa-hanoune-le-pt-appelle-a-la-solidarite/>

Le Secrétariat permanent du Bureau politique du Parti des travailleurs (PT), réuni ce lundi suite au refus du Tribunal de Blida de libérer Mme Louisa Hanoune, a lancé un appel aux Algériennes et aux Algériens dont voici le texte :

Le Tribunal militaire de Blida vient de rejeter, ce lundi 20 mai 2019, la demande de libération provisoire de Louisa Hanoune.

Louisa Hanoune est la première responsable d'un parti politique emprisonnée depuis l'avènement du multipartisme dans notre pays. Ce qui est reproché à Louisa Hanoune, c'est de vouloir « changer le régime ». Elle est emprisonnée pour des raisons politiques, pour ses positions politiques. Elle est donc une emprisonnée politique.

Des millions et des millions d'Algériennes et d'Algériens manifestent depuis le 22 février dans les 48 wilayas du pays et dans l'immigration pour changer le régime. Le maintien de Louisa Hanoune en détention est une menace contre tous ceux qui veulent changer le régime. Le régime en crise manœuvre et réprime en cherchant à se préserver, pour se maintenir.

La nouvelle demande de libération ne sera examinée que dans un mois par le tribunal militaire. Pas un jour de prison de plus pour Louisa Hanoune. Plus que jamais nous exigeons la libération de Louisa Hanoune. C'est là le moyen pour s'opposer à la répression et aux menaces contre les libertés.

Le Parti des travailleurs réaffirme son soutien à sa secrétaire générale Louisa Hanoune. C'est pourquoi nous appelons les Algériennes et les Algériens, les Partis politiques, les organisations syndicales, les organisations de défense des droits de l'homme, les associations et les militants de défense des libertés et de la démocratie... à intensifier la campagne pour la libération de Louisa Hanoune.

Le Secrétariat permanent du Bureau politique Alger, le 20 mai 2019

[Haut de page ↗](#)

---

Le 25 mai 2019

## CAUSERIE ET INFOS

J'actualiserai plus tard la rubrique *Documents d'actualité*.

● Au format pdf (16 pages)

Mystification, imposture, escroquerie politique, instrumentalisation, populisme, attentat, ils ont sorti le grand jeu !

Quand on compare le niveau de conscience des penseurs Marx et Engels il y a deux siècles à une vingtaine d'années près avec celui de nos contemporains les plus évolués, on se dit qu'approximativement 99% d'entre eux n'ont décidément pas progressé, ce qui devrait nous questionner, mais non, tout le monde ou presque s'en moque.

Marx, tout en reconnaissant les faiblesses de l'homme, affirma à juste titre qu'il était perfectible, autrement dit qu'il n'était pas parfait mais qu'il pouvait progresser, restait à savoir s'il en aurait la volonté et si aucun obstacle ne viendrait la contrecarrer, a fortiori il semblerait que ce soit le cas dès lors que sa condition s'était améliorée, force est de constater que ses faiblesses reprirent le dessus, oubliant d'où il venait et ignorant toujours où il allait, ignorant quelles en seraient les conséquences néfastes pour son avenir qui s'annonçait forcément des plus sombres. Quant à ceux dont la condition était épouvantable à travers le monde ou devant sa porte, il s'en foutait ! Constat accablant et effrayant.

Dans la situation inextricable dans laquelle nous sommes, il semble normal ou naturel d'aborder ce genre de sujets, aussi pénible et triste que ce soit.

A l'époque de Marx cette volonté s'exprima parce que le capitalisme remplissait une fonction historique progressiste, depuis que cette période s'est achevée, elle s'est ramollie au point de devenir inconsistante, et son destin se confond désormais avec celui du capitalisme voué à la déchéance ou à disparaître.

L'homme n'est pas parvenu à prendre conscience que sa condition était le produit d'un processus dialectique matérialiste historique, dont l'issue dépendrait de son orientation conditionnée par l'idéal qu'il portait, s'enrichir au détriment de la majorité, profiter à titre individuel des avantages ou du statut privilégié que la société lui concédait ou réaliser le bien commun de la collectivité humaine pour que chacun puisse s'épanouir individuellement, ce qu'on appelle aussi le socialisme.

Trente ans après la dislocation de l'URSS, plus individualiste que jamais, il a lié son sort au capitalisme avec son lot de médiocrités, d'hypocrisies, de malheurs, de souffrances injustes, inutiles et sans fin.

Toute tentative de plaquer à la réalité de la seconde moitié du XXe siècle et du début du XXIe siècle les enseignements du marxisme était vouée infailliblement à l'échec. Ce n'est pas le marxisme qui a failli, mais ceux qui s'en réclamaient.

### [Et si c'était l'inverse ? par Daniel Gluckstein - La Tribune des travailleurs 22 mai 2019](#)

C'est entendu : l'abstentionniste devra rendre compte. Quel que soit le résultat des élections européennes, son manque de sens civique et son ignorance de la démocratie en porteront la responsabilité. Ainsi accusent, en un remarquable consensus, tous les dirigeants politiques institutionnels, qui, de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'accordent, comme dans la fable de La Fontaine, pour crier : « Haro sur le baudet ! »

Et si c'était l'inverse ? Et si les abstentionnistes du 26 mai faisaient preuve d'une remarquable aspiration démocratique ?

Les médias, on le sait, ne sont pas en reste dans la croisade contre l'abstention. Journal capitaliste pourtant réputé sérieux, Les Échos consacrent deux pages à dresser « le bilan, solide, de la dernière législature du Parlement européen ».

Le lecteur y apprend qu'« à défaut de disposer d'un pouvoir d'initiative législative – réservé par les traités à la Commission européenne – le Parlement peut demander à la Commission qu'elle présente une proposition sur un sujet qui agite la société civile », à l'exception des domaines réservés que sont la fiscalité et la politique extérieure.

L'enjeu du vote du 26 mai consisterait donc à élire des gens dont le pouvoir se limite à demander sagement à d'autres personnages – les commissaires européens – de bien vouloir « présenter des propositions ». Lesquels commissaires européens sont libres de répondre ou non à cette sollicitation, selon qu'ils la jugent conforme ou non aux traités européens. Cerise sur le gâteau : selon Les Échos, le Parlement européen est « l'institution la plus démocratique du système européen » !

Faut-il dès lors s'étonner qu'une majorité de travailleurs, de jeunes, de chômeurs, de retraités s'abstienne ?

D'où la question : et si c'était l'inverse ? Et si l'abstention massive du 26 mai était porteuse d'une aspiration démocratique, consciente ou non\* ?

Chacun le sait : à l'instar de ce qui se passe en Algérie, mûrit dans notre pays l'exigence « Macron, dégage ! », mais aussi « Système, dégage ! ». Que demain soient convoquées des élections à une Assemblée constituante souveraine ; que cette assemblée, élue à la proportionnelle intégrale, ait tous pouvoirs, par exemple, de bloquer les privatisations et de rétablir les monopoles publics des chemins de fer, de l'énergie et de La Poste ; et de rouvrir les classes fermées dans les écoles et les services dans les hôpitaux ; et d'abroger les contre-réformes des retraites, de la santé, de Blanquer et de la fonction publique... Et alors, on verra si l'abstention restera massive, ou si, convaincus de désigner des délégués porteurs d'un mandat conforme à leurs intérêts, les travailleurs et les jeunes ne seront pas alors les premiers à se mobiliser, y compris par le vote.

Telle est l'issue démocratique pour laquelle agissent les militants engagés dans la construction d'un parti ouvrier, le POID.

\* Aspiration démocratique portée tout autant par ceux qui, contre Macron, iront voter quand même et sans illusions pour des listes issues du mouvement ouvrier et démocratique.

### [La mascarade de l'Union européenne par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 mai 2019](#)

Extraits.

Pour Thierry Meyssan, les Européens sont aveugles parce qu'ils ne veulent pas voir. Ils persistent à croire que l'Union européenne, c'est la paix et la prospérité, malgré les échecs incontestables dans ces deux domaines. Ils s'imaginent une opposition intérieure entre patriotes et populistes, alors que ces deux groupes se placent sous la protection du Pentagone contre la Russie. La stratégie internationale de l'après-Deuxième Guerre mondiale se poursuit à leur détriment, sans qu'ils en aient conscience.

Thierry Meyssan - Les États-Unis ont décidé de confier la présidence de la Commission à Manfred Weber avec la mission de saboter l'approvisionnement de l'Union européenne en hydrocarbures russes. Sa première bataille sera pour faire stopper les travaux de construction du pipe-line Nord Stream 2, malgré les milliards d'euros déjà engagés et malgré les milliards qu'il permettrait d'économiser.

Pour que le Parlement élise démocratiquement Weber, il n'est pas nécessaire qu'il soit soutenu par une majorité de parlementaires. Il suffit que son groupe, le PPE, arrive en tête. Washington a donc préparé une assemblée dominée par le Parti populaire européen (PPE) puis, en seconde position, par l'Europe des nations et des libertés (ENL).

Steve Banon a été envoyé pour conseiller Matteo Salvini et créer une poussée des partis identitaires (mais pas des indépendantistes). Il a veillé à ce que l'ENL ne puisse emporter la majorité.

- Pour cela, malgré les efforts de Salvini, le parti polonais Droit est Justice a été persuadé de rester au sein des Conservateurs et réformistes européens (CRE) en échange d'une augmentation « significative » des soldats US sur son sol.

- Donald Trump a reçu, le 13 mai, le Hongrois Viktor Orbán à la Maison-Blanche et l'a enjoint de maintenir son parti au PPE en échange d'armes et de gaz naturel.

- Enfin une vidéo a fuité à la presse allemande. Elle montre Heinz-Christian Strache, le chef du Parti de la liberté autrichien (FPÖ) se faire corrompre. Cette vidéo est ancienne, elle a été mise en scène et filmée par une femme se présentant comme une agente russe, mais qui selon toute vraisemblance est une agente de la CIA.

Contrairement à ce que ressasse la presse, il n'y a aucune opposition sur le fond entre le Parti populaire européen (PPE) et l'Europe des nations et des libertés (ENL). Tous s'entendent sur la tutelle de l'Otan, laquelle implique l'essentiel des décisions politiques. Il y a juste une répartition des rôles.

La propagande officielle pour la tenue de l'élection ne cesse de répéter que « L'Europe, c'est la paix et la prospérité ». Or, ce slogan est incompatible avec la mission anti-Russe de l'Union européenne.

- En fait de paix, l'Union n'a pas été capable de libérer Chypre, toujours occupée depuis 1974 (mais qui n'a adhéré à l'Union qu'en 2004). L'armée turque occupe un tiers du territoire et a créé une autorité de collaboration sous le nom de « République turque de Chypre-Nord ». Les Chypriotes qui y vivent n'ont pas pu être inscrits sur les listes électorales du Parlement. Non seulement Bruxelles ne moque de leur sort, mais déroule le tapis rouge au président turc, Recep Tayyip Erdogan, qu'il arrose de milliards de subvention. Il est vrai que la Turquie est membre de l'Otan.

- En fait de prospérité, l'Union —qui n'a pas attendu l'affaire de Nord Stream 2— a déjà tellement bien appliqué la stratégie US que l'Union stagne quand le reste du monde se développe. Durant la décennie ayant suivie la crise financière de 2008, la Chine a connu une croissance de +139%, l'Inde de +96%, les États-Unis de +34%, mais l'Union européenne a décliné de -2%.

La campagne électorale se poursuit à l'échelle des États-membres puisqu'il n'y a toujours pas de sentiment européen. Il n'y a donc pas de parti politique à l'échelle européenne, mais des unions de partis politiques de chaque État. Il n'y a pas non plus de journée électorale unique, mais des élections distinctes sur 4 jours selon les traditions nationales.

L'abstention devrait être massive, les électeurs ayant le sentiment diffus que tout cela n'est ni clair, ni honnête. Plus de la moitié des électeurs boycotteront les urnes (bien que dans certains pays le vote soit obligatoire). Par conséquent, même si les procédures

de vote sont parfaitement démocratiques, le résultat ne pourra pas représenter la volonté de l'ensemble du corps électoral. Il ne sera donc pas démocratique. Manfred Weber sera élu par une minorité du Parlement, lui-même élu par une minorité des électeurs. Réseau Voltaire 24 mai 2019

LVOG - Les eurodéputés qui seraient élus en obtenant 20% des suffrages exprimés, sur la base d'une abstention de 60%, en réalité ils ne représenteraient que 8% de l'ensemble des électeurs ou moins encore en comptant les votes blancs et nuls, ceux qui auraient obtenu 10% seraient en fait à 4%, et quant à ceux qui seraient élus au tour de 5%, ils auraient été élus - démocratiquement, sans rire, par 2,5% du corps électoral.

C'est ainsi que le Parlement européen représentera en tout état de cause une infime minorité de la population, et il n'aura aucune légitimité pour statuer sur le sort des peuples de l'Union européenne.

Il fallait dire clairement que cette élection était une funeste mascarade destinée à associer les travailleurs de l'UE aux mesures antisociales et liberticides qui seront adoptées contre eux par la Commission européenne, via l'oligarchie anglo-saxonne ou le Pentagone, et que l'ensemble des chefs d'Etat des 27 ou 28 pays de l'UE appliqueront à la lettre sous peine de sanctions.

### [Climat. En famille. Mysification et instrumentalisation.](#)

Marches mondiales pour le climat - euronews 24.05

Des marches pour le climat étaient organisées ce vendredi un peu partout dans le monde, de Sidney à Paris en passant par Bruxelles et Rome. euronews 24.05

A J-3 des Européennes, Macron réunit le premier "Conseil de défense écologique" - AFP 23.05

"Sur l'écologie, le temps n'est plus à la parole", a déclaré Emmanuel Macron en ouvrant jeudi le premier Conseil de défense écologique (CDE), dénoncé par une partie de l'opposition comme une tentative d'attirer les électeurs à trois jours des élections européennes. AFP 23.05

Mélenchon: "Il faut déclarer l'état d'urgence climatique" - AFP 23.05

Le leader de La France Insoumise Jean-Luc Mélenchon dit qu'il "faut déclarer l'état d'urgence climatique", lors d'un passage à Marseille pour dénoncer le tourisme de masse et la pollution qu'il engendre. AFP 23.05

### [Otan de la tyrannie.](#)

Theresa May: un mauvais casting pour une mission impossible - AFP 24.05

Theresa May démissionnera le 7 juin - Reuters 24.05

### [UE : Sauve qui peut en famille !](#)

Macron et BHL, le déjeuner-surprise - LePoint.fr 20.05

Ce mardi 21 mai, Emmanuel Macron recevra à déjeuner à l'Élysée une douzaine d'écrivains. Tous ont signé en janvier le manifeste des patriotes européens rédigé par Bernard-Henri Lévy et intitulé « Il y a le feu à la maison Europe » : « Attaquée de l'intérieur par des mauvais prophètes ivres de ressentiment et qui croient leur heure revenue, lâchée, à l'extérieur, outre-Manche et outre-Atlantique, par les deux grands alliés qui l'ont, au XXe siècle, deux fois sauvée du suicide, en proie aux manœuvres de moins en moins dissimulées du maître du Kremlin, l'Europe comme idée, volonté et représentation est en train de se défaire sous nos yeux », peut-on lire dans ce texte paru dans le journal Libération. LePoint.fr 20.05

Mimétisme

Européennes: Bernard Henri-Lévy fustige les "caïds populistes" - Reuters 21.05

Ferrand et d'ex-présidents de l'Assemblée fustigent "les populistes" - Reuters 21.05

Européennes : Macron appelle à la "mobilisation générale" contre l'abstention - L'Express.fr 22.05

Chacun doit dire "autour de soi qu'il faut aller voter", a lancé le président de la République en Conseil des ministres, rapporte

Sibeth Ndiaye. L'Express.fr 22.05

Edgar Morin : « Il faut sauver notre baraque européenne ! » - LePoint.fr 22.05

À quelques jours du scrutin, le sociologue et ancien résistant appelle à un sursaut face à la montée des anti-européens. LePoint.fr 22.05

Par "devoir citoyen", des détenus de Fleury-Mérogis vont voter en prison - AFP 22.05

"Ça prouve qu'on n'est pas mis de côté": par "devoir citoyen", des détenus votaient jusqu'à mercredi à la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis (Essonne) comme dans les autres prisons françaises, une grande première à l'occasion des européennes. AFP 22.05

Une application aide les indécis à choisir pour qui voter aux européennes - L'Express.fr 22.05

Les programmes des partis et mouvements politiques engagés dans la campagne ont été passés au peigne fin pour vous aider à faire le tri. L'Express.fr 22.05

En famille. Quand les syndicats cautionnent l'Union européenne à l'origine des mesures antisociales qu'ils prétendent combattre.

Européennes : CGT et CFDT appellent à faire "barrage à l'extrême droite" - Reuters 23.05

La CGT appelle à voter aux Européennes - AFP 21.05

La CGT a appelé mardi les électeurs à voter le 26 mai aux élections européennes et, sans donner de consigne précise de vote, "à ne pas se laisser duper" par les partis d'extrême droite. (Par LREM passe encore, puisque la CGT ne le caractérise pas d'extrême droite. - LVOG)

"La lutte revendicative, l'exigence sociale et le combat pour un monde de justice et de paix doit se traduire dans les urnes", ajoute-t-elle, affirmant que "s'abstenir, c'est laisser d'autres et, en premier lieu le patronat et les tenants du libéralisme économique, continuer d'inscrire l'Europe et notre avenir dans la spirale de la régression sociale et économique". (Le double langage habituel. Et puis, il faut rappeler que le Parlement européen n'a pas le pouvoir de proposer et encore moins celui d'adopter une loi, c'est la Commission européenne et le Conseil de l'Europe, donc les chefs d'Etat qui détiennent ce pouvoir. L'élection au Parlement européen sert à cautionner les futures décisions que prendra la Commission européenne des banquiers et des multinationales. - LVOG)

La semaine dernière, Laurent Berger, le numéro un de la CFDT, première organisation syndicale de France en termes de représentativité, avait appelé à la mobilisation le 26 mai.

"Nous ne donnerons pas de consigne de vote si ce n'est celle de combattre les replis nationalistes et xénophobes", avait-t-il dit. "Nous rejetons toutes ces listes qui prônent une sortie de l'Europe".

Laurent Escure, le secrétaire général de l'Unsa, l'Union nationale des syndicats autonomes, a aussi appelé les salariés à participer aux élections européennes pour "défendre la construction d'une Europe démocratique, sociale et écologique" et "dire non aux replis nationalistes ou aux choix haineux qui, en défaisant l'Europe, sacrifieraient les travailleurs". AFP 21.05

LVOG - Des syndicats ouvriers ? Les syndicats se situent ouvertement au côté de la réaction contre les travailleurs. Dès lors comment doit-on les caractériser ? Quelle doit en être la signification politique ? Quel enseignement politique en tirer ? Aucun, répondront nos dirigeants aussi corrompus. Dans ces conditions le pire est encore à venir ou il n'y a rien à espérer dans un avenir proche, ni même au-delà, puisque tout le monde semble s'en accommoder.

L'UE : Un cauchemar totalitaire.

«L'impression d'être dans 1984» : des youtubeurs parlent du «voyage d'étude» organisé par l'UE - RT 22 mai 2019

La Commission européenne organisait au mois d'avril 2019 un «voyage d'étude» auquel étaient conviés des influenceurs du net, parmi lesquels plusieurs youtubeurs spécialisés dans l'actualité politique.

Comme le rapporte Marianne, la Commission européenne cherchait ainsi à convaincre ces figures des réseaux sociaux de «parler davantage d'Europe» et surtout de porter un «récit positif» autour de l'Union européenne. Au menu : visite des

institutions européennes et séminaires visant à «déconstruire» les idées reçues sur l'UE...

Tatiana Ventôse et Tommy Lasserre, deux représentants de la chaîne YouTube «Le fil d'actu» (qui a publié un reportage à charge sur cette aventure), figurent parmi les participants qui ont pu goûter à cette expérience européenne. Ils ont accepté de livrer leur témoignage à RT France.

«J'avais l'impression d'être dans 1984 ou en URSS sur la fin, où des fonctionnaires armés de bonnes intentions [...] nous expliquaient que "la désinformation, ce sont des faits avérés et réels, utilisés pour porter un propos politique qui va à l'encontre des politiques promues l'Union européenne"», décrit Tatiana Ventôse, avant de relater l'argumentaire de ses interlocuteurs, qui lui auraient expliqué que «tout ça [était] organisé par la Russie».

Tommy Lasserre rapporte pour RT un autre élément, concernant le discours européen sur la concurrence au sein de l'UE : «L'idée reçue qu'ils ont essayé de défaire, c'est pas que l'Europe met en place la concurrence à l'échelle globale», faisant au contraire valoir que «la concurrence c'est bien». RT 22 mai 2019

### [Il y a 39 ans, la mystification ou l'escroquerie politique avait déjà pris fin...](#)

Le clivage gauche-droite n'est pas mort, la preuve ! - LePoint.fr 22 mai 2019

Sa récusation est pourtant ancienne, si l'on en croit une importante étude dédiée aux valeurs de la France : de 1980 à 1991, entre 55 % et 60 % des Français estimaient que ce clivage n'était pas pertinent.

L'étude indique également que les jeunes se positionnent un peu plus à gauche. Le positionnement à droite augmente avec le niveau de revenu. LePoint.fr 22 mai 2019

LVOG - Pour ne pas avoir voulu en tenir compte, voilà ce qui est advenu... Et ne dites pas que vous le ne saviez pas, cela s'adresse à nos braves dirigeants...

### [La stratégie du chaos et de la terreur.](#)

Aux États-Unis, 60% des managers hommes ont peur de travailler avec des femmes - slate.fr 20 mai 2019

Un an et demi après le début du mouvement #MeToo, les organismes LeanIn.org et SurveyMonkey viennent de publier une étude sur les relations entre hommes et femmes sur leur lieu de travail dans les mois ayant suivi cette vague de libération de la parole.

Les résultats sont sans appel: 60% des supérieurs masculins se disent mal à l'aise dans la collaboration, la socialisation ou l'interaction avec des collègues féminines. Une augmentation de 32% par rapport à l'an dernier. Les hommes interrogés déclarent avoir peur que leur comportement soit jugé inconvenant ou d'être accusés à tort de harcèlement ou d'agression sexuelle. En parallèle, le harcèlement sexuel reste omniprésent sur le lieu de travail, 57% des femmes déclarant en avoir été victimes depuis le début de leur carrière. slate.fr 20 mai 2019

### [Ils osent tout.](#)

Macron défend son bilan et appelle à voter dimanche - Reuters 20.05

A six jours des élections européennes, Emmanuel Macron défend son bilan dans une interview à paraître mardi et appelle les Français à aller voter pour contrer ceux "qui ne veulent que détruire", ciblant une nouvelle fois les partis nationalistes dont il souligne la "connivence" avec "des intérêts étrangers".

"Quand je regarde les choses, le chômage est au plus bas depuis dix ans, le pouvoir d'achat n'a jamais augmenté de cette manière depuis douze ans, l'investissement productif repart, les emplois industriels sont recréés... il n'y a pas à rougir de notre bilan, même s'il faut aller plus loin", ajoute-t-il. Reuters 20.05

Raphaël Glucksmann : "On sera à beaucoup plus de 5%" - Yahoo actu 20.05

Roland Ries : « Il faut ré-enchanter l'Union européenne » - LePoint.fr 24.05

Le maire socialiste de Strasbourg déplore que l'Europe de demain ne soit pas abordée et appelle les nations à retrouver la dimension politique originelle de l'Union. LePoint.fr 24.05

La finance, mon ennemi !

Yannick Jadot (EELV) : "L'écologie que je porte, elle combat le capitalisme financier" - Franceinfo 20.05

Eux aussi ils nous refont le même coup !

Européennes: Mélenchon et Aubry (LFI) veulent "passer devant LR" pour "ouvrir une alternative" - AFP 20.05

Un attentat avant chaque élection ou adoption d'une loi liberticide, étrange coïncidence, non ?

Européennes: la campagne se termine, bousculée par l'explosion à Lyon - AFP 24.05

L'attaque de Lyon en toile de fond de l'ultime meeting de LaRem - Reuters 24.05

Après l'explosion à Lyon, Castaner annonce un renforcement de la sécurité - Le HuffPost 24.05

Journalistes convoqués par la DGSJ: Macron invoque la sécurité nationale - Le HuffPost 24.05

République tchèque: le Premier ministre milliardaire favori aux Européennes - AFP 24.05

Bardella appelle les électeurs de LR, de LFI et de Dupont-Aignan à voter RN - AFP 24.05

La Russie s'est bien immiscée dans les dernières élections européennes - Slate.fr 24.05

La culture de la haine est innée chez eux !

Et si les parents n'avaient pas d'influence sur leurs enfants - LePoint.fr 20.05

On prête à l'éducation des enfants par les parents une influence qu'elle n'a pas : notre personnalité est en effet en grande partie le fruit de nos gènes.

LePoint.fr- Ce n'est tout simplement pas une bonne politique personnelle que de partir du principe que toutes les personnes que vous croiserez dans votre vie vous voudront du bien. LePoint.fr 20.05

LVOG - De la part de gens qui vous veulent du mal, c'est logique !

Les prédateurs l'ont décrété.

Journée mondiale des abeilles : une espèce fortement menacée - euronews 20.05

Parole d'esclavagistes

Cuba accusée d'esclavagisme devant la CPI - LePoint.fr 20.05

Deux ONG dénoncent les conditions de travail de centaines de milliers de travailleurs cubains, dont beaucoup de médecins, envoyés en mission à l'étranger. LePoint.fr 20.05

Multirécidivistes.

Syrie: Washington soupçonne Damas d'attaque chimique, menace de représailles - AFP 21.05

[Bienvenue chez les "sadiques".](#)

Vincent Lambert : la cour d'appel ordonne la reprise des soins - euronews 20 mai 2019

Coup de théâtre dans l'affaire Vincent Lambert : la cour d'appel de Paris, saisie par les parents du malade, a ordonné ce lundi soir le rétablissement des traitements visant à le maintenir en vie , traitements qui avaient été interrompus lundi matin.

La cour d'appel a finalement suivi l'avis du Comité international des droits des personnes handicapées , qui s'était prononcé le 3 mai pour le maintien de l'alimentation et l'hydratation de Vincent Lambert, tétraplégique est en état végétatif.

Un rassemblement s'est tenu ce week-end aux abords du CHU de Reims pour réclamer son maintien en vie.

La famille même de Vincent Lambert s'est déchirée sur la question , qui a incarné tout un débat sur l'euthanasie en France depuis dix ans. Sa mère parlait ce lundi soir d'une "très grande victoire", tandis que son neveu François qualifiait lui la décision de "sadisme pur". euronews 20 mai 2019

La colère de la mère de Vincent Lambert après l'arrêt des soins: "Ce sont des monstres!" - BFMTV 20.05

Affaire Vincent Lambert : mobilisation contre l'arrêt programmé des soins - euronews 20.05

En France, une manifestation était organisée ce dimanche après-midi à Reims, devant l'hôpital qui accueille Vincent Lambert. Les personnes présentes s'opposent à l'arrêt des soins prodigués à cet homme, victime d'un accident de la route, et qui se trouve dans un état végétatif depuis... euronews 20.05

Jordan Bardella "choqué" par l'arrêt des soins de Vincent Lambert - AFP 20.05

La tête de liste RN aux élections européennes Jordan Bardella s'est dit lundi "choqué" par la décision de justice prévoyant cette semaine l'arrêt des soins de Vincent Lambert, patient dans un état végétatif depuis dix ans. AFP 20.05

Vincent Lambert: Marion Maréchal sort de sa réserve et dénonce une "euthanasie" - Le HuffPost 20.05

Vincent Lambert : "Il n'y a pas de vie indigne d'être vécue", estime François-Xavier Bellamy - Franceinfo 20.05

LVOG - Alors que ces salopards sont complices de millions de morts à travers le monde causés par leurs guerres ou la pauvreté... Leur humanisme est bien la politesse des salauds, et le mot est faible !

### [Le "point de rupture" de la civilisation humaine a été atteint, va-t-elle sombrer définitivement dans la barbarie ?](#)

«Un point de rupture jamais atteint» : le président de SAMU-Urgences de France écrit au gouvernement - RT 22 mai 2019

François Braun, le président de SAMU-Urgences de France, a écrit ce 21 mai une lettre adressée à Agnès Buzyn, ministre des Solidarités et de la Santé, dans laquelle il lui demande de prendre des engagements en faveur des services urgentistes, en particulier à l'approche de la période estivale, ne cachant pas ses inquiétudes.

«Les structures de Médecine d'urgence (services des urgences, Samu-Centre 15, Smur) sont à un point de rupture jamais atteint», explique l'auteur de la lettre avant de dresser un sombre tableau de la situation, dénonçant notamment une «saturation des services et des personnes».

Contacté par RT France, Jean-Marie Godard, auteur du livre Bienvenue aux urgences édité en mars 2019, étaye ces engagements attendus par la profession. «Il faut arrêter de fermer des lits», explique par exemple le journaliste. Il évoque une situation courante : «Il arrive que des urgentistes passent deux heures au téléphone pour trouver un lit d'hospitalisation dans leur établissement [...] Le problème du service des urgences c'est qu'il prend l'impact de tout ce qui dysfonctionne dans les prises en charge des autres services», raconte-t-il. «Il y a aussi des demandes d'embauche de personnel, d'augmentation des salaires et de primes», ajoute Jean-Marie Godard.

Dans sa missive, le président de SAMU-Urgences de France appelle les personnels urgentistes à un arrêt symbolique du travail «pendant cinq minutes le 28 mai», pour témoigner de l'exaspération de la profession, «conscient[e] de [ses] responsabilités envers les patients».

Jean-Marie Godard commente l'aspect symbolique d'une action qui mécaniquement, ne pourra être menée que par du personnel en mesure de prendre une pause. «Les personnels urgentistes, excepté le personnel administratif, ne peuvent pas arrêter le travail sans mettre en danger la population», explique-t-il pour contextualiser ce qu'il qualifie de «grèves sparadrap».

Témoin des conditions de travail difficiles qui caractérisent la profession, l'auteur de Bienvenue aux urgences juge que les personnels urgentistes souffrent généralement d'un manque d'anticipation à grande échelle. Il rappelle alors que le 16 janvier dernier, quelque 14 chefs de service hospitalier avaient publié une tribune à ce sujet afin de réclamer «un grand plan pour les urgences pour mieux gérer le flux des patients».

Après les appels de plusieurs syndicats dans le milieu hospitalier, les grèves aux urgences se sont multipliées sur le territoire français. Plusieurs rassemblements ont par exemple eu lieu le 19 mai, dont un devant la mairie de Paris. RT 22 mai 2019

---

## INFOS EN BREF

### POLITIQUE

#### Arabie saoudite

L'Arabie saoudite était informée à l'avance des attentats au Sri Lanka - Réseau Voltaire 21 mai 2019

La police du Sri Lanka a arrêté un prédicateur wahhabite, Mohamed Aliyar, directeur du Centre de guidance islamique de Kattankudy, ville de l'Est à majorité musulmane.

Il serait lié à Zahran Hashim, le chef de l'opération conduite par Daesh à Pâques et qui a coûté la vie à près de 270 personnes et blessé plus de 500.

Le Centre de guidance islamique, que fréquentait le chef local de Daesh, est financé par les dons des camarades de classes islamiques à Riyad de Mohamed Aliyar.

Le journal libanais, édité par le Hezbollah, Alahed News, a publié le fac-similé d'un câble du ministre des Affaires étrangères saoudien à son ambassadeur au Sri Lanka. Il est daté du 17 avril 2019. On peut y lire :

« Urgent — Top secret

À Son Excellence l'ambassadeur Abdul Nasser bin Hussein al-Harethi

Vous devez prendre immédiatement les mesures suivantes :

- 1° Vous devez supprimer tous les documents, les données informatiques et la dernière correspondance avec des membres et des groupes nationaux et étrangers, vous devez en plus imposer un couvre-feu pour le personnel de l'ambassade sauf si [un voyage] est nécessaire ;

- 2° Vous devez informer tous ceux qui se rattachent au Royaume d'Arabie saoudite, notamment les conseillers, les forces de sécurité et les services de Renseignement, d'éviter toute présence dans des lieux publics et surpeuplés, notamment des églises au cours des trois prochains jours, en particulier celui de Pâques chrétien ;

- 3° Vous devez envoyer régulièrement des nouvelles écrites à propos des autorités sri-lankaises et de leurs points de vue à ce ministère.

Signé : Ibrahim bin Abdul Aziz al-Assaf, ministre des Affaires étrangères »

Les attentats ont eu lieu le 21 avril 2019.

La chaîne de télévision officielle saoudien, Al-Arabiya, avait annoncé le 1er février 2014, que Daesh était dirigé par le prince Abdul Rahman al-Faiçal (frère du ministre des Affaires étrangères de l'époque).

Suite au discours de Riyad du président Donald Trump, l'Arabie saoudite avait retiré son soutien aux organisations jihadistes. Cependant, on avait vu avec l'affaire du « Mouvement pour la Foi », dénommé par la propagande britannique « Armée du salut des Rohingyas de l'Arakan », que l'Arabie saoudite dirigeait le terrorisme rohingya au Myanmar, en 2017. Depuis lors, de nombreuses informations non vérifiées font état d'une reprise en main des jihadistes par Riyad. Réseau Voltaire 21 mai 2019

#### Inde

LVOG - Un ex-milicien nationaliste d'extrême droite va continuer de gouverner l'Inde.

## Les nationalistes hindous de Modi consolident leur emprise sur l'Inde - AFP 24 mai 2019

Le Premier ministre indien Narendra Modi a remporté une victoire écrasante jeudi qui a confirmé la domination de son parti nationaliste hindou à l'issue des élections législatives.

Selon des chiffres actualisés dans la soirée au fil du dépouillement encore en cours, le BJP de M. Modi était en passe d'accentuer encore sa victoire avec 303 sièges - une majorité absolue - sur 543 députés élus pour 5 ans à la chambre basse du Parlement, à l'issue d'un scrutin gigantesque étalé sur six semaines.

Principale formation d'opposition, le Congrès devrait remporter seulement une cinquantaine de circonscriptions, une douche froide pour ce parti clé de la politique indienne depuis l'indépendance en 1947. Son leader Rahul Gandhi a reconnu la défaite et félicité M. Modi

Le BJP détenait précédemment 284 sièges, et ce sera la première fois en cinq décennies qu'un Premier ministre sortant sera reconduit avec une majorité renforcée.

Pratiquant une ultra-personnification du pouvoir et doté d'un sens politique aiguisé, Narendra Modi avait fait de ces législatives un quasi-plébiscite. Cet adepte d'une gouvernance par coups d'éclat (bombardement au Pakistan, démonétisation surprise de billets...) avait axé sa campagne sur un discours sécuritaire anxiogène, s'érigeant en défenseur de la nation.

"Il a amené le programme nationaliste hindou dans chaque foyer. Il a dit que le pays était en danger à cause du Pakistan et les gens l'ont cru", analyse Hemant Kumar Malviya, professeur de sciences politiques à l'université hindoue de Varanasi.

67% des 900 millions d'électeurs indiens se sont exprimés pour ces 17e législatives depuis l'indépendance. (Alors que le vote est quasi obligatoire en Inde. - LVOG)

Le BJP a infligé au Congrès l'une des pires défaites de son histoire, cinq ans après l'humiliation de 2014, qui risque de plonger la formation fondée en 1885 dans une nouvelle crise.

Preuve du séisme: Rahul Gandhi a même perdu la circonscription familiale d'Amethi, dans l'Uttar Pradesh (nord), l'un des bastions traditionnels des Nehru-Gandhi. Il siègera tout de même au Parlement car il se présentait en parallèle dans une circonscription du Kerala (sud).

Le Congrès avait fait de la lutte contre la pauvreté un des grands axes de sa campagne électorale. Il promettait notamment un revenu minimum garanti pour 50 millions de foyers s'il remporte les législatives.

Rahul Gandhi "semble s'accrocher aux idées socialistes de sa grand-mère (Indira Gandhi) et ne réalise pas que les gens ont changé, même les pauvres ont changé", estime à cet égard le commentateur politique Parsa Venkateshwar Rao. AFP 23 et 24 mai 2019

LVOG - En Inde aussi la majorité des classes moyennes et des couches supérieures de la classe ouvrière ont viré à l'extrême droite.

Le revenu minimum garanti que Rahul Gandhi s'était engagé à adopter devait concerner au total en comptant les composantes d'un foyer indien incluant au minimum deux enfants et deux parents âgés à charge entre 300 et 400 millions de travailleurs indiens parmi les plus pauvres. Dans mon entourage, je ne connais personne qui ait voté pour le parti de Modi qu'ils honnissent.

## Algérie

En Algérie, l'armée dit "non" aux principales demandes de la contestation - AFP 20.05

Homme fort de facto de l'Algérie, le chef d'état-major de l'armée a opposé lundi une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation: le report de la présidentielle et le départ des figures du "système politique" en place.

Bien que légalement dénué de tout pouvoir décisionnaire, le général Ahmed Gaïd Salah est considéré par les observateurs comme celui qui donne le "la" depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika, sous la pression conjuguée de la rue et de l'armée.

Ses interventions régulières, qui contrastent avec le mutisme et la transparence médiatique du chef de l'Etat par intérim Abdelkader Bensalah et du Premier ministre Noureddine Bedoui, sont scrupuleusement écoutées.

Le chef d'état-major de l'armée a également appelé à "accélérer la création et l'installation de l'instance indépendante pour l'organisation et la supervision" du scrutin, prévue par la Constitution.

Replacée au centre du jeu politique, l'armée appelle depuis au respect de ces délais constitutionnels alors que le mouvement de contestation exige avant tout scrutin la mise sur pied d'institutions de transition ad hoc pour réformer le pays, ainsi que le départ de l'ensemble des acteurs du "système".

"L'exigence du départ collectif de tous les cadres de l'Etat, sous prétexte qu'ils représentent les symboles du système" est "une revendication (...) irraisonnable, voire dangereuse et malveillante, qui vise à déposséder les institutions de l'Etat de ses cadres", a affirmé le général.

Un temps vu comme un allié de la contestation pour son rôle dans le départ de M. Bouteflika, après en avoir été un soutien indéfectible durant 15 ans, le général Gaïd Salah est depuis plusieurs semaines la cible des manifestants pour son refus de sortir du cadre de la Constitution.

"La tenue des élections est le seul moyen de garantir la pérennité du système" au pouvoir en Algérie, a expliqué à l'AFP Mohamed Hennad, ancien enseignant en sciences politiques à l'Université d'Alger, pour qui "le système est prêt à aller droit dans le mur".

De sérieuses interrogations subsistent sur la viabilité d'un scrutin dont les électeurs manifestent chaque semaine pour en demander le report. Aucun candidat d'envergure ne s'est publiquement manifesté à quelques jours de la date-limite du dépôt des dossiers, pas même au sein des partis de la coalition ayant soutenu M. Bouteflika.

Seuls trois petits partis ont pour l'heure retiré des dossiers de candidatures, selon le ministère de l'Intérieur.

"Il est impossible d'organiser ces élections: le socle électoral est dans la rue" et "celui qui se présente à une présidentielle organisée" par le pouvoir actuel "est fini" politiquement, estime Moussaab Hammoudi, chercheur doctorant à l'Ecole des Hautes études en Sciences sociales (EHESS) à Paris.

Les personnalités sollicitées par le pouvoir pour se présenter ont toutes décliné, selon plusieurs observateurs.

Le général Gaïd Salah "s'entête dans cette solution", probablement "poussé par son entourage, les autres généraux", qui s'accrochent aux délais pour ne pas tomber dans "la configuration du coup d'Etat si les échéances passent", ajoute le chercheur.

L'armée "a peur d'une période de transition" réclamée par les protestataires car, alors, elle "va devoir rendre le pouvoir aux civils" et "sortira du jeu politique", poursuit M. Hammoudi.

Difficile de savoir de quelle marge de manoeuvre dispose l'armée si la présidentielle ne pouvait pas être organisée: "On ne sait pas (...) s'il (Gaïd Salah) donne des ordres ou des conseils. Donner des ordres au peuple ne fait pas partie de ses compétences, quant aux conseils il peut les donner directement aux personnes visées", souligne M. Hennad.

Lundi, le chef d'état-major a appelé à faire "émerger de vrais représentants" qui transmettront "les revendications populaires dans le cadre d'un dialogue (...) avec les institutions de l'Etat". Un dialogue dont l'armée ne sera pas "partie prenante", a-t-il assuré.

Algérie: les étudiants dans la rue, nouvelles mises en garde de l'armée - AFP 21 mai 2019

Etudiants et enseignants ont manifesté mardi en Algérie contre la tenue le 4 juillet de l'élection présidentielle, soutenue par le chef d'état-major de l'armée qui a mis en garde la contestation contre les auteurs de "plans pernicieux".

A Alger, un fort déploiement policier a empêché les manifestants de se rassembler sur le parvis de la Grande Poste, point de ralliement de la contestation dans le centre de la capitale, et de se diriger vers l'Assemblée nationale et le tribunal, étapes prévues du cortège.

Les étudiants se sont donc rendus devant le Palais du gouvernement, siège des services du Premier ministre et du ministère de l'Intérieur, bouclé par les forces de l'ordre.

Devant le bâtiment, de brèves échauffourées ont éclaté entre étudiants et policiers qui ont fait usage de matraques et gaz lacrymogène. Les manifestants ont finalement fait demi-tour et ont défilé jusqu'en milieu d'après-midi dans les rues du centre d'Alger, selon un journaliste de l'AFP.

"Pas d'élections, bande de mafieux", "un Etat civil, pas un Etat militaire", ont-ils notamment scandé. Plusieurs slogans ont visé directement le chef d'état major de l'armée, le général Ahmed Gaïd Salah, appelé à "dégager" ou qualifié de "traître".

Selon plusieurs médias algériens, dont l'agence de presse officielle APS, des étudiants ont aussi manifesté dans au moins une douzaine de villes universitaires, notamment à Oran et Constantine, 2e et 3e villes du pays.

Devenu de facto l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika après 20 ans au pouvoir, sous les pressions de la rue et de l'armée, le général Gaïd Salah a appelé les Algériens à faire corps avec l'armée pour empêcher l'"infiltration" du mouvement de contestation dont l'Algérie est le théâtre depuis le 22 février.

Le peuple algérien se doit "de faire preuve d'une extrême vigilance, de s'unir avec son armée et de ne pas permettre aux instigateurs de plans pernicieux de s'infiltrer dans les rangs du peuple", a estimé le général Gaïd Salah dans ce deuxième discours prononcé en deux jours lors d'une visite sur le terrain.

La veille, il avait à nouveau opposé une fin de non-recevoir aux deux principales revendications du mouvement de contestation, en demandant la tenue de la présidentielle le 4 juillet pour élire un successeur à M. Bouteflika et en estimant "irraisonnable" et "dangereux" la revendication d'un départ préalable des personnalités du "système" au pouvoir --dont il fait lui-même partie.

La tenue du scrutin empêchera un "vide constitutionnel" porteur de "dangers (...) aux conséquences désastreuses", avait-il estimé en mettant déjà en garde contre "l'infiltration" d'individus "ayant des plans suspects" et qui "utilisent les manifestations (...) pour transmettre certaines revendications irrationnelles" telles que le départ des "symboles du système".

Le général Gaïd Salah a également défendu mardi les nombreuses procédures judiciaires ouvertes dans des affaires de corruption et visant surtout contre des personnalités et des hommes d'affaires liés à Abdelaziz Bouteflika et son entourage.

Elles sont "fondées sur des informations précises et confirmées et sur de nombreux dossiers (...) aux preuves irréfutables", a-t-il martelé, alors que ses détracteurs l'accusent d'influencer la justice.

De nombreux observateurs craignent que ces procédures servent le double objectif d'offrir des "têtes" à la contestation --qui fustige les "voleurs" à la tête de l'Etat-- tout en facilitant une purge dans le cadre de luttes de clans au sein du pouvoir. AFP 21 mai 2019

Alger bouclé et arrestations pour le 14e vendredi de manifestations massives - AFP 24 mai 2019

Malgré des dizaines d'arrestations et une capitale bouclée par la police, une foule massive a défilé sans incident à Alger pour un 14e vendredi consécutif de manifestations afin de réclamer le départ du "système" et l'annulation de la présidentielle du 4 juillet.

La fatigue accumulée pendant le mois de ramadan, qui laissait craindre un affaiblissement, n'a pas non plus entamé la mobilisation à travers l'Algérie, après 19 jours de jeûne du lever au coucher du soleil.

Les rues du centre d'Alger étaient noires de monde vendredi, selon un journaliste de l'AFP. La plupart des manifestants ont quitté la rue dans le calme en fin de journée à l'exception de quelques irréductibles que la police a dispersés en chargeant. Au moins 19 ont été arrêtés, selon un journaliste de l'AFP.

D'importantes manifestations ont aussi eu lieu dans plusieurs autres villes, dont Oran et Constantine, 2e et 3e villes d'Algérie selon les médias et réseaux sociaux.

L'agence de presse officielle APS en a recensé dans au moins 25 des 48 régions et d'autres sont prévues en soirée dans plusieurs zones du Sud, où les températures sont élevées dans la journée.

Dans la matinée à Alger, "la police interpellait systématiquement toute personne portant une banderole", a raconté un manifestant, Mehenna Abdeslam, enseignant d'université, à un journaliste de l'AFP qui a assisté à l'interpellation d'une femme.

TSA a fait état d'"arrestations massives" à Alger tandis que Samir Larabi, militant du Parti socialiste des Travailleurs (PST) a écrit dans la matinée sur Facebook, photo à l'appui, être "en compagnie d'une vingtaine de citoyens dans un fourgon cellulaire".

La Radio nationale algérienne a constaté "une présence policière accrue" à Alger, évoquant des "vérifications de papiers et des interpellations par endroits", ainsi que des "confiscations de matériel d'enregistrement de journalistes".

Dans un communiqué, le Front des Forces socialistes (FFS), plus vieux parti d'opposition a dénoncé une "véritable rafle" et un "état de siège à peine voilé (...) propre d'une dictature naissante".

Entravé par le déploiement policier inhabituellement massif dans les rues qu'il emprunte chaque semaine, le cortège s'est en partie rendu sur la Place des martyrs, vaste esplanade en contrebas du quartier de la Casbah, à environ 1,5 kilomètre de son itinéraire habituel.

Toute la journée, véhicules de police et cordon de forces anti-émeutes ont empêché les manifestants de s'approcher de la Grande Poste, bâtiment emblématique du centre d'Alger et épice de manifestations depuis le premier vendredi de contestation, le 22 février.

"Territoire" symbolique que s'est approprié la contestation, les marches du bâtiment, que la police avait vainement tenté de défendre durant plusieurs heures le vendredi précédent, ont été ceintes dans la semaine de palissades, officiellement pour des raisons de sécurité.

Comme les précédentes semaines, les slogans ont visé le général Ahmed Gaïd Salah, chef d'état-major de l'armée, de fait l'homme fort du pays depuis la démission le 2 avril du président Abdelaziz Bouteflika sous les pressions conjuguées de la rue et de l'armée.

"Ce peuple ne veut pas du pouvoir de l'armée", "Y en a marre des généraux!" et "Gaïd Salah dégage!", ont scandé les manifestants à Alger, mais aussi "pas d'élections, bande de mafieux!".

Les réseaux sociaux ont relayé des appels à préserver le caractère pacifique du mouvement de contestation et aucun incident n'a été signalé.

Chaque semaine, les manifestants continuent de réclamer le démantèlement du "système" au pouvoir et le départ de ses figures, en tête desquelles, outre le général Gaïd Salah, le président par intérim Abdelkader Bensalah et le Premier ministre Noureddine Bedoui, tous anciens fidèles du président Bouteflika.

Ils exigent également l'annulation de la présidentielle prévue le 4 juillet, estimant que les structures et personnalités toujours en place du régime déchu ne peuvent garantir un scrutin libre et équitable.

A la veille de l'expiration du délai de dépôt des candidatures, aucune personnalité ne s'est déclarée et le rejet massif du scrutin laisse craindre une participation étiquée, suscitant de plus en plus d'incertitudes sur la tenue de la présidentielle.

Alors que MM. Bensalah et Bedoui sont aux abonnés absents, le général Gaïd Salah s'est dans la semaine exprimé trois fois en trois jours.

Lundi, il a d'abord opposé une fin de non-recevoir aux revendications de la contestation, estimant "irraisonnable voire dangereux" le départ des figures du "système" et appelant à accélérer les préparatifs de la présidentielle afin d'éviter un "vide constitutionnel" et de juguler "ceux qui veulent faire perdurer la crise".

Mardi, il a appelé les manifestants à "s'unir" avec l'armée afin de déjouer "l'infiltration" des manifestations par les "instigateurs de plans pernicieux" et mercredi il s'est senti obligé d'assurer n'avoir "aucune ambition politique".

Le retour au centre de l'échiquier politique de l'armée --considérée comme le réel détenteur du pouvoir jusqu'à l'arrivée d'Abdelaziz Bouteflika-- fait craindre à certains observateurs un possible scénario "à l'égyptienne".

En Egypte, le chef de l'armée Abdel Fattah al-Sissi s'est fait élire président après un coup d'Etat militaire en 2013 contre le président élu Mohamed Morsi et après avoir assuré que l'armée "resterait éloignée de la politique". AFP 24 mai 2019

## Soudan

Soudan : vers la grève générale après l'échec des pourparlers avec les militaires - franceinfo 21 mai 2019

L'espoir aura été de courte durée au Soudan. Les négociations entre les généraux au pouvoir et les chefs du soulèvement contre Omar el-Béchir se sont achevées sans accord sur le conseil de transition. La contestation lance sa riposte.

Les chefs de la contestation au Soudan ont annoncé le 21 mai 2019 leur intention d'organiser, à une date indéterminée, une "grève générale", en raison de l'impasse dans les négociations avec les militaires au pouvoir sur la transition politique.

Les deux camps avaient pourtant réussi dans la semaine à s'entendre sur la durée de cette transition, fixée à trois ans, et la composition d'une assemblée législative, dont les deux tiers des 300 membres désignés viendraient de l'Alliance pour la liberté et

le changement (ALC), qui regroupe les principales formations contestataires.

"Afin de parvenir pleinement à la victoire, nous appelons à une grande participation à une grève politique générale", a annoncé l'Association des professionnels soudanais (SPA) dans un communiqué, sans fixer de date pour cette grève.

Acteur clé de l'ALC, fer de lance du mouvement de protestation déclenché en décembre 2018, la SPA a qualifié cette grève de "devoir révolutionnaire", appelant les manifestants à "la désobéissance civile".

Depuis le 6 avril 2019, des milliers de Soudanais participent à un sit-in devant le QG de l'armée pour réclamer le transfert du pouvoir aux civils. La poursuite de ce mouvement est "une garantie fondamentale pour réaliser les objectifs de la révolution", a ajouté la SPA.

Madani Abbas, un responsable de l'ALC, a indiqué que les dates des mouvements de grève et de désobéissance civile seraient "annoncées plus tard". Il a ajouté que l'ALC doit se réunir "pour discuter des développements après la réunion avec le Conseil militaire". franceinfo 21 mai 2019

## Afrique du Sud

Afrique du Sud : licenciement de plus de 600 mineurs grévistes - Franceinfo 21 mai 2019

Des mineurs du site de Mototolo, dans la province du Limpopo (nord), avaient cessé le travail le 12 mai 2019 malgré une décision de justice le leur interdisant, a expliqué Anglo American Platinum (AAP) dans un communiqué (lien en anglais). AAP a donc décidé de licencier 643 personnes, "soit environ la moitié du personnel travaillant sous terre", selon le groupe.

Le syndicat Gwusa, à l'origine du mouvement de grève, a affirmé, lui, que 947 mineurs avaient été congédiés.

Les salariés de Mototolo dénoncent le changement de leur couverture médicale à la suite du rachat de la mine par AAP en novembre 2018. De son côté, Anglo American affirme que la nouvelle assurance médicale présente "les mêmes avantages" que la précédente. "Si la couverture médicale était identique, il n'y aurait pas besoin de faire grève", a réagi le responsable de Gwusa dans le Limpopo, Teddy Thobakgale, interrogé par l'AFP.

Les grévistes ont fait appel de leur licenciement.

La mine Mototolo (lien en anglais) a produit 26 800 onces de platine au premier trimestre de 2019 (1 once = 28 grammes), en hausse de 53% par rapport au trimestre précédent, ainsi que 57 700 onces de métaux du groupe du platine (PGM), en hausse de 51% par rapport au trimestre précédent. Franceinfo 21 mai 2019

## Sahara occidental

Les efforts de l'émissaire de l'Onu pour le Sahara occidental Köhler ont été «sabotés par la France et les États-Unis» - Sputnik 24.05

S'exprimant sur la démission de Horst Köhler, envoyé personnel du SG de l'Onu pour le Sahara occidental, le Polisario a affirmé à Sputnik qu'en plus «des raisons de santé» évoquées, le diplomate rencontrait des obstacles, dressés notamment par Paris et Washington. L'Onu, Rabat, le Polisario et Alger ont regretté son départ.

Horst Köhler, envoyé du secrétaire général de l'Onu pour le Sahara occidental, a démissionné mercredi 22 mai de son poste «pour des raisons de santé», informe un communiqué des Nations unies. L'Onu, l'Algérie, le Front Polisario et le Maroc ont exprimé à l'unisson leurs regrets à l'annonce de la démission du diplomate onusien. Ils lui ont rendu hommage pour les efforts qu'il a déployés dans la résolution du conflit au Sahara occidental.

Dans un entretien à Sputnik, Mhamed Khadad, membre de la direction et responsable des relations extérieures du Front Polisario, a confirmé que le diplomate onusien avait effectivement démissionné pour des problèmes de santé, ajoutant que d'autres facteurs avaient également pesé dans sa prise de décision.

«Effectivement, il y a les raisons de santé que M.Köhler a mentionné dans sa lettre d'adieu aux deux parties du conflit au Sahara occidental [le Maroc et le Front Polisario, ndlr] et à leurs voisins [l'Algérie et la Mauritanie, ndlr]. Cependant, il faut bien signaler que depuis sa nomination au poste d'envoyé spécial du secrétaire général de l'Onu beaucoup d'obstacles ont été érigés sur sa route», a-t-il déclaré.

Tout en affirmant que Horst Köhler avait toutes les qualités et les compétences nécessaires pour réussir sa mission, notamment son expérience diplomatique et sa connaissance du continent africain et de ses problèmes, M.Khadad a signalé que dès sa prise

de fonction, le diplomate «a insisté pour que l'Union africaine et l'Union européenne soient parties prenantes de la solution du conflit au Sahara occidental».

«Dans ce sens, il a visité l'Afrique plusieurs fois, Addis-Abeba et Kigali. Il s'était également rendu à deux-trois reprises à Bruxelles», a-t-il ajouté.

Selon M.Khadad, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'Onu a rencontré beaucoup d'entraves dans l'accomplissement de sa mission aux Nations unies et à l'Union européenne.

«Malheureusement son travail a été entravé et carrément saboté par l'attitude du gouvernement français qui à New York [aux Nations unies, ndlr] ne voulait pas que le mandat de la Minurso [la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental, ndlr] soit réduit à six mois», a-t-il affirmé.

Sur la même lancée, le responsable sahraoui a ajouté qu'«également à Bruxelles, Paris a tout fait pour saboter les efforts de M. Köhler et ce n'est pas sans raisons qu'il n'a d'ailleurs jamais été reçu par les hautes autorités françaises durant son mandat». Sputnik 24.05

[Haut de page ↗](#)

---

Le 29 mai 2019

### CAUSERIE ET INFOS

Chaque élection est une expérience particulièrement éprouvante pour les nerfs, parce que chaque fois on a le droit au même spectacle pitoyable mettant en lumière la profonde ignorance de la majorité du peuple qu'il vote ou non...

En attendant l'actualisation du portail d'ici un jour ou deux, disons pour que les plus fragiles ne soient pas tentés de détester la terre entière ou se réconcilient avec la civilisation humaine ou ce qu'elle produit encore de meilleur, un message d'espoir et de réconfort pour vous remonter le moral ou vous armer de courage, pour mieux supporter cette période pénible de réaction sur toute la ligne :

C'est quoi ? What is it ?

Absolutely beautiful, wonderful, pure magic, brilliant, incredible, phenomenal, perfection, fantastic, magnificent, 100% amazing, genius : 2CELLOS.

Ils parviennent à concilier ou réconcilier musique classique et rock ou hard rock, alors pourquoi ne pourrions-nous pas en faire autant avec le socialisme quel que soit notre statut social?

- 2CELLOS - "Back to the Roots" - FULL CONCERT 2015 (classical)
- 2CELLOS - Live at Sydney Opera House 2016
- 2CELLOS - Live at Arena di Verona 2016 FULL CONCERT

Un remède ou un conseil d'ami contre la médiocrité et la dépression : Visez toujours plus haut, cela vous évitera de tomber toujours plus bas !

[Haut de page ↗](#)

---

Le 31 mai 2019

### CAUSERIE ET INFOS

Alors, génial 2CELLOS ? Et en plus ce sont des gars simples et sympathiques. Ce qui est extraordinaire, c'est qu'ils ont commencé leur carrière en 2011 à environ 25 ans, et depuis ils n'ont pas cessé de progresser. Et ils jouent tous leurs morceaux de musique classique sans partition, c'est carrément phénoménal !

Pour l'occasion je vais vous raconter une petite histoire personnelle, je crois en avoir déjà parlé brièvement.

A l'âge de 8 ans j'habitais avec mes parents dans une minuscule chambre de bonne au 6ème étage au 6 rue Joubert à une encablure de l'Opéra de Paris, ma grand-mère maternelle habitait au 5ème étage au 13 rue Mogador encore plus près de l'Opéra. Elle avait fait la connaissance du professeur de chant de l'Opéra de Paris, un vieux monsieur à l'air très sérieux portant un long manteau gris et un chapeau, et toujours tiré à quatre épingles. Elle vint à lui parler de moi. Il lui proposa de me faire passer une audition pour voir si par hasard j'avais de la voix, et éventuellement m'intégrer à son cours si je passais avec succès cette épreuve. En fait il s'agissait du prestigieux centre d'apprentissage de l'Opéra de Paris où étaient recrutés des enfants de toute la France destinés plus tard à rejoindre les chœurs de l'Opéra ou mieux, à devenir solistes pour les plus talentueux. Bref, s'il m'acceptait à son cours, c'était une chance inouïe d'accéder à un statut supérieur pour un fils de menuisier destiné à finir à l'usine ou sur un chantier, d'avoir une vie extraordinaire. Je fus admis à son cours qui durait chaque fois quarante cinq minutes ou une heure maximum. Nous étions une douzaine d'élèves tout au plus. J'allais à l'Opéra plusieurs fois par semaine après l'école. On avait une partie solfège et une partie chant. Tous les soirs je noircis des cahiers entiers de notes, il nous donnait des devoirs que je m'appliquais à faire rigoureusement, à l'école j'étais parmi les premiers de la classe.

Quand j'atteins les 10 ans, un jour il vint à avoir une conversation avec ma grand-mère concernant la suite de mes études de musique. J'avais atteint l'âge où je devais prendre une décision capitale pour mon avenir, soit intégrer un cursus école-musique, soit abandonner cette carrière fabuleuse. Mes parents qui étaient très arriérés et bornés considérèrent que chanteur n'était pas vraiment un métier, et ils s'opposèrent à l'option qu'avait proposée mon professeur, c'est ainsi que d'un coup ils ruinèrent ma vie.

Ils ne comprirent pas qu'en étant intégré au centre d'apprentissage de l'Opéra à l'issue de ma formation, si tout se passait normalement, je serais directement intégré au chœur de l'Opéra, et donc que mon avenir professionnel était assuré, qu'ils n'avaient rien à craindre pour mon avenir sur le plan matériel. Ils ne voulurent rien entendre, hélas ! Six ans plus tard je rejoignais le centre d'apprentissage de la RNUR (Renault) à Boulogne Billancourt pour devenir mécanicien !

Comme mes parents me battaient pour ainsi dire tous les jours la plupart du temps sans raison, ils m'inspiraient une telle crainte que je tirai un trait sur ce triste épisode sans jamais plus y penser jusqu'à récemment, après m'être engueulé au téléphone avec ma mère (84 ans) qui s'est crue autorisée à me parler sur un ton autoritaire, alors que j'ai 63 ans, critiquant violemment mon orientation politique, aussi incroyable que cela puisse être. Il ne me fallut pas longtemps pour me souvenir depuis quand elle m'avait empêché de m'exprimer ou d'avoir ma propre personnalité, puisque cela fut toujours le cas, et c'est là que me revint à l'esprit ce passage de ma vie.

J'étais très timide du fait des mauvais traitements que m'infligeaient mes parents, avant de prendre ces cours de musique je rentrais directement à la maison et je n'en sortais plus. Je n'avais pas de copains avec qui jouer, et ma vie était terne et monotone, triste même, alors ces cours furent pour moi une formidable occasion de m'évader, de sortir de cet enfermement qui bridait littéralement mon imagination, et c'est passionnément que j'abordai cette nouvelle phase de ma vie de gamin que malheureusement mes parents allaient faire avorter, ce qui expliquera pourquoi plus tard je manquerai cruellement d'imagination, devant me contenter de celles de mes parents qui étaient aussi pauvres que leur condition.

Cela me fera cruellement défaut au cours de ma scolarité, et me vaudra des notes médiocres en rédaction, car j'étais incapable de puiser dans mon imagination précocement asséchée pour développer une idée, et plus tard en mathématiques, en ne comprenant pas les données d'un problème, alors que j'avais appris par coeur les théorèmes et autres règles, ce qui fit de moi un idiot ou un crétin fini jusqu'à l'âge avancé de 19 ans. Si j'eus conscience de cette lacune, j'ignorai d'où elle venait, tout ce que je sais c'est que mon imagination était seulement entrée en hibernation, car à peine deux ans après arrêté les cours de chant je devins fan de Jimi Hendrix (et des Beatles), un cauchemar pour mes parents évidemment !

D'Hendrix à 2CELLOS la transition est toute trouvée, puisqu'ils ont repris Purple Haze. Elton John, qui est un de leurs fans inconditionnels, leur a rendu somptueux hommage en déclarant qu'il n'avait jamais "*vibré*" de la sorte depuis qu'il avait entendu Hendrix pour la première fois dans les années 60. S'ils ont réveillé en moi ces vieux souvenirs un peu amers, en les écoutant je les ai vite remisés au musée des reliques du passé, paix à leur âme et à celle de mes parents. Ils m'ont pourri la vie par ignorance, vous comprendrez ainsi pourquoi pour moi le combat contre l'ignorance des masses est une priorité. Ils tenaient absolument à ce que je leur ressemble, et je me suis juré de ne jamais leur ressembler, ce que je crois avoir réussi à faire.

Pour clore cette petite histoire, avec ma première épouse nous mîmes au piano notre fille de 5 ans, 3 ans plus tard elle déchiffrait des partitions assez élaborées et elle se produisit en public. Malheureusement cette expérience prit fin lors de notre divorce, j'espère seulement qu'elle ne le regrettera pas un jour ou qu'elle ne nous en voudra pas.

Pendant qu'on y est, j'ai une autre histoire à vous raconter, en Inde cette fois et d'actualité, pas plus gaie que la précédente, hélas !

Depuis trois jours mon nouveau beau-frère, Kumar, l'époux d'une de ses soeurs, les trois fils de ses autres soeurs sont en prison. Le voisin de la maison que vient d'achever Kumar (avec l'argent que je lui ai prêté) a obstrué le passage, une impasse publique menant à la maison de Kumar. A deux reprises précédemment, avec plusieurs personnes il avait déjà agressé physiquement Kumar qui a libéré ce passage. Il y a trois jours à 5 heures du matin il a débarqué avec 7 voyous armés de couteaux

ou manches de pioche et ils ont agressé à nouveau Kumar, ils ont endommagé la maison d'une de ses soeurs habitant à côté, ils l'ont frappée également. La police est intervenue et elle a envoyé tout le monde en prison mercredi soir.

Le cadastre est une preuve indiscutable que Kumar est dans son droit, mais ici la police est corrompue. Il se trouve que son voisin participe aux meetings d'un parti politique et il est protégé par un élu qui a dû soudoyer la police. Ils devaient passer au tribunal aujourd'hui et être libérés dans la soirée.

J'ai hésité à me rendre au commissariat de police, car me connaissant je leur aurais dit tout ce que je pensais et j'aurais été rejoindre Kumar en tôle, aussi j'ai eu la sagesse de m'abstenir tout en enrageant d'être impuissant face à cette injustice. Et puis j'étais plus utile en liberté, j'ai donné de l'argent à ma compagne Selvi et soeur de Kumar pour acheter de la nourriture, ils n'avaient plus une roupie, j'ai aussi apporté des gâteaux à ses trois gosses, plus un cari que j'avais cuisiné, j'ai lavé à la machine tout leur linge.

L'Inde est un pays pourri par la corruption, à commencer par la police, ensuite les juges, les élus, les fonctionnaires qui sont en relation avec le public. C'est devenu leur mode de penser, ils ne peuvent pas penser autrement, ils n'ont connu que cela, du coup on est impuissant à faire valoir nos droits, c'est le cauchemar des Indiens.

Vous comprendrez l'état d'esprit dans lequel j'étais au moment de rédiger cette causerie.

Tous ces gens en France qui rechignent à caractériser tel ou tel parti politique ou dirigeant, régime ou institution, qui se réfugient dans un déni permanent, qui trafiquent la réalité, manipulent, instrumentalisent les faits, qui se camouflent derrière une étiquette, on n'en peut plus, on n'en veut plus ! Vous imaginez ce qu'on vit ici au quotidien, c'est l'enfer, alors arrêtez de nous emmerder avec vos conventions ou théories à la con, dites-le à vos dirigeants. En France avec Macron vous n'en pouvez plus, et je le comprends parfaitement, imaginez un peu ce qui vous attend si vous continuez à cautionner des partis qui n'en valent pas la peine, cessez d'avaloir des couleuvres, elles finiront par vous étouffer. Assez de malhonnêteté intellectuelle, de couardise, d'hypocrisie !

On a perdu 74 ans en tergiversations, conciliations, compromissions, à ménager les uns et les autres, etc. pour quoi, pour quel résultat vous voulez me le dire, le bilan parle pour lui-même, il est nul et chacun le connaît. Cela vous emmerde qu'on vous mette face à la réalité ou vous ne le supportez pas, ici on ne nous demande pas notre avis, on se la prend en pleine gueule quotidiennement, c'est peut-être pour cela qu'on est bien ou mieux placé pour y réfléchir, et bien faites de même sans attendre et vous verrez qu'on s'en portera tous mieux rapidement, même si nous sommes impuissants à changer le cours des choses, au moins on aura fait le premier pas dans la bonne direction, et le reste suivra si on est déterminé à ne rien lâcher sur nos principes.

En Inde, disons pour simplifier les choses, on est déjà arrivé au bout du rouleau, on n'a plus aucun espoir, le seul raisonnable qu'on puisse avoir, c'est de nous tourner vers vous qui avez une longue tradition de lutte de classe, reste à renouer avec ce qu'elle avait de meilleur pour imaginer la suite en partant de la réalité, car c'est là qu'est la clé ou la solution, l'issue à la crise du capitalisme.

Bon, il fallait que ça sorte, je me suis soulagé. Tous les jours en allant chez Kumar je passe devant le commissariat de police et je me dis, j'y vais ou j'y vais pas et je continue ma route, c'est à devenir fou !

Je viens de recevoir un coup de fil de l'épouse de Kumar m'annonçant qu'il serait libéré vers 18 heures, par contre j'ignore si le problème est définitivement réglé avec son salopard de voisin.

● Au format pdf (21 pages)

[C'est par ici que cela se passe.](#)

Europe, climat au menu de la réunion Bilderberg cette semaine en Suisse - AFP 28.05

Le groupe Bilderberg, qui réunit chaque année en toute discrétion des personnalités politiques et économiques européennes et nord-américaines, se retrouvera dès jeudi dans la ville suisse de Montreux pour parler notamment de l'Europe et du climat.

Parmi les participants figurent notamment cette année Jared Kushner, le gendre et conseiller du président américain Donald Trump, ainsi que le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, la ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen, le ministre français de l'Economie Bruno Le Maire, la directrice général de l'Unesco Audrey Azoulay, le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg et l'ancien secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger. Ajoutez le gouverneur de la Banque d'Angleterre Mark Carney et l'ex-PDG de Google Eric Schmidt, le PDG de Microsoft Satya Nadella, Clément Beaune (FRA), Adviser Europe and G20, Office of the President of the Republic of France, François Godement (FRA), Senior Adviser for Asia, Institut Montaigne, Dominique Nora (FRA), Managing Editor, L'Obs, Thomas Buberl (FRA), CEO, AXA, Patrice Caine (FRA), Chairman and CEO, Thales Group, Janis Sarts (INT), Director, NATO StratCom Centre of Excellence, Darren Walker (USA),

President of Ford Foundation...

"La 67ème Rencontre Bilderberg se tiendra du 30 mai au 2 juin 2019 à Montreux, Suisse. Environ 130 participants de 23 pays ont confirmé leur participation", ont annoncé mardi les organisateurs dans un communiqué.

Le roi des Pays-Bas Willem-Alexander sera également présent à cette réunion.

Du côté des chefs d'entreprise, seront présents notamment le PDG du groupe français Total, Patrick Pouyanné, et le patron de Credit Suisse Tidjane Thiam.

Le programme de la réunion est constitué de 11 thèmes, dont la stabilité mondiale, l'avenir de l'Europe et le Brexit, le changement climatique, les cyber-menaces, la Chine, la Russie, l'avenir du capitalisme ou encore l'éthique et l'intelligence artificielle.

Environ deux tiers des participants viennent d'Europe et le reste d'Amérique du nord.

La réunion se déroule sous la règle de Chatham House: les participants sont libres d'utiliser les informations collectées à cette occasion, mais ils ne doivent révéler ni l'identité, ni l'affiliation des personnes à l'origine de ces informations. AFP 28.05

### Les faits sont les faits.

De deux choses l'une, pour envisager sérieusement le renversement du régime, soit c'est possible sans attendre que la majorité des masses soient réduites à la pauvreté, à la précarité généralisée, à l'indigence du fait d'une guerre, d'une crise économique, d'un krach boursier, de l'explosion du capitalisme mondial, soit c'est impossible et dans ce cas-là il faut arrêter de faire croire le contraire aux travailleurs et aux militants ou de leur raconter des inepties. Plus loin vous lirez qu'on y croit toujours, mais pas à n'importe quelle condition.

On doit préciser que bien des peuples subissent ces conditions d'existence ordinairement ou pendant de longues périodes, sans pour autant envisager la nécessité d'un changement de régime, on entend par là mettre un terme aux rapports économiques en vigueur entre exploités et exploités, et non une révolution de palais colorée, fleurie ou parfumée !

Dans les pays occidentaux ou dans les pays où le capitalisme est le plus développé, en fait dans pratiquement tous les pays du monde de nos jours, les besoins élémentaires de la majorité des masses sont satisfaits au prix de lourds sacrifices en terme d'exploitation et de conditions d'existence, auxquelles elles se sont adaptées de gré ou de force, dans la mesure où par rapport aux générations précédentes leur condition actuelle présentent sur le plan matériel une amélioration ou leur procurent un confort relatif auquel elles sont attachées, n'envisageant nullement de retourner un jour aux conditions des générations précédentes, ce qui est légitime ou naturel. Elles sont ainsi solidement amarrées au char du capitalisme.

Elles interprètent habituellement tout discours axé contre le capitalisme comme une tentative de vouloir les ramener à leur condition antérieure, et elles le rejettent. En règle générale, que leur condition sociale se détériore ou régresse ne se traduira pas par une remise en cause du capitalisme, elles préféreront encore subir de nouveaux sacrifices en travaillant plus et en se privant davantage.

Dans les vieux pays capitalistes la majorité des masses bénéficient de conditions privilégiées, elles constituent la majorité de la population sur laquelle repose la stabilité du pouvoir politique en place et le régime. Elles sont indifférentes au sort des autres couches d'exploités. Ces couches privilégiées disposent de revenus supérieurs, d'importantes économies, et quand elles ne sont pas propriétaires de leur habitation, elles vont hériter de celle de leurs parents, ce qui les mettra à l'abri de difficultés matérielles ou financières pendant encore un certain temps. Les moins bien lotis d'entre elles vont se paupériser ou vont devoir réduire drastiquement leur mode de vie pour s'en tirer.

Parmi ces couches privilégiées qui ont bénéficié des acquis de la lutte de classe des trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, un grand nombre y participèrent, tandis que les générations suivantes vécurent sur cette rente en se mobilisant de moins en moins pour la défendre, les dernières se contentant d'en tirer profit ou de la consommer jusqu'à épuisement, dans la plus parfaite insouciance qu'elle n'était pas inépuisable ou que les nouvelles générations en seraient privé, ce qui montre à quel point elles ont intégré l'idéologie dominante.

Pour assurer la paix sociale et écarter tout risque de révolution, les capitalistes conçurent après-guerre avec leurs alliés social-démocrates et staliniens, qu'ils devraient concéder d'importantes concessions ou réformes sociales à la classe ouvrière et aux classes moyennes en échange de la reconstruction de l'Etat et de l'appareil productif... Les générations de travailleurs nées au cours des années 40-50 qui devaient bénéficier directement ou indirectement de ces avancées sociales, après un dernier sursaut en 1968 et une fois intégrées dans le monde du travail, finirent progressivement par se contenter de leur condition et s'intégrer dans la société capitaliste qu'ils ne devaient plus jamais envisager de changer jusqu'à nos jours, au détour ou conforter par l'implosion de l'URSS au début des années 90 qu'ils interpréteront conformément à la propagande de la réaction comme la

faillite du socialisme ou du communisme, qui précipitera la complète dégénérescence du mouvement ouvrier dorénavant acquis entièrement ou presque au capitalisme ou à l'économie de marché.

Ainsi s'acheva la période ouverte par la Première Guerre mondiale, suivie par la révolution russe de 1917 et la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle le prolétariat mondial parvint à inverser le rapport de forces en sa faveur et à imposer d'importantes défaites à ses ennemis, sans toutefois en venir à bout du fait de la faiblesse du niveau de conscience politique et d'organisation des masses, qui par la suite, donc pendant 74 ans, ne parviendront jamais à combler ces faiblesses une fois embourgeoisées ou corrompues par le capitalisme qui demeure ce 31 mai 2019 leur seul horizon. Vous pouvez le nier, cela n'en demeure pas moins la réalité.

Si l'avènement du mode de production capitaliste correspond bien à un certain stade du développement des forces productives, si le passage à un mode de production supérieur pour libérer les forces productives du carcan du capitalisme qui les étouffe demeure une nécessité historique, rien n'indique qu'une fois entré en putréfaction, parce que la classe ouvrière a échoué à faire sauter ce carcan, l'humanité ne serait pas amenée à connaître le même destin. Autrement dit, bien que la pertinence du socialisme soit incontestable sur le plan historique, rien ne certifie qu'il se réalisera ou que la civilisation humaine ne serait pas condamnée à disparaître ou conduite à rimer avec la pire barbarie ou soit livrée à un régime mondial totalitaire qu'il serait pratiquement impossible de renverser.

Sur le plan politique, compte tenu des conditions objectives qui prévalaient au milieu du XIXe siècle jusqu'à la moitié du XXe siècle, la pertinence du socialisme s'imposa face à toutes les autres théories, mais une fois ces conditions objectives ayant connu de profondes transformations (à l'échelle mondiale), le processus de maturation des conditions subjectives qu'elles avaient contribué à alimenter s'estompé ou se dilua au fil du temps jusqu'à devenir un obstacle à la prise de conscience des masses de la nécessité de liquider le capitalisme, ce que nous fûmes incapables de comprendre et de surmonter.

La division internationale du travail poussée à l'extrême n'a pas eu pour seule conséquence de mettre en concurrence les travailleurs du monde entier ou leurs conditions d'exploitation, les capitalistes s'en sont servis dans chaque pays pour accentuer les antagonismes qui existaient entre toutes les couches de travailleurs, afin qu'elles s'affrontent entre elles, pendant qu'ils allaient parvenir à concentrer tous les pouvoirs entre quelques mains, à confisquer le pouvoir politique au profit d'une autocratie et d'un parti unique bicéphale en faisant disparaître toute trace d'expression démocratique, de manière à museler littéralement les véritables opposants à leur politique ultra libérale ou ultra réactionnaire totalement marginalisés, et du même coup à écarter du processus institutionnel les couches des masses qui rejetaient leur politique, du processus politique tout court, ce qui leur laisserait le champ libre pour instaurer un régime de plus en plus totalitaire.

Tous les dirigeants du mouvement ouvrier et de son avant-garde partagent le même constat, ils s'accordent à dire que la société devait emprunter fatalement cette orientation et que rien ni personne n'y pouvait rien, leurs points de vue divergent uniquement sur la part de responsabilité qui leur revient respectivement, mais aucun ne nous explique comment en sortir ou pourquoi ce processus ne devrait-il pas se poursuivre indéfiniment en l'absence d'une guerre, de l'effondrement du capitalisme ou d'une crise économique mondiale jusqu'à la désagrégation totale de la société, à moins que la planète finisse par fondre sur place, en attendant cela a plutôt pour effet de ramollir les cerveaux, scénarios qui également aurait dû se réaliser depuis longtemps et que les représentants de l'oligarchie s'emploient à colporter histoire de créer un climat de terreur destiné à maintenir tranquille le peuple. Force est de constater également que la diminution du temps de travail et de la durée du travail, les congés payés et les jours fériés, le temps libre dont dispose les travailleurs en France n'a pas contribué à favoriser l'élévation de leur niveau de conscience, bien au contraire.

Il faut donc convenir qu'en dehors de ces scénarios extrêmes, prompts à briser les conditions objectives derrière lesquelles se retranchent les masses pour s'accommoder du capitalisme et qui contribueraient à accélérer le processus de maturation des conditions subjectives ou de leur conscience de classe, on ne voit guère quel facteur pourrait les contraindre à se mobiliser pour renverser le capitalisme, puisqu'apparemment elles sont hermétiques à toute démonstration ou argumentation logique, préférant se soumettre aux conditions d'existence qu'on leur impose en abandonnant leurs légitimes aspirations à vivre autrement ou dans une société plus juste et meilleure, croyant que le pire leur sera épargné, cruelle illusion qui associée à leur propre déchéance les a déjà conduits à cautionner des gouvernements qui ont armé des hordes de barbares massacrant des peuples innocents et détruisant des pays entiers, ou à témoigner leur indifférence au sort de leurs semblables qui se comptent pas millions voués au chômage, à la précarité, à la misère, comme si en échange de leur servilité ceux qui les gouvernaient leur en seraient gré, c'est bien mal les connaître ou se méprendre sur les conséquences à venir de l'avisement complet de la société qui n'épargnera absolument personne, pas même les oligarques rendus au stade peu envieux de parias ou qui n'inspirent que la haine !

Si'il devait réellement en être ainsi, cela signifierait que les faiblesses des hommes devaient l'emporter sur leurs qualités, ce qu'on refuse d'admettre parce qu'on n'a pas d'autres choix.

Manifestement il ne suffit pas d'être parvenu individuellement à prendre conscience du processus dialectique matérialiste et historique inconscient qui préside au développement de la civilisation humaine, il faut parvenir à le partager avec le plus grand nombre, ne serait-ce que ses éléments de base qui doivent servir de base théorique pour les traduire sur le plan organisationnel et parvenir à entraîner le reste des masses pour venir à bout du capitalisme.

Lors de l'élection européenne, une nouvelle fois on a pu constater à quel point la propagande de la réaction avait une influence sur le comportement des masses, certains diront une partie seulement des masses, effectivement celle qui sert à cautionner la légitimité du régime, mais il n'en demandait pas davantage, et ses tenants se foutent éperdument des abstentionnistes réduits au silence ou à l'impuissance.

Ceux qui seraient tentés d'instrumentaliser les abstentionnistes sont les mêmes qui vous ont raconté des balivernes pendant des décennies ou plus d'un demi-siècle, à les entendre ce seraient des opposants potentiels à Macron, alors qu'en réalité ils se détournent de la politique, ils se moquent de l'orientation de la société, seuls leurs intérêts individuels les intéressent, leur prêter la moindre conscience de classe serait commettre une terrible méprise ou une grave erreur politique.

Election, piège à cons, la formule pour le moins lapidaire a prouvé ici qu'elle était justifiée en certaines circonstances : en famille, les partis de droite ou d'extrême droite, les partisans de l'UE-Otan qui étaient les seuls à pouvoir obtenir des élus l'ont emporté, l'oligarchie peut savourer sa victoire.

Permettez-moi la formule, les cons ça osent tout, et c'est même à cela qu'on les reconnaît, on vient d'en avoir une magistrale et énième démonstration.

La propagande fanatique des représentants et des porte-parole du régime oligarchique qu'incarne l'UE a fonctionné à merveille, carton plein, ils avaient donné le tiercé gagnant dans l'ordre ou le désordre peu importe, mieux ils ont réduit au silence leurs éventuels opposants, qui d'ailleurs et à juste titre ne participaient pas à cette mascarade grotesque, le scénario idéal. La question essentielle n'est pas là, mais bien plutôt comment on a pu en arriver à une telle situation qui ferme toute perspective de changer de régime ou de société et augure du pire.

Le constat est accablant pour tous ceux qui portaient un idéal humaniste et qui apparemment n'en étaient pas digne.

On ne peut même pas en dire autant du mouvement ouvrier pour avoir appelé à participer à ce suicide collectif des valeurs portées par la civilisation humaine, son avant-garde hébétée étant réduite à compter les points ou à jouer un rôle de figurants impuissants dans leur cour de récréation.

Les tenants du capitalisme avaient bien réussi à rallier tout un peuple ou presque au régime nazi. 8 décennies plus tard, ils ont réussi le tour de force à le faire participer à sa propre déchéance programmée.

Tout s'achète, même une conscience !

A quoi cela a-t-il servi que le peuple soit scolarisé, qu'il puisse accéder à l'enseignement supérieur, qu'il dispose d'une multitude de sources d'information ? A porter au pouvoir des régimes despotiques constituant une grave menace pour la survie de la civilisation humaine.

A quoi a servi la lutte de classe des 74 dernières années ? A strictement rien, la conscience de classe des exploités et des opprimés n'a pas progressé d'un millimètre, elle a même régressé. Leur ignorance les rapproche un peu plus de leur funeste destin.

Ceux qui croient que le malheur des uns peut favoriser le bonheur des autres ou le leur ou qu'ils pourront s'en tirer individuellement, se trompent lourdement car le pire des cauchemars les attends également.

En attendant, vive le totalitarisme, puisqu'il n'existe aucune force organisée pour s'y opposer !

Voilà à quoi conduit la dilution de la lutte de classes ou de la démocratie, la mystification droite-gauche : Au totalitarisme !

La cruelle dissolution d'une illusion démocratique En Marche. Mon Dieu, mon Dieu, c'est à ne plus rien y comprendre s'exclament plus d'un militant, on compatit à leur détresse mais qu'ils ne comptent pas sur nous pour les ménager, à chacun ses responsabilités.

Vous avez encore en tête le début de la précédente causerie, sinon consultez là avant de lire la suite.

N'écoutez pas les commentateurs qui une nouvelle fois vont faire leur choux gras de l'abstention, parce qu'elle n'a pratiquement aucune signification politique dont on pourrait tirer profit pour envisager la suite de notre combat, sachant que les abstentionnistes n'ont de manière générale pas plus de conscience politique que le reste des électeurs.

Otez-vous de l'esprit toute illusion pour ne plus ressembler à ces prophètes mégalomanes de malheur, ces fossoyeurs du socialisme, qui de conjectures en conjecture n'ont cessé de prédire la chute du régime pendant des décennies ou plus d'un demi-siècle. Soyons lucide, affrontons la réalité telle qu'elle se présente et faisons preuve d'un optimisme raisonnable

Finalement, les représentants du régime ont réussi une nouvelle fois à faire voter plus de 20 millions de Français à l'élection d'une institution qui incarne un régime totalitaire, cela devrait donner à réfléchir, non ? Comme quoi leur machine à fabriquer le consentement est performante. Voilà qui explique la relative stabilité du régime. Et dès dimanche soir, l'entourage de Macron s'est empressé de faire savoir qu'il comptait "*intensifier l'acte 2 de son quinquennat*" et ne fera "*pas de changement de cap*" (AFP 26.05). Bref, rien de nouveau, c'est une confirmation, on le rappelle à l'intention de ceux qui le nient ou refusent de regarder la réalité en face.

Il va de soi que pour analyser les résultats de cette élection et en tirer des enseignements, tous les commentaires comparant les chiffres des élections européennes à ceux des législatives et de la présidentielle sont nuls ou ne présentent aucun intérêt.

La lutte de classe, la guerre de classe ne peut se mener et encore moins se remporter à coup de démagogie, d'hypocrisie et de mensonges, c'est suicidaire.

LFI visait "*l'électorat traditionnel de gauche*" (Marianne) embourgeoisé et corrompu par le capitalisme, il n'y a donc rien à attendre de ces générations.

Et ne parlons pas de ceux qui sont au crépuscule de leur vie et qui sont passés à côté, ils sont en majeure partie réactionnaire et irrécupérables.

Quant aux jeunes sans expérience et facilement manipulables, si la majorité d'entre eux se sont abstenus, le reste s'est laissé berné par la propagande officielle sur la transition écologique, ce qui explique le succès relatif et inespéré de la vermine (EELV), qui ne représente pas plus de 10.000 adhérents en France, l'allié objectif du régime au même titre que l'ensemble de ce qu'ils appellent la gauche et la gauche de la gauche qui n'ont fait que multiplier les gages de soumission en direction de l'UE ou l'Otan économique.

Pour finir, l'extrême-centre et l'extrême droite ont raflé la mise, comme pour signifier que la société et la civilisation humaine étaient vouée à être à leur image hideuse, cruelle et monstrueuse ou appeler à connaître un tragique destin, le pire restant à venir. On devrait peut-être insister et dire pire que le pire, car bien des gens ne s'imaginent pas ce que le pire signifie réellement, ce que par exemple nous vivons en Inde quotidiennement, mais vous n'en avez pas idée, disons une situation où personne n'a l'espoir d'une société meilleure ou plus juste, vous ne pouvez pas savoir à quel point s'est suffoquant.

On allait oublier le mouvement dit des Gilets jaunes qui est bien bel et bien mort.

RT - 12 500 Gilets jaunes ont manifesté en France, selon les chiffres du ministère de l'Intérieur. Le Nombre jaune a quant à lui dénombré 35 104 manifestants, selon une première estimation rendue publique en fin d'après-midi. RT 25.05

Les réseaux dits sociaux ont fourni une lisibilité aux illusions de couches des masses exploitées, qui parvenues au stade du désespoir, démontrèrent qu'elles étaient incapables de le traduire en termes politiques conscients, et devaient demeurer sans lendemain. Renier les enseignements de la lutte de classes ou s'en détourner ne pouvait qu'aboutir à de nouvelles cruelles désillusions.

Et le socialisme dans tout cela ? Renvoyé aux calendes grecques à défaut d'une guerre ou de l'effondrement du capitalisme que vous pouvez attendre indéfiniment depuis que l'oligarchie a mis en place un système financier mafieux qu'elle est la seule à contrôler. Le socialisme demeure la seule alternative historique au capitalisme qu'on le veuille ou non. A défaut de passer au socialisme, la putréfaction du capitalisme entraînera dans son sillage la civilisation humaine, il n'existe pas de "*troisième voie*".

La rupture avec le capitalisme, ses représentants et ses institutions doit être notre axe de combat politique.

La seule faille dans la stratégie de nos ennemis que nous pourrions exploiter, réside dans le pourrissement de tous les rapports dans la société qui va finir par la rendre irrespirable au plus grand nombre, qui en arrivera à se demander par quels moyens il serait possible de renverser le régime en place, encore faudrait-il qu'ils cessent d'être sous l'emprise de l'idéologie dominante, d'où notre tâche de leur fournir des arguments pour combattre la guerre idéologique et psychologique que leur mène la réaction, afin que des couches entières de la classe ouvrière et des classes moyennes rompent avec le capitalisme et décident de s'organiser et de l'affronter...

Il faut ajouter la détérioration des superstructures de la société, comme aux Etats-Unis par exemple ; on peut être nanti ou millionnaire ou pauvre, quand on emprunte le réseau routier, ferré, aérien ou maritime, quand on doit se faire soigner, quand on envoie ses enfants à l'école ou à l'université, on est confronté aux mêmes difficultés, aux mêmes angoisses, même si les moyens pour les affronter diffèrent ; quand on passe sur un pont, on peut rouler en Rolls ou en 2CV, s'il s'écroule le sort sera le même pour tout le monde, sans parler de la violence omniprésente dans la société, du nombre de plus en plus grand de schizophrènes ou de détraqués en tous genres qu'elle génère, des ravages produits par l'alcool, les drogues, les psychotropes, les opiacés,

la dérégulation des moeurs favorisant ou encourageant toutes les perversions, etc. L'homme aspire à un autre idéal.

Bref, le capitalisme pourrissant pourrit absolument tout ou presque sur son passage au point que tout simplement vivre devient une corvée, un fardeau qu'on a de plus en plus de mal à supporter au quotidien, affirmer que la vie n'a aucun sens ou ne présente aucun intérêt est un euphémisme, pourquoi étudier ou travailler pour une telle société, quand on s'endort le soir ou quand on se réveille le matin, chaque fois le même cauchemar ressurgit à nous rendre fou, nous n'avons rien fait pour mériter un tel sort, alors pourquoi vivons-nous dans une société aussi inégale et injuste, qui n'aurait pas envie d'en sortir, qui ?

Au lieu de verser dans l'ouvriérisme ou de flatter l'ignorance des masses, au lieu de les ménager, on ferait bien mieux de les amener à partager elles-mêmes ce constat, pour ensuite aborder la question de comment y mettre un terme...

[Les résultats officiels de l'élection européenne en France. \(Source : francetvinfo.fr 27.05\)](#)

LVOG - Compte tenu du taux d'abstention, des votes blancs et nuls, il faut diviser par 2 les pourcentages ou le nombre de voix obtenus par chaque liste.

RN - ENL : 23.31%  
LREM-Modem - Divers : 22.41%  
EELV - Verts/ALE : 13.47%  
LR - PPE : 8.48%  
LFI - GUE/NGL : 6.31%  
PS - Place publique - S&D : 6.19%  
Debout la France: 3.51%  
Génération.s - S&D : 3.27%  
UDI - ADLE : 2.5%  
PCF - GUE/NGL : 2.49%  
Le parti animaliste) : 2.17%  
Urgence écologie 1.82%  
UPR : 1.17%  
Lutte ouvrière : 0.78%  
Les Patriotes : 0.65%  
Alliance jaune (Francis Lalanne) : 0.54%  
Les oubliés de l'Europe (Mené par un chef d'entreprise): 0,23%  
Le parti pirate : 0,14%  
L'Union des démocrates musulmans de France : 0,13%  
L'Espéranto : 0,08%  
Le parti fédéraliste européen : 0,06%  
A voix égales (liste féministe) : 0,05%  
Décroissance 2019 (Mené par une enseignante): 0,05%  
Allons enfants (Mené par une jeune diplômée de Sciences Po) : 0,04%  
Le parti des citoyens européens (Mené par un professeur d'anglais): 0,03%  
Le mouvement pour l'initiative citoyenne (Mené par un chef d'entreprise en Ille-et-Vilaine): 0,03%  
L'UDLEF (Mené par un chef d'entreprise breton) : 0,02% La liste de la Reconquête (extrême droite) : 0,02%  
Démocratie représentative (Hadama Traoré) : 0,02%  
L'Alliance royale : 0,01%  
Neutre et actif : 0,01%  
Evolution citoyenne (Gilets jaunes) : 0,01%  
La ligne claire (extrême droite) : 0,01%  
Parti révolutionnaire communistes (ex-PCF): 0,01%

Un zéro significatif ou plein d'espoir.

Résultats des élections européennes 2019 : ces 177 communes qui n'ont accordé aucune voix à La République en marche - francetvinfo.fr 27.05

La liste soutenue par le président de la République est arrivée en deuxième position au niveau national. Mais au niveau local, 177 communes affichent zéro voix pour celle-ci. francetvinfo.fr 27.05

Sondage Elabe sur la sociologie du vote.

(<https://elabe.fr/comprendre-elections-europeennes>)

L'abstention n'est pas uniforme, loin s'en faut : 30% des moins de 35% ont voté, contre 69% des plus de 65 ans. Les

catégories supérieures ont voté à 55%, contre 41% des catégories les moins aisées.

Sur la sociologie des électorats :

- "En marche" et les Verts ont un électorat aisé. Les Verts font 18% chez les cadres, 7% chez les ouvriers. LREM fait 37% chez les cadres, 11% chez les ouvriers. Les électorats "En marche" et "Verts" se distinguent en fait surtout sur l'âge. En marche cartonne chez les retraités (30%), beaucoup moins chez les actifs (moins de 20%).
- Les Républicains sont presque inexistantes chez les actifs (environ 5%). Leur électorat est très vieux (15% chez les retraités)
- La France insoumise fait de plus gros scores dans les catégories populaires (9%) que chez les cadres (5%).
- Génération a un électorat centré sur les professions intermédiaires. Le PCF, à un très bas niveau, fait le même score que les catégories populaires que dans les catégories aisées.
- L'électorat du FN est centré sur les catégories populaires : 50% (!) chez les ouvriers, 10% chez les cadres

La vieillesse est un naufrage politique ! Mais on peut être vieux dès 18 ans !

Taux de participation à l'élection européenne en France. (même source)

18-24 32%  
25-34 30%  
35-49 50%  
50-67 60%  
65 ans et plus 69%

CSP+ 55%  
CSP- 41%  
Retraités 69%

Comme quoi rien n'est figé définitivement.

- 42% se sont décidés la semaine du vote.

Question : Pour quelle(s) raison(s) vous n'irez pas voter lors des élections européennes ? (même source)

LVOG - L'immense majorité des abstentionnistes rejettent les partis et les institutions en place.

- Pour des raisons pratiques (vous habitez trop loin du bureau de vote, vous n'êtes pas chez vous ce week-end, ne savez pas où voter, etc.) 32%
- Aucune des listes ne vous convient 26%
- La politique ne vous intéresse pas 20%
- Cela ne sert à rien de voter 16%
- Vous ne vous intéressez pas à l'Union européenne 14%
- Sans opinion 1%

[Ils s'y voyaient déjà ou ils osent tout. Tartufferie générale. Quel délire !](#)

LFI - "Notre objectif clair est de passer devant Les Républicains, nous voulons nous poser comme la voix qui déjouera le duo formé" par LREM et le RN en tête des sondages (au-delà des 20%), avait déclaré la tête de liste Manon Aubry lors d'une conférence de presse, dimanche 19 mai. A cette occasion, elle avait assuré que LFI pouvait atteindre "12, 13 ou même 14%" des voix lors de ces élections... Franceinfo 26 mai 2019

Dans la rubrique ils osent tout : Jean-Luc Mélenchon a estimé dimanche soir sur BFMTV qu'Emmanuel Macron semblait "avoir perdu le match qu'il avait voulu installer" avec le Rassemblement national. (Au contraire, il est réussi puisque LREM et RN sont les deux faces... de l'extrême droite. - LVOG)

PCF - Deux semaines avant le scrutin européen, Ian Brossat se montrait confiant quant à son issue. "J'attaque la dernière ligne droite avec de l'ambition pour notre résultat, la conviction que nous pouvons dépasser la barre des 5%", confiait-il lors d'un meeting

à Toulouse, le 11 mai, selon L'Humanité. Franceinfo 26 mai 2019

PP-PS - Olivier Faure, le premier secrétaire du PS s'était fixé un objectif ambitieux, être "la première force à gauche à l'issue du scrutin"... Franceinfo 26 mai 2019

Génération.s - Fin juin 2018, Benoît Hamon, à la tête de son tout jeune parti Génération.s, donnait une interview au Parisien dans laquelle il affirmait que "l'objectif" de ces élections européennes était de terminer dans "le tiercé de tête". Franceinfo 26 mai 2019

LR - Le parti des Républicains avait pour principal objectif de devenir la principale force d'opposition face à La République en marche. "Les jeux ne sont pas faits", défendait ainsi la tête de liste, François-Xavier Bellamy...Franceinfo 26 mai 2019

Debout la France - "On sera la surprise de ce scrutin !", pronostiquait début janvier un Nicolas Dupont-Aignan confiant. Franceinfo 26 mai 2019

EELV - "C'est une vague verte européenne dont nous sommes les acteurs", a jugé M. Jadot... "En 2009, nous avons fait 16% alors que nous étions à 8% la semaine d'avant, soulignait-il. J'espère capitaliser sur nos solutions... (Sachant que le Parlement européen n'a aucun pouvoir, un escroc professionnel ou le porte-parole de l'oligarchie. - LVOG)

LVOG - Le corporatisme vert.

"Nous réunissons les acteurs de la société civile, les syndicats, les scientifiques, les entreprises et les citoyens, afin qu'ensemble nous évaluions en permanence le travail des institutions européennes", a précisé M. Jadot. Franceinfo 26 mai 2019

Fabrication du consentement. Diversion et mystification. Leur dernière victime : La jeunesse.

- Europe, climat au menu de la réunion Bilderberg cette semaine en Suisse - AFP 28.05

- Européennes : la jeunesse française de plus en plus verte - Le Parisien 28.05

La jeunesse française ne cesse de verdir. Le Parisien 28.05

LVOG - Au lieu de mûrir, c'est mauvais signe !

- Aux européennes, la jeunesse française s'est mobilisée pour l'écologie - L'Express.fr 28.05

D'après un sondage Ipsos publié dimanche soir.

Le regain de participation des jeunes semble avoir profité à EELV, alors qu'il s'agit traditionnellement d'un électorat où l'abstention est importante. La participation a ainsi grimpé de 13 points chez les moins de 35 ans entre les élections européennes de 2014 et 2019, pour passer de 27 % à 40 %.

Les écologistes ont ainsi obtenu leurs meilleurs scores chez les 25-34 ans (28 %) et les 18-24 ans (25 %), alors que leurs plus mauvais scores ont été réalisés chez les 60-69 ans (9 %) et les 70 ans et plus (5 %).

Par ailleurs, le vote écologiste semble avoir peu varié selon le revenu, mais considérablement selon le niveau d'études. EELV ainsi fait 20 % chez les titulaires d'un diplôme de niveau bac+3 contre 6 % chez les électeurs sans le bac. L'Express.fr 28.05

EELV cet appendice du PS ou de la réaction.

- Il y a quelque chose de thatchérien chez Yannick Jadot. - Le Point.fr 27.05

S'il a pu faire grincer des dents en interne en se disant « pour l'économie de marché, la libre entreprise et l'innovation » dans un interview donnée au Point, force est de constater que le rafraîchissement idéologique d'EELV a fonctionné et permet d'ouvrir une assise des fondations électorales. Quelques jours avant le scrutin, un fidèle de Yannick Jadot croyait en ses chances : « le fait d'apparaître plus modéré et moins gaucho-marxistes comme à une époque va nous faire gagner des points ».

« Nous sommes les porte-parole d'une société écologiste en Europe et en France qui n'est ni de droite ni de gauche », résume l'eurodéputée Karima Delli. Celle qui a été réélue ce dimanche au Parlement européen l'admet : « Ces trucs de ni droite ni gauche, c'est de la communication politique un peu facile, mais nous en faisons une réalité. Nous sommes sans doute à l'aube d'une reconstruction politique à laquelle vont participer des Français qui font de l'écologie tous les jours, que ce soit

des citoyens, des ONG ou des entreprises. » Le Point.fr 27.05

Et de lâcher le morceau.

- Européennes : le PS et LREM voient la vie en vert après le bon score des écologistes - Franceinfo 28.05

Gilets Jaunes - Les "gilets jaunes" ont mobilisé dans la rue, pas dans les urnes. Les deux listes issues du mouvement de contestation sociale qui a provoqué la plus grande crise du quinquennat n'ont mobilisé ensemble que 0,5% des électeurs dimanche, selon les premières estimations.

Sur quelles listes s'est déporté le vote "gilet jaune"? Selon un sondage Ifop publié vendredi, 44% des personnes se sentant "gilet jaune" avaient indiqué voter pour le Rassemblement national, contre 4% pour La République en marche.

"Le débouché politique du mouvement des "gilets jaunes" dans ces élections européennes, c'est très clairement le RN", analysait alors Jérôme Sainte-Marie, président de PollingVox.

Pourtant, chez des figures des "gilets jaunes", le vote semble beaucoup plus éclaté. Thierry Paul Valette, qui avait constitué une liste avant d'abandonner, a appelé à voter pour la liste LREM soutenue par Emmanuel Macron avant de finalement s'abstenir. Ingrid Levavasseur, un temps sur la liste Alliance jaune, a glissé un bulletin EELV dans l'urne, a-t-elle indiqué à l'AFP.

Jacline Mouraud a elle décidé de voter blanc. Hervé Giacomoni, porte-parole des "gilets jaunes" de l'Aube, s'est rangé du côté de l'UPR pour soutenir le Frexit.

"On parle de "gilets jaunes", ça tend à unifier le groupe mais ce qui les caractérise c'est que justement, il y a des gens qui sont très différents", analyse Emmanuelle Reungoat, maîtresse de conférences à l'université de Montpellier.

"Ce qui les rassemble c'est plutôt la défiance à l'égard de la représentation", ajoute-t-elle. AFP 26 mai 2019

- Manifestations clairsemées et ronds-points délaissés, les "gilets jaunes" s'estompent - AFP 29 mai 2019

Il reste pourtant des ronds-points jaunes à travers la France. Dans le Nord, une "petite dizaine" sont occupés, selon Alexandre Chantry, figure des "gilets jaunes" lillois.

Dans l'Ouest, les ronds-points du Croisic, de Pornic, sont toujours occupés, et une cabane a été reconstruite près du rond-point de l'aéroport de Nantes-Atlantique.

En Bourgogne, dans le Rhône ou en Isère, à l'inverse il n'y a plus de ronds-points occupés en permanence, selon les forces de l'ordre, mais certains "gilets jaunes" continuent de se réunir sur des terrains, privés ou prêtés par la mairie, comme à Montceau-les-Mines (Saône-et-Loire), à Givors et à Genay (Rhône) ou à Meximieux (Ain).

Michèle Riot-Sarcey, historienne, et Maxime Gaborit, sociologue, se sont penchés sur le mouvement depuis ses débuts. Tous deux estiment qu'un "noyau dur", "déterminé" ne s'estime pas vaincu, mais s'est recentré sur le local.

Les "gilets jaunes" ne viennent plus le samedi, et restent dans des "fédérations" comme à Saint-Nazaire, à Clermont-Ferrand ou à Commercy", avance l'historienne, quand M. Gaborit observe encore "une forte détermination sur les ronds-points" dans l'Oise, son terrain de recherche, "même s'il y a de moins en moins de personnes à certains endroits". AFP 29 mai 2019

LFI, le grand écart ou pourquoi ne pas "**construire des passerelles**" avec les partisans officiels du régime ?

Après la débâcle, l'amorce de la discorde à La France insoumise - AFP 29 mai 2019

Chez LFI, malgré un score tombé à 6,31% dimanche, loin des 19,58% de Jean-Luc Mélenchon à la présidentielle de 2017, rien n'a filtré de la réunion du groupe parlementaire du mardi matin, le principal lieu de discussion stratégique.

"Ca s'est bien passé, chacun a pu s'exprimer sur ce qu'il pensait de la campagne", se contente de dire à l'AFP le député Eric Coquerel, par ailleurs coordinateur du Parti de gauche, composante fondatrice de LFI.

La députée Clémentine Autain a pourtant ouvert le débat, dès dimanche soir puis les jours suivants: "Ce qui est en cause, c'est la ligne politique de LFI", a-t-elle attaqué dans les médias. Elle a aussi déploré "la récurrence de formulations" visant à "cliver", ainsi que "des murs" dressés "là où il aurait davantage fallu chercher à construire des passerelles".

"A mon sens c'est évidemment un problème de ligne, de profil politique, de ce qu'on a donné à voir depuis deux ans. Ma conviction c'est que nous gagnons quand nous sommes du côté de l'espérance et pas quand nous sommes du côté du ressentiment ou de la haine", a-t-elle ajouté.

Un "discours qui peut être dans le clash permanent" a "clivé avec une partie de notre électorat qui se trouve du coup pas considéré, qui ne comprend plus tout à fait quelle est la ligne du mouvement", a-t-elle poursuivi. "On a perdu une partie des nôtres sans réussir à aller chercher un autre électorat c'est ça qui s'est produit".

Le député Alexis Corbière a déploré que Clémentine Autain soit "allée à la radio avant qu'on ne se réunisse", taclant: "Ca ne sert à rien de chercher à tirer son aiguille personnelle".

LFI n'a certes "pas su montrer à ceux qui souffrent du système que l'enjeu était tel qu'il fallait se déplacer et voter pour nous", mais "c'est une élection qui est très dure pour nous, où notre électorat populaire s'abstient considérablement", a déclaré Eric Coquerel.

"C'est du pipeau! C'était un scrutin national, un point de passage vers la présidentielle", cingle François Cocq, ancien orateur national LFI congédié d'un tweet par Jean-Luc Mélenchon en janvier, mais qui entend continuer à militer. Il critique la stratégie d'ouverture à gauche de LFI, qui a par exemple accueilli à l'automne une partie de l'aile gauche du PS: "On a préféré, en vue des élections locales à venir, retourner à la tambouille. Les municipales vont être une pagaille incroyable pour LFI qui sera illisible". Reuters 28 mai et AFP 29 mai 2019

L'extrême gauche "**dans l'impasse**".

NPA - L'Union européenne dans l'impasse (Vraiment ? - LVOG)

NPA (Tendance Claire) - A deux jours des élections européennes, un rapide tour d'horizon des listes de "gauche" en France (LFI, EELV, PP-PS, PCF) (Ils y tiennent à leur saloperie de gauche ! - LVOG)

LO - Communiqué sur les élections européennes du 26 mai 2019

Au temps où fonctionnait le système de l'alternance entre la droite et la gauche, cette dernière bénéficiait d'un passé qui la reliait encore au mouvement ouvrier. (La corde autour du cou, le noeud coulant devait se resserrer pour l'étrangler, LO en est nostalgique, ils n'ont rien compris décidément. - LVOG)

Au-delà du rejet que la gauche provoque aujourd'hui dans l'électorat populaire, c'est tout le système de la démocratie bourgeoise qui est mis en cause, tant il apparaît que les élections, au lieu de permettre le changement, ne servent qu'à masquer le fait que rien ne change. (C'est l'histoire du parlementarisme bourgeois qui est une imposture, à laquelle LO n'a cessé de participer et ils sont loin d'être les seuls dans ce cas-là. - LVOG)

La bourgeoisie des grandes puissances impérialistes a trouvé avec le parlementarisme un système qui lui permet de dissimuler sa mainmise sur la société, en donnant à la population l'illusion que c'est d'elle et de ses votes que dépend la vie sociale, alors qu'en réalité, elle est soumise à la dictature impitoyable du grand capital. Mais cette illusion ne fonctionne que tant qu'elle est crédible. C'est de moins en moins le cas. (...) (Vraiment, en l'absence de toute alternative politique conforme aux besoins des travailleurs, cette illusion atteint son point culminant de nos jours. Au passage, pas un mot sur le "système" despotique qu'est l'Union européenne, courroie de transmission de la stratégie néolibérale de l'oligarchie anglo-saxonne, destiné à instaurer un régime totalitaire à l'instar de ce qui existe déjà aux Etats-Unis. L'UE devait en être la copie conforme et le vassal, force est de constater qu'ils sont parvenus à leurs fins. - LVOG)

La gauche, tant qu'elle avait un certain crédit parmi les travailleurs, a été un moyen d'enchaîner le mouvement ouvrier au système institutionnel de la bourgeoisie. Cet instrument s'est brisé en remplissant cette tâche, et tous ceux qui veulent le réparer trompent les travailleurs alors que la société est poussée vers le précipice. (...) (Pourquoi avez-vous toujours tromper les travailleurs en leur faisant croire que le PS et le PCF étaient de gauche ? - LVOG)

Aussi restreint que soit le nombre de ceux qui se retrouvent dans les idées de la lutte de classe, ce sont eux qui représentent l'avenir. (...) (Cela nous fait une belle jambe sachant ce qu'ils représentent. Au fait, pourquoi l'extrême gauche et assimilés sont-ils aussi insignifiants dans la société ? - LVOG)

La classe ouvrière a la force et les moyens de mettre fin à la dictature du grand capital sur la société. Il lui manque la conscience de ses formidables possibilités. Cette conscience ne peut s'incarner que dans un parti ayant pour objectif de mener la révolution sociale jusqu'au bout, un parti communiste révolutionnaire. L'avenir de l'humanité et peut-être même sa survie en dépendent. (Vous en doutez ? On comprend pourquoi. - LVOG)

POI-POID - Quand on lit les communiqués du POI et du POID suite à l'élection européenne, on s'aperçoit immédiatement qu'ils se sont livrés à une lecture des résultats qui fait disparaître une partie déterminante de la réalité et empêche du même coup de comprendre la situation politique.

A savoir qu'à l'issue de ce scrutin, il ressort que les partis partisans de l'Union européenne et de l'Otan ont raflé la totalité des postes d'eurodéputés, ce qui signifie que la victoire de la réaction est totale. Or, en instrumentalisant l'abstention le POI et le POID veulent vous faire croire le contraire.

Quelqu'un a dit à juste titre, que si seulement 10% des électeurs inscrits s'étaient déplacés pour aller voter, et que LREM aurait obtenu la majorité, Macron aurait célébré sa victoire, et il se serait empressé d'annoncer qu'il allait continuer d'appliquer son programme ultra réactionnaire sans rencontrer pratiquement d'obstacles, du fait que l'opposition à sa politique était disloquée ou impuissante à s'y opposer. Mais cela est hors de portée de ces dirigeants qui le nient. Ils sont enfermés dans leur dogmatisme qui les empêche de percevoir la réalité telle qu'elle est, du coup il leur faut absolument la déformer pour qu'elle coïncide avec leur théorie foireuse, c'est pitoyable !

### [La Ve République ou le coup d'Etat permanent.](#)

- Pourquoi LREM et le RN ont fait un coup de force symbolique aux européennes - huffingtonpost.fr 29.05

Les deux partis revendiquent une nouvelle bipolarisation de la vie politique dont ils sont les leaders. Pourtant, le 26 mai, plus de 50% des électeurs ont refusé d'entrer dans la dichotomie néo-libéraux versus populistes.

Affirmer que le système politique est bipolarisé est un coup de force symbolique. Il s'agit d'une entreprise menée avec constance par les deux impétrants leaders en France des européennes du 26 mai 2019, soit LREM et le RN. Ce constat de bipolarisation est aussi repris dans des interprétations qui se veulent analytiques, du scrutin.

Ces analyses se diffusant, elles participent d'une interprétation fermée de la réalité, qui de proche en proche car réitérée (comme la notion polysémique de "vote utile"), devrait finir par avoir une influence... huffingtonpost.fr 29.05

LVOG - "*Une interprétation fermée de la réalité*", qui "*devrait finir par avoir une influence*" sur le comportement des travailleurs, qui en douterait encore à part les négationnistes d'extrême gauche et associés ?

- Emmanuel Macron veut remplacer des hauts fonctionnaires pas assez loyaux - Le Parisien 29.05

- Assemblée nationale : la majorité propose une réduction de temps de parole, les députés en colère - Le Parisien 29.05

C'est un pur hasard ou on n'y est pour rien, ils osent tout !

- LREM et le RN polarisent la France qui vote - Slate.fr 28.05

- Une présidentielle opposerait de nouveau Macron et Le Pen - Reuters 29.05

Emmanuel Macron et Marine Le Pen s'opposeraient de nouveau, avec des scores supérieurs à ceux de 2017, si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, selon un sondage Ifop-Fiducial pour Paris Match, Cnews et Sud Radio publié mercredi.

Interrogée à ce sujet après le conseil des ministres, la porte-parole du gouvernement a évoqué un clivage "imposé" et désormais "ancré" dans le paysage politique français.

"C'est un clivage qui s'est imposé à nous à travers l'élection présidentielle de 2017, puisque c'est le choix que les Français ont fait", a dit Sibeth Ndiaye. "Ce n'est pas de notre fait; c'est une recomposition du champ politique français qui fait qu'aujourd'hui nos concitoyens ne se reconnaissent plus dans le traditionnel clivage entre la droite et la gauche et cette recomposition, elle perdure, elle est ancrée."

"Année après année, cet ancrage malheureusement a continué dans un certain nombre de territoires et beaucoup de nos concitoyens considèrent que le Front national est un parti comme un autre", a ajouté la porte-parole... Reuters 29.05

L'aveu

- Macron demande à ses ministres de ne pas oublier l'électorat de gauche - Le Parisien 29.05

Et pour cause...

Elections européennes : 72% des Français réclament un changement fondamental de politique après la défaite du parti présidentiel, selon un sondage - franceinfo 27.05

Pour 72% des personnes interrogées, Emmanuel Macron doit changer de cap plutôt que de persévérer voire de s'obstiner dans la voie engagée depuis deux ans, selon un sondage Odoxa-Dentsu Consulting pour franceinfo et Le Figaro réalisé lundi 27 mai. franceinfo 27.05

### Et le Parlement européen de l'Otan

Résultats européennes 2019 : voici à quoi va ressembler le nouveau Parlement - Le Parisien 26 mai 2019

Le Parti populaire européen (PPE) garde le plus gros groupe avec 173 élus, selon les premières estimations du Parlement. Il perd toutefois beaucoup de terrain puisqu'il avait 217 eurodéputés dans la mandature précédente. C'est loin de la majorité.

L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates (S & D) perd elle aussi des sièges. Elle en obtiendrait 147 sièges, contre ses 186 précédemment. Les centristes de l'ALDE progressent et auraient 102 élus (contre 68 précédemment). Les Verts sont la 4e force du Parlement avec 71 eurodéputés. Ils avaient jusqu'alors 52 élus. Le Parisien 26 mai 2019

Rappel.

Extrait; Pour que le Parlement élise démocratiquement Weber (à la présidence de la Commission européenne), il n'est pas nécessaire qu'il soit soutenu par une majorité de parlementaires. Il suffit que son groupe, le PPE, arrive en tête. Washington a donc préparé une assemblée dominée par le Parti populaire européen (PPE)...

Contrairement à ce que ressasse la presse, il n'y a aucune opposition sur le fond entre le Parti populaire européen (PPE) et l'Europe des nations et des libertés (ENL). Tous s'entendent sur la tutelle de l'Otan, laquelle implique l'essentiel des décisions politiques. Il y a juste une répartition des rôles. (La mascarade de l'Union européenne par Thierry Meyssan - Réseau Voltaire 24 mai 2019)

### Macronie acte II, c'est parti.

- Assemblée: le projet de loi fonction publique adopté malgré les critiques - AFP 28 mai 2019

L'Assemblée a donné son feu vert mardi en première lecture au projet de loi sur la fonction publique qui entend donner plus de "souplesse" à un secteur souvent "victime de rigidités", avec notamment un recours accru aux contractuels vivement critiqué dans l'opposition.

Recueillant peu de suffrages en dehors des élus LREM-MoDem, le texte a été adopté par 351 voix contre 156 et 53 abstentions. Les trois groupes de gauche, PS, PCF et LFI, ont voté contre, comme LR très majoritairement. L'UDI-Agir s'est majoritairement abstenu, Libertés et Territoires étant partagé. Les élus RN se sont abstenus.

Le projet, qui concerne les 5,5 millions d'agents dans les trois versants (Etat, Territoriale et Hospitalière), vise selon le secrétaire d'Etat Olivier Dussopt à "moderniser" le statut de fonctionnaire et l'adapter aux "attentes" de la société.

Cela passe notamment par l'élargissement du recours aux contractuels (déjà au nombre d'un million) qui doit rendre l'administration "plus attractive et plus réactive", mais aussi par des mobilités facilitées, un dispositif de rupture conventionnelle, un "contrat de projet" sur le modèle du privé ou encore un dialogue social "simplifié" avec une refonte des instances.

Malgré les critiques des oppositions, les députés ont aussi adopté un amendement gouvernemental de dernière minute pour imposer les 35 heures effectives dans la fonction publique, où le temps de travail est parfois inférieur.

Le projet de loi sera examiné le 18 juin au Sénat. Le gouvernement souhaite le faire adopter définitivement avant l'été pour une application au 1er janvier 2020. AFP 28 mai 2019

### Leurs chers barbares ou le véritable visage du régime (et du PS).

- Paris tente d'éviter la peine de mort à ses ressortissants en Irak, déclare Le Drian Reuters 28.05

Paris s'efforce d'éviter la peine capitale à ses quatre ressortissants que la justice irakienne a condamnés à mort pour appartenance au groupe Etat islamique (EI), a déclaré mardi le chef de la diplomatie française. Reuters 28.05

LVOG - A une autre époque, ils avaient bien gracié ou réhabilité la plupart des vichystes et des nazis...

- Mobilisation d'associations pour des djihadistes français condamnés à mort - Reuters 28.05

Le Collectif des familles unies, qui rassemble des parents d'hommes ou de femmes partis faire le djihad en Syrie ou en Irak, a également demandé au gouvernement français "d'empêcher ce sinistre scénario d'exécutions capitales" et de faire en sorte qu'ils soient jugés en France.

"Nous appelons le gouvernement français à bloquer toute velléité de nouveaux transferts de ressortissants français vers l'Irak", lit-on dans son communiqué, qui rappelle que 12 d'entre eux ont été ainsi transférés en février de Syrie, où ils avaient été faits prisonniers.

"Leur transfert en Irak n'a pas pu se faire sans l'assentiment des autorités française. De ce fait les autorités françaises ont livré des ressortissants français à un pays pratiquant la peine de mort", déplore ce collectif.

"Aucune vérité ne sort de ces procès, sans témoins, expédiés à la va-vite, où même les actes d'accusation ne sont pas rendus publics, où aucune preuve n'est produite, où aucun témoin ne comparaît, où les aveux peuvent avoir été extorqués sous la torture et où les droits de la défense sont inexistantes." Reuters 28.05

Franceinfo - Français condamnés à mort en Irak : cette peine est "barbare et n'aura aucune conséquence en termes de prévention"

Guillaume Denoix De Saint-Marc, directeur de l'Association française des victimes du terrorisme (AFTV), souhaite que leur peine de mort soit "commuée en prison à vie". Franceinfo 29.05

En complément.

- Soudan : les islamistes font le choix des militaires pour préserver la charia - Franceinfo 28.05

Les mouvements islamistes soudanais apportent leur soutien au Conseil militaire dans son bras de fer avec la contestation... Franceinfo 28.05

[Ils osent tout.](#)

Brexit : Boris Johnson convoqué par la justice pour "mensonges" - Franceinfo

LVOG - Alors qu'ils sont tous aussi menteurs !

Le Défenseur des droits veut que la France fasse cesser les "traitements inhumains" des enfants de jihadistes en Syrie - Le HuffPost

LVOG - Il ne pouvait évidemment pas s'agir des "*traitements inhumains*" infligés par les "*jihadistes*" français aux enfants syriens...

---

[INFOS EN BREF](#)

[POLITIQUE](#)

[Grèce](#)

Après ses mauvais résultats aux européennes, Tsipras annonce des législatives anticipées - lepress.fr 27.05

"Après le second tour des élections locales (le 2 juin), je demanderai au président d'organiser immédiatement des élections nationales", a déclaré le Premier ministre grec Alexis Tsipras dans une allocution télévisée. Dimanche, son parti a été lourdement sanctionné aux élections européennes et locales.

Son parti Syriza a été devancé de plus de 8 points par le principal parti d'opposition, la Nouvelle Démocratie (droite). Avec seulement 25 % des suffrages se portant sur Syriza (contre 33,5 % à ND), Alexis Tsipras a visiblement échoué à capitaliser sur les succès dont il se targuait, en particulier le retour de la Grèce sur les marchés financiers et la sortie des programmes de rigueur dictés par les créanciers, UE et FMI, pour parer à la crise de la dette.

Au pouvoir depuis quatre ans, Alexis Tsipras, 44 ans, avait fait du scrutin européen un vote de confiance à l'égard de sa politique, alors que son mandat expire au mois d'octobre et que des élections législatives étaient prévues à cette échéance.

Malgré la reprise de l'économie depuis 2017 et l'amélioration des résultats macroéconomiques, les Grecs peinent à se remettre d'une profonde récession et pâtissent d'un taux de chômage de 18 %, le plus élevé de la zone euro. Le train de mesures visant à alléger la pression fiscale et venir en aide aux retraités n'a visiblement pas suffi pour séduire un électorat lassé de la politique de rigueur.

Aux élections locales également, les premiers résultats montrent une avance de ND. Aux municipales d'Athènes et de Thessalonique, organisées également dimanche, les candidats de droite arrivent en tête pour le second tour du 2 juin.

Élu pour la première fois en janvier 2015, Alexis Tsipras, qui se revendiquait alors de la gauche radicale, est accusé par ses opposants d'"avoir trahi" son électorat après avoir été contraint d'abandonner ses promesses préélectorales sur "la fin de l'austérité". [lexpress.fr](http://lexpress.fr) 27.05

## Israël

Devant l'impasse politique, Israël retournera voter une 2e fois en cinq mois - AFP 29.05

Le Parlement israélien a voté pour sa propre dissolution mercredi soir moins de deux mois après avoir été élu, et les électeurs seront à nouveau appelés aux urnes le 17 septembre, scénario inédit dans l'histoire du pays. AFP 29.05

## Soudan

Grève générale au Soudan pour faire pression sur les généraux au pouvoir - AFP 28 mai 2019

Des milliers de Soudanais ont observé mardi une grève générale à l'appel de la contestation, paralysant plusieurs secteurs d'activités, pour accroître la pression sur l'armée, qui refuse de transférer le pouvoir aux civils plus de six semaines après l'éviction d'Omar el-Béchir.

Les fonctionnaires, employés des banques et d'entreprises du privé ont répondu à cet appel d'une grève générale de deux jours - mardi et mercredi-, insistant sur le fait que seul un gouvernement civil est en mesure de sortir le Soudan de la crise politique.

"Cette grève est la première étape. Si nos revendications ne sont pas satisfaites, nous irons vers une désobéissance civile", a averti un employé de banque, Youssef Mohamed, alors qu'il scandait des slogans avec ses collègues devant cet établissement bancaire de Khartoum.

"Nous avons essayé un gouvernement militaire, mais cela n'a pas fonctionné", a-t-il ajouté.

Dans différents secteurs de Khartoum, des employés grévistes ont protesté en pleine rue, des voitures klaxonnant en solidarité avec eux.

Des centaines de travailleurs de Port-Soudan (est), un pôle économique vital, ont aussi rejoint la grève de 48 heures.

En milieu de journée, des hommes de l'armée régulière et des paramilitaires de la Force de soutien rapide (RSF) ont entouré les locaux de la Banque centrale à Khartoum.

"Cette force militaire a essayé d'imposer au personnel de reprendre le travail", a dénoncé l'Association des professionnels soudanais (SPA), acteur majeur du mouvement de contestation.

Des centaines de passagers ont été bloqués à l'aéroport de Khartoum. Beaucoup d'employés ont porté des insignes sur lesquels était écrit: "nous sommes en grève".

Les compagnies soudanaises Badr, Tarco et Nova ont suspendu leurs vols mardi. EgyptAir a également annulé ses liaisons avec Khartoum pour la journée, avant d'annoncer leur rétablissement.

Des centaines de passagers ont aussi été bloqués à la gare routière de la capitale, où les employés en grève ont affirmé qu'il n'y aurait pas de bus mardi et mercredi.

Après avoir demandé le soutien de l'armée contre le président Béchir, les manifestants réclament désormais le départ des généraux qui ont pris le pouvoir après avoir évincé le chef de l'Etat le 11 avril.

Face au refus persistant des militaires de céder le pouvoir, l'ALC a décidé d'utiliser l'arme "inévitabile" de la grève générale.

En cas d'absence de réaction des militaires, Wajdi Saleh, membre de l'ALC, a menacé lundi soir de faire "monter la pression d'un cran vers une grève générale indéfinie". "Nous espérons ne pas en arriver là", a-t-il ajouté.

La grève de deux jours a pour objectif d'envoyer un message clair au monde: le peuple soudanais souhaite un changement réel et n'acceptera pas de laisser le pouvoir aux mains des militaires", a déclaré à l'AFP Siddiq Farouk, un des leaders de l'ALC.

Mais cet appel a aussi révélé des dissensions au sein du mouvement de contestation.

L'historique parti d'opposition al-Oumma, dirigé par l'ancien Premier ministre Sadek al-Mahdi et membre de l'ALC, a rejeté dimanche cette action, évoquant un "désaccord sur son calendrier et sa préparation".

"Une grève générale est une arme qui ne devrait être utilisée qu'après avoir fait l'objet d'un consensus" au sein de l'ALC, a argué al-Oumma.

Ce parti a toutefois appelé à maintenir "l'unité" et défendu le "droit" des travailleurs à faire grève.

M. Mahdi, ex-chef de gouvernement élu qu'Omar el-Béchir avait renversé lors d'un coup d'État soutenu par les islamistes en 1989, avait déjà appelé les manifestants à ne pas "provoquer" les militaires.

Le Parti du congrès soudanais, autre composante importante de l'ALC, a de son côté annoncé son adhésion à la grève, en dénonçant "le mur d'intransigeance du Conseil militaire". AFP 28 mai 2019

---

## SOCIAL ET SOCIÉTÉ

### Argentine

Argentine: grève générale contre l'inflation et la perte de pouvoir d'achat - AFP 29.05

L'opposition au président de centre droit Mauricio Macri a lancé mercredi une grève de 24 heures en Argentine, paralysant l'activité économique pour protester contre l'incapacité du gouvernement à réduire l'inflation qui a atteint 55% sur un an.

Métros, autobus et trains de banlieue étaient à l'arrêt, tous les vols étaient annulés dans les aéroports du pays, banques, écoles et administrations fermées, et la plupart des commerces avaient également le rideau baissé, faute de transports en commun pour les employés.

"La grève est suivie car il n'y a eu aucune réponse, ni réaction du gouvernement aux revendications", a déclaré Hugo Moyano, un des leaders les plus influents du mouvement syndical argentin.

Le pouvoir d'achat des 44 millions d'Argentins est en chute libre du fait de la hausse des prix, la pauvreté augmente, l'économie est en récession, et le gouvernement mène une politique de rigueur budgétaire, sous la pression du FMI.

Les syndicats demandent des hausses salariales alignées sur l'inflation.

"Il y a un grand mécontentement contre le gouvernement. De nombreux travailleurs ont voté pour ce gouvernement car il allait supprimer l'impôt sur le revenu, ils leur ont fait confiance mais cette fois, ils ne vont pas se tromper de nouveau", a souligné Hugo Moyano, en référence à l'élection présidentielle du 27 octobre.

Le patron du syndicat des routiers, un des plus puissants de ce pays grand comme 5 fois la France, soutient le ticket présidentiel de gauche formé par l'ex-présidente Cristina Kirchner et son ex-chef du gouvernement.

"Les gens sont otages du fonctionnement des transports en commun. Lors de la précédente grève générale, certains transports fonctionnaient et les gens sont allés travailler", a dénoncé le ministre argentin des Transports Guillermo Dietrich.

C'est la cinquième grève générale du mandat de Mauricio Macri, applaudi par les grandes puissances pour son réformisme mais très critiqué en Argentine. Arrivé au pouvoir fin 2015, il brigue un second mandat de quatre ans, et se trouve affaibli par la crise économique qui frappe le pays depuis 2018.

Pour stabiliser la troisième économie d'Amérique latine, il a sollicité un prêt du FMI, qui a débloqué en 2018 le versement de 56 milliards de dollars sur trois ans. En contrepartie, les coupes budgétaires exaspèrent la population.

Forts du succès de la grève de mercredi, les syndicats tirent à boulets rouges sur le président, en mauvaise posture dans les sondages à cinq mois du scrutin.

"Le mouvement ouvrier réitère son appel à des actions immédiates pour freiner la décadence politique, sociale et économique", a lancé Hector Daer, un dirigeant de la CGT, le plus puissant des syndicats d'Argentine.

Les rues de Buenos Aires, une agglomération de 13 millions d'habitants, étaient inhabituellement calmes mardi, sans taxis, ni autobus.

"Nous ne voulons plus d'ajustements. Ni de licenciements, il faut les interdire. On ne veut plus voir des gens qui ont faim. On veut que la situation change complètement", dit Gustavo Michel, un ouvrier d'une raffinerie, près de Buenos Aires.

"De nombreuses entreprises ferment, se désolent-til. Des familles se retrouvent à la rue. C'est terrible car il n'y plus de travail".

D'après les syndicats, 290.000 emplois ont été perdus en trois ans.

---

## ECONOMIE

### Chine

La Chine dévoile un projet de train pouvant aller jusqu'à 600 km/h - LePoint.fr 28 mai 2019

La course pour créer la prochaine génération de train ultra-rapide est lancée. La société d'État China Railway Rolling Stock Corporation (CRRC) a annoncé le développement d'un prototype de train à lévitation magnétique capable d'atteindre la vitesse de 600 km/h, explique BFM TV. Effectuer un trajet sur les rails en moitié moins de temps qu'actuellement pourrait devenir une réalité. L'entreprise contrôlée par le gouvernement chinois planche sur une technologie de sustentation magnétique.

La compétition fait rage entre la Chine et le Japon qui semblent être les plus avancés. Les deux pays se sont chacun engagés dans la bataille pour la meilleure technologie. À titre de comparaison, le TGV français ne dépasse pas les 350 km/h. Il a cependant déjà effectué une pointe à 574,8 km/h en 2007, mais il lui est impossible de maintenir cette vitesse pendant plusieurs minutes. LePoint.fr 28 mai 2019

### Malaisie

- La Malaisie retourne des déchets à l'envoyeur, en France et ailleurs - Reuters 28 mai 2019

La Malaisie va renvoyer 3.000 tonnes de déchets plastiques dans leurs pays d'origine, notamment en France et aux Etats-Unis, a annoncé mardi la ministre de l'Environnement.

La Chine ayant décidé de refuser les arrivages de déchets plastiques l'an dernier, la Malaisie a pris le relais et des usines de recyclage ont vu le jour par dizaines. Beaucoup fonctionnent sans licence d'exploitation avec des conséquences néfastes pour les riverains.

Le plastique impropre au recyclage est brûlé, ce qui libère des produits chimiques toxiques dans l'atmosphère, ou bien il finit dans des centres d'enfouissement, ce qui peut contaminer le sol et les nappes phréatiques.

Dans ce contexte, 60 conteneurs d'ordures importés illégalement seront retournés à l'envoyeur, a déclaré mardi à la presse la ministre malaisienne de l'Énergie, de la Technologie, de la Science, de l'Environnement et du Changement climatique, Yeo Bee Yin.

"Ces conteneurs ont été introduits illégalement dans le pays avec de fausses déclarations entre autres infractions, en violation patente de notre législation sur l'environnement", a déclaré la ministre après une visite à Port Klang, dans la banlieue de la capitale, Kuala Lumpur.

"Nous demandons instamment aux pays développés de revoir leur gestion des déchets plastiques et de cesser d'expédier des déchets vers les pays en développement", a-t-elle ajouté.

Quatorze pays sont concernés par ces retours à l'expéditeur, notamment les États-Unis, le Japon, la France, le Canada, l'Australie et la Grande-Bretagne. Cinq conteneurs de déchets plastiques contaminés ont été renvoyés à l'Espagne.

Les Philippines, qui ont le même problème, ont décidé la semaine dernière de faire appel à une société de transport maritime privée pour renvoyer 69 conteneurs de déchets au Canada qui tardait à reprendre une cargaison illégale. Reuters 28 mai 2019

[Haut de page ↗](#)